

SILENCE



ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°232
JUIN 1998

25 FF - 150 FB - 6 FS

Nous vous devons plus que la lumière

NORD-SUD :
LAIT EN POUDRE ET
EAUX MINÉRALES

Nous vous devons plus que la lumière

SEL :
NUTÉES ET
CONFITURES

Nous vous devons plus que la lumière

Nous vous mentons sur le nucléaire

Nous vous mentons sur le nucléaire

EDF ment !

LA HAGUE
LA DYNAMIQUE
DU REJET

Sommaire

Cogéma / La Hague La dynamique du rejet

de Jean-Luc Thierry ... page 4

Nucléaire page 7

- Déchet et corruption
- Accident d'avion

Energies page 8

- Poitiers : la bataille du chauffage électrique

Alternatives page 9

- Grande-Bretagne : Enough !
- Pour en finir avec Mac Beurk

Paix page 12

- Désarmement nucléaire

SEL :

Nuitées et confitures

de Michel Bernard ... page 13

Politique page 14

Cinéma :

fées sous surveillance, réfugiés en fuite, amants en désarroi

de René Hamm page 15

Environnement page 16

- Vallée d'Aspe : solution contre l'expulsion

EDF ou l'art

de la désinformation :

Dégonfler la baudruche

de René Hamm page II

Moins mais mieux

de Denis Clerc page II

Corne d'abondance ?

d'Antoine Bonduelle page IV

Sortir du nucléaire

de Jean-Luc Thierry page V

Chauds et froids d'EDF

de Rémy Gendre page VI

Du vent, du bois,

du soleil, des emplois

de Henri Dupassieux page VI

Le nucléaire face

à l'opinion publique

de Michel Bernard page VIII

Environnement page 25

- Incinération-dioxines

Nord-Sud :

Lait en poudre et eaux minérales

de Lara Cataldi page 26

Nord-Sud page 29

- Rwanda : le rôle de la France

Femmes page 30

- Burkina : Pag-la-Yiri

Annonces page 30

Société page 31

Débat :

Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

d'Alain Claude Galtié page 32

Santé page 35

- Plantes folles

Livres page 36

Courrier page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 avril 1998.

Vu de l'intérieur...

QUELQUES CHIFFRES

Silence connaît depuis un peu plus d'un an une croissance rapide qui peut s'expliquer de plusieurs manières : une impulsion donnée par la campagne "Découvrez Silence" et la mise en place d'abonnements-découverte à 100 F. C'était un pari car il fallait qu'une partie importante des lecteurs bénéficiant de cet abonnement à bas prix se réabonne pour que cela soit rentable. Quinze mois après, on constate un taux de réabonnement au tarif normal proche de 70 %, ce qui est excellent.

Autre facteur qui semble jouer en notre faveur — et qui se mesure aussi dans toute la presse radicale : une nouvelle vague de militants qui cherchent des infos, déçus des partis politiques traditionnels.

Tout cela se traduit dans les faits par une hausse sensible des abonnements (de 2000 à 2500 en quinze mois), par des ventes en nette hausse des hors-séries et des livres... et donc pour 1997 par un excédent de trésorerie de 45 000 F qui nous a permis de résorber une bonne part de notre retard chez l'imprimeur.

Autre réussite : le hors-série sur les SEL est en train de battre les records de diffusion puisque 2000 exemplaires ont déjà été vendus depuis sa parution fin février. Enfin, le questionnaire sur "qui sont les écologistes" est aussi un succès avec plus de 620 réponses de votre part. La richesse des textes reçus nous fait envisager de réaliser un ouvrage spécialement consacré à l'analyse des réponses.

ESPRIT FRAPPEUR

Des lecteurs nous demandent où trouver les livres de la collection "Esprit Frappeur" des Editions Dagorno que certains libraires refusent de diffuser du fait de la faible marge que cela leur procure. Certains titres seront diffusés par Silence à partir de juillet 1998, quant aux autres, vous pouvez les commander directement à l'éditeur : Esprit Frappeur, 7/9 passage Dagorno, 75020 Paris.

RECUEIL DE DESSINS

Les meilleurs dessins de Lasserpe de 1997 ont été réunis en album. Celui-ci est disponible contre 30 F en timbres à nous envoyer. Tirage illimité.

terre vivante

contre l'enfouissement des déchets nucléaires

2 jours

31 MAI 98

13h à BURE (meuse)

CONCERTS à Neufchâteau (88)

THE YOUNG GODS - Groupe ARFI - MAM - Les 10 PETITS INDIENS - LT NO - ATOMIC KIDS - LES PIRES - EMLER, JEANNEAU, MACE Trio - BALLESTER/LORENZINI/MILLE/TOUILLEC-MIGUEL M. & THE BRACHAY'S BLUES - BAND Michel BESSON - WIDE OPEN CAGE - Alain ECKERT Trio - QUELQUES FIERS MONGOLS - Virtuos (DJ France) + MATERIA PRIMA - Les BRANKIGNOIS - Le Clownanalyse - Victor - Le THEATRE DU BLAISERON - JOAN - FELIX - IOTOFF-KYRILLOF - Collectif SPRAYLAB...

+ FORUM INFORMATIONS

Coordination Nationale des Collectifs et des Elus contre l'enfouissement des déchets radioactifs

Tel. 03 29 06 91 38

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 61 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 1998
Tirage : 4200 ex

Editeur : Association Silence
Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-Président : Jacques Cracul

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Jaru

Publicité et abonnements : Michel Jaru
Eve Malolasse
Relations commerciales : Raymond Rasse

Rédaction : René Hamm
Sylviane Pouliard
Francis Vergier
Roger Bernard

Conseillers scientifiques : Richard Grantham
Jacques Grinvald
Henri Percel
André Picot

Dessinateurs : Altho
Dédé
Cédric
Charb
Cyril

Lasserpe
Labre
Mullo
Alexis Naoualici
Véasse

Iconographie : Loïc Gaudin
Madeleine Natchey
Xavier Sérédine

Correcteurs : Chantal Grosmaillard
Raymond Vignal
Christiane Chapon
Claude Crolet

Expedition : Elise Dumont
Déborah Gaudin
Christian Hubuis

Molain
Vincent Martin
Olivier Montagnon
Bernard Parez
Christian Rony

Myriam Travostino
Suzanne Vignal
Georges David
Alain-Claude Galtié

Correspondants : José Oria
Mireille Oria
Perrine

Jean-Luc Thierry
Gérard Bizard
Antoine Bonduelle
Lara Cataldi
Denis Clerc
Henri Dupassieux
Eylo
Rémy Gendre
Greenpeace
Unicef

Et pour ce numéro :

Venez nous voir !

N°233-234 - Eté
Comité de clôture des articles
mercredi 20 mai à 19 h
(clôture brèves : vendredi 29 mai à 12 h)
Expédition
vendredi 12 juin à 18 h

N°235 - Septembre
Comité de clôture des articles
samedi 20 juin à 19 h
(clôture brèves : vendredi 7 août à 12 h)
Expédition
vendredi 21 août à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement
page 39

Le mois de **LASSERPE**



EDITORIAL

Catéchisme nucléaire

Faites l'expérience, ça marche à tous les coups. Demandez à n'importe quel citoyen français, de préférence un lycéen : " *Quel est pourcentage de l'énergie fournie par le nucléaire en France ?* ". Réponse unanime : 80%. Grave erreur ! Trente ans de propagande d'EDF nous ont habitués à confondre **énergie** et **électricité**. Tous calculs effectués — y compris en vérifiant les coefficients de conversion entre les différentes sources primaires — on arrive à un résultat étonnant. Le nucléaire dépasse à peine les 20% du bilan énergétique de la nation.

Depuis trente ans, nous nous sommes habitués à une incroyable propagande que nous payons partiellement de nos impôts ! EDF, service public, peut se permettre une publicité éhontée sur le chauffage électrique, les prétendus bénéfices de l'exportation de l'électricité (et de l'importation de déchets nucléaires) ou l'innocuité de la radioactivité. Pour EDF le confort nucléaire doit rentrer dans notre intimité, nous coller à la peau, et surtout être irréversible.

Le Réseau Sortir du Nucléaire s'est constitué pour tenter de sortir de cette impasse. Première tâche : convaincre nos concitoyens que le nucléaire n'est ni une nécessité historique transcendante ni un aller simple pour un avenir irradiant. **On peut s'arrêter**. Ce ne sera ni simple ni bon marché (du moins à court terme). Mais c'est tout simplement indispensable si nous pensons que l'histoire humaine a quelques chances d'échapper à cette gestion cynique de la catastrophe.

Le Réseau est une tentative citoyenne, modeste, aléatoire. Ses différents documents sont à mettre entre toutes les mains et à consommer sans modération. Plusieurs milliers de personnes lui ont déjà apporté leur soutien. Et si nous essayions d'inventer un autre avenir ?

Jean-Luc THIERRY



COGEMA / LA HAGUE :

LA DYNAMIQUE DU REJET

Les usines de la Cogéma à la Hague sont les plus polluantes de France. Le gouvernement vient de décider de réinitialiser toutes les autorisations de rejets radioactifs. L'occasion de lancer une vaste campagne pour obtenir la fermeture de ces usines.



"Ainsi pour 1994, les installations de la Cogema à La Hague ont-elles rejeté 270 fois plus de tritium et 8700 fois d'émetteurs bêta-gamma que les deux réacteurs nucléaires situés à Flamanville, 16 kilomètres au sud".

Dans son remarquable ouvrage *La France atomisée*, Jean-François Viel, l'épidémiologiste qui a mis en évidence un excès de leucémies dans la presqu'île de La Hague, fait le tour des zones d'ombre et des faits bruts. "En 1994, 177 615 mètres cubes d'effluents liquides radioactifs ont été relâchés dans la mer; soit en moyenne 486 tonnes par jour". Les usines de retraitement de La Hague sont, de très loin, la première source de pollution radioactive à partir de la France (celle-ci affecte aussi nos voisins par le biais des courants qui balayent les côtes du Cotentin).

La longue lutte contre La Hague

Dès l'origine, dans les années 60, l'implantation de l'usine de retraitement de La Hague dans le Cotentin a déclenché une très vive réaction des habitants de la région. Les écologistes, Didier Anger par exemple, mais aussi de nombreuses autres associations ou le syndicat CFDT occupent une place détermi-



Page précédente : mesure de la radioactivité sur la plage. **Ci-dessus :** des plongeurs de Greenpeace remontent des prélèvements faits près de la sortie de la conduite. (photos : Pierre Gleizes)

nante de la lutte. A l'annonce de la conclusion de contrats avec des clients étrangers (Allemagne, Belgique, Japon, Pays-Bas, Suisse.), à la fin des années 70, la lutte se fait plus dure encore. A cette époque, Greenpeace, surtout active contre l'immersion des déchets nucléaires, envoie des navires à Cherbourg pour s'opposer à l'arrivée de combustibles irradiés. Mais le rouleau compresseur de la raison d'Etat finit par épuiser le mouvement. Après l'usine UP2-400, Cogema démarre l'usine UP3 uniquement pour le compte de clients étrangers. Et puis c'est l'usine UP2-800 (1). Les usines de retraitement de La Hague deviennent le plus grand centre de retraitement du monde, loin devant les usines britanniques de Sellafield et de Dounreay, et les usines russes. L'argent "nucléaire" (celui des taxes professionnelles) inonde le département de la Manche, Cherbourg et d'autres collectivités locales. La mobilisation faiblit faute d'objectifs atteignables. Le centre de gravité de la mobilisation antinucléaire se reporte plus sur Superphénix dans les années qui suivent.

Greenpeace repose de manière spectaculaire le problème de La Hague en 1992 par le biais des transports issus des contrats de retraitement avec le Japon. Une tonne de plutonium — de quoi fabriquer des dizaines de bombes atomiques — doit repartir vers le Japon au cours d'un transport sous très haute surveillance. Toutes les associations s'opposent à ce transport de plutonium sur l'Akatsuki-maru. Un navire de Greenpeace suit le navire japonais sur la majeure partie de son périple international. La question du retraitement est alors plus que jamais posée dans un cadre international. Les pays qui ont fait le choix de ne pas avoir d'industrie nucléaire ne veulent pas supporter les risques de ces transports et s'inquiètent des risques de prolifération et d'escalade liés au développement des stocks de plutonium "civil". Les retours de déchets vitrifiés à destination du Japon et de l'Allemagne suscitent des actions comparables. En Allemagne, le passage du convoi de déchets nucléaires vers le centre de Gorleben oblige à mobiliser environ 30 000 policiers. Progressivement des ac-

tions de Greenpeace s'attaquent également à des transports en partance pour La Hague depuis l'Allemagne, la Suisse ou les Pays-Bas.

Suivie de la pollution radioactive

A partir de fin 1994 commence un long travail d'analyse de la pollution radioactive de l'environnement en collaboration avec des laboratoires indépendants : la CRIIRAD et l'ACRO (2). Il s'agit d'analyses complexes et coûteuses (plusieurs dizaines de milliers de francs pour une série) mais indispensables. Pas question de faire une confiance aveugle aux chiffres fournis par Cogema et les ministères. Une première étude se focalise sur les rejets atmosphériques. Le rôle fondamental de l'Iode 129 est mis en lumière par une étude de la CRIIRAD. Les rejets de ce produit très toxique et de très longue durée de vie (plus de 16 millions d'années de demi-vie) augmentent régulièrement. L'exploitant (Cogema) publie alors de nouveaux chiffres en tentant de minimiser les résultats de l'étude. En 1996, des

(1) Le site de la Cogema abrite de multiples usines. UP2-400 a été construite en 1966 pour traiter à l'origine les déchets des premiers réacteurs français. UP3 a été mis en route en 1990, essentiellement pour le traitement des déchets étrangers. UP2-800 remplace UP2-400 depuis 1994.

(2) CRIIRAD : commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, 471, avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50. ACRO : association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, 138, rue de l'Eglise, 14200 Herouville Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34.

prélèvements sont effectués en milieu marin (algues, crustacés, etc.). Les chiffres présentés par la CRIIRAD confirment les critiques de certains scientifiques. Le degré de pollution relevé dans l'environnement ne correspond pas à ce qui est prévu par les modèles de calcul de Cogema. Les autorisations de rejets de l'environnement sont alors sur la sellette.

Cogéma tente de s'acheter une conduite

En Mars 1997, un militant du groupe de Greenpeace à Cherbourg décide d'aller jeter un coup d'œil à la conduite de rejet de l'usine de retraitement, largement découverte à l'occasion d'une marée très importante. A l'approche de la conduite, son petit radiamètre Quartex s'affole et atteint rapidement le maximum de la plage de lecture. Appelée à la rescousse la CRIIRAD confirme les chiffres : jusqu'à 300 microsievverts/heure au contact de la conduite. Le calendrier officiel de maintenance de la conduite est complètement bouleversé. Les autorités de sûreté classent l'incident et demandent à Cogema de résoudre ce problème. On incrimine le tartre radioactif présent à l'intérieur de la conduite. Décision est prise de procéder au nettoyage de l'ensemble de la partie marine de la canalisation (environ 5 km). Malgré plusieurs tentatives de Green-

peace d'obtenir une expertise contradictoire de l'opération l'autorisation est donnée. On comptera pas moins de quatre incidents au cours de l'été 1997, plusieurs étant révélés d'abord par Greenpeace qui, grâce à des plongeurs, procèdent à des contrôles sur la conduite et à d'autres prélèvements. Les sédiments à l'extrémité du tuyau apparaissent très contaminés (après les opérations de nettoyage ils atteindront par endroit un million de becquerels par kilogramme) et un crabe prélevé à proximité de l'extrémité de l'émissaire présente un niveau de radioactivité très dangereux.

L'intérêt des médias pour cette affaire pousse les ministres de l'environnement (Corinne Lepage d'abord, puis Dominique Voynet) à réagir vivement et à demander des mesures rapides. *"Lorsque Greenpeace a révélé à l'opinion publique — et je dois l'avouer au ministre de l'Environnement ! — l'existence d'une contamination de l'eau aux abords de la conduite, j'ai immédiatement réagi en demandant à l'IPSN et à l'OPRI des mesures et au Préfet de prendre toute disposition matérielle pour limiter l'accès du site au public"* admet Corinne Lepage dans le livre qu'elle vient de publier (3). L'autorité de sûreté demande à ce qu'on entreprenne au plus vite une révision des autorisations de rejets pas assez *"motivantes"* pour l'exploitant.

En Avril 1998, des mesures sont effectuées par Greenpeace à l'occasion d'une nouvelle marée basse. La situation à proximité de la conduite est presque inchangée. Si une partie de la radioactivité globale de la conduite semble bien avoir disparu, on continue de trouver des points chauds dépassant un débit de dose de 300 microsievverts/heure (environ 3000 fois le débit normal). Cogema, qui ne nie pas les chiffres, annonce qu'elle va entreprendre maintenant la couverture de la conduite sur la plage de l'anse des Moulinets (agréablement située sur le parcours d'un sentier de grande randonnée qui fait le tour de La Hague.) et également enlever le tartre toujours présent à l'extrémité de la conduite. L'ensemble des

opérations devrait encore prendre 18 mois.

Vers des enquêtes publiques

Début février 1998, dans une déclaration interministérielle sur différents problèmes nucléaires, le gouvernement confirme que des enquêtes publiques concernant la révision des autorisations de rejets liquides et gazeux des usines de retraitement vont avoir lieu dans le courant du deuxième semestre de 1998. Différentes commissions mises en place par les ministères de l'Environnement et de la Santé travaillent sur les chiffres de rejets, les modèles de calcul de dose, l'épidémiologie. Dans son rapport d'activités pour 1997, la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) précise qu'en fait il faudra procéder à la révision de l'ensemble des décrets d'autorisation de toutes les installations nucléaires de base situées sur le site de La Hague. Un énorme travail en perspective pour Cogema, les autorités de sûreté et... les opposants.

Les groupes antinucléaires en France, récemment regroupés à l'intérieur du Réseau Sortir du Nucléaire, ont décidé de mener, parallèlement à Greenpeace, une mobilisation au moment des enquêtes d'utilité publique attendues pour l'automne prochain. Une fois de plus le débat public sera complètement disproportionné : les opposants manquent cruellement de moyens pour procéder à une analyse technique critique des dossiers qui seront présentés par l'exploitant. Leur seule chance est de poser le débat sur la scène publique, au delà des arguties juridiques. Cogema ne peut décider seule d'irradier la France et nos voisins de ses bienfaits radioactifs. L'enquête publique contre Superphénix a montré qu'une mobilisation militante importante pèse dans la balance et il faut qu'elle puisse s'exercer cette fois d'une manière encore plus massive.

Jean-Luc THIERRY
Greenpeace

(3) "On ne peut rien faire, Madame le ministre" dans le chapitre Les neutrons au pouvoir !

LA MENACE CLIMATIQUE

Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : gaz et effet de serre • prévoir le climat • histoire des sciences • les nouveaux déserts tropicaux • pour que vivent les forêts • les économies d'énergie • les énergies renouvelables • pratiques agricoles • apprendre à guérir...

Rédaction :
D. Zanda
Bulle Bleue et
Ecoropa

Bon de commande
page 39.





AUTRICHE : OFFICIELLEMENT ANTI-NUCLEAIRE

Après négociations avec la coordination anti-nucléaire du pays, le gouvernement s'est engagé à inclure dans la constitution du pays un article interdisant sur le territoire autrichien toute production d'énergie nucléaire, tout stockage de produits radioactifs, même provisoire, tout passage sur son territoire de produits fissiles provenant d'autres pays. Le gouvernement autrichien s'engage par ailleurs à mener campagne au sein de l'Europe pour que les mêmes mesures soient appliquées sur l'ensemble de l'Europe et refusera désormais de signer toute directive européenne favorisant l'existence du nucléaire. L'Autriche participera aux commissions d'aides aux pays de l'Europe centrale pour y demander qu'aucune aide ne soit apportée à des projets concernant l'énergie nucléaire. L'Autriche demandera que les fonds consacrés par l'Europe à la recherche sur le nucléaire soient redistribués aux recherches pour les énergies renouvelables. Enfin, le gouvernement autrichien demandera à l'AIEA, agence internationale de l'énergie atomique... agence de l'ONU pronucléaire dont le siège est précisément à Vienne, d'arrêter la promotion du nucléaire et de se contenter de lutter contre la prolifération du nucléaire militaire.

Enfin, l'Autriche s'est engagée, lorsqu'elle sera à la présidence de l'Europe, au deuxième semestre de 1998, à organiser une conférence européenne de l'ensemble des organisations non-gouvernementales anti-nucléaires pour favoriser le développement des luttes de ces organisations dans leurs pays respectifs.

Celle-ci se tiendra du 24 au 27 septembre à Vienne. Contact : *Global 2000, Flurschützstr. 13, A 1120 Vienna. Tél : 43 1 81 25 730.*

SUISSE : SORTIR DU NUCLEAIRE

Le 23 septembre 1990, la Suisse adoptait en votation populaire un moratoire de dix ans sur le nucléaire. Afin que ce moratoire se poursuive (*initiative Moratoire plus*) ou pour plus radicalement programmer l'arrêt du nucléaire (*Initiative Sortir du nucléaire*), de nombreuses associations suisses se mobilisent actuellement pour récolter les signatures nécessaires à l'organisation de deux référendums sur ces deux choix possibles. Si vous désirez collecter des signatures — en Suisse —, vous pouvez prendre contact avec *Contratom, 7, Bd Carl-Vogt, case postale 65, CH-1211 Genève 8, tél : 022 781 48 44.*

DETOURNER DES PRODUITS RADIOACTIFS

Imaginons que des malintentionnés veuillent faire du terrorisme en volant des matières radioactives... Impossible ? Pas si sûr : le 6 février, alors que Pacific Swan s'approchait de l'entrée du canal de Panama avec à son bord des déchets hautement radioactifs japonais de retour de l'usine Cogéma de La Hague, trois militants de Greenpeace ont réussi à monter à bord. Contact : *Greenpeace, tél : 01 53 43 85 85.*

NUCLEAIRE ET EDUCATION

La CRIL-Rad a commencé à réaliser un travail critique sur la manière dont la question de l'énergie est abordée dans l'enseignement. Pour cela, elle cherche les références ou les documents disponibles dans l'éducation nationale (documents officiels ou distribués généreusement par des grandes firmes sous formes "pédagogiques"). Elle demande donc aux enseignants, documentalistes... de recenser ce qu'ils ont, d'essayer de

connaître le contexte de leur utilisation éventuelles (thèmes, publics, durée de l'action...), de savoir si une contre-information est également disponible.

Pour en savoir plus : *CRIL-Rad, 471, avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*

ARIEGE : LIGNES A HAUTE TENSION

Au début des années 80, les gouvernements français et espagnols signent un accord prévoyant le développement du TGV en Espagne en même temps qu'un approvisionnement en électricité via des lignes à très haute tension qui proviendront de la future centrale de Golfech. Le contrat prévoit le début des livraisons pour 1994 à hauteur d'une puissance de 1000 MW (soit presque un réacteur de Golfech). Des indemnités de retard sont prévues si le courant n'est pas livré à compter de 1997.

Mais le passage des Pyrénées va se heurter à de farouches oppositions : abandon du projet basque via le val d'Aran (territoire privé du roi d'Espagne), du projet via le cirque de Gavernie (site classé), de la vallée du Louron (opposition de la population). EDF s'attaque donc aujourd'hui aux vallées de

ACCIDENT D'AVION

Cela devait arriver. C'est presque fait. Un avion de l'armée britannique s'est écrasé le 30 octobre 1997 à moins de 90 mètres d'un convoi d'armes nucléaires. En cas de chute sur le convoi, Tchernobyl serait aujourd'hui une aimable plaisanterie. (source : *Tam-Tam, avril 1998*)

l'Ariège sans se prononcer sur son choix (Salau ou Vicdessos) et prévoit une prime de 13 000 F par an et par pylône pour les municipalités qui accepteraient les dégâts : un couloir de 800 m de large totalement neutralisé (absence de végétation et d'habitation).

Entre temps, l'Espagne a annoncé sa sortie du nucléaire, développe les éoliennes, le solaire et la maîtrise de l'énergie. Les habitants des vallées concernées demandent donc l'abandon du projet.

Contact : *Collectif anti-THT, vallées de l'Ariège et du Vicdessos, 09400 Rabat-les-trois-Seigneurs.*

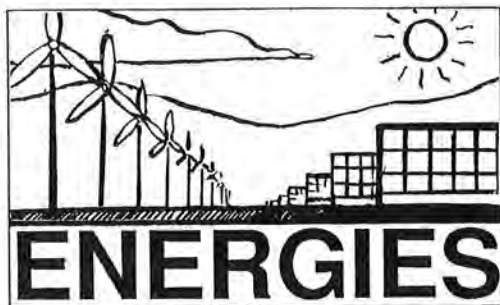
DECHETS ET CORRUPTION

Depuis 1994, début de la recherche de nouveaux sites pour l'enfouissement des déchets radioactifs, l'ANDRA, avec l'accord du gouvernement, a déjà distribué plus de 80 millions de francs d'aides, de subventions... aux communes, aux entreprises, aux médias, aux associations... En Haute-Marne, cet arrosage des consciences se fait par l'intermédiaire de l'ADEC, association pour le développement économique. A la suite des révélations diffusées par les antinucléaires locaux, cette association a été dissoute fin 1997, mais les "pots-de-vin" officiels continuent par un autre biais : le comité directeur tripartite placé sous le contrôle de la Préfecture. Celui-ci a versé pour différents projets, pour l'année 1997 :

Bénéficiaires	Montant (en milliers de francs)
Commune de Chevillon	1046
Commune de Doulaucourt	326
Commune de Joinville	622
Commune de Poissons	437
Commune de Saint-Blin	1353
Chambre de commerce	200
Total 1997	3984

Au total depuis 1994, les "aides" ont atteint 15 millions pour ce seul département qui se répartissent en 5,4 millions pour les communes, 8,4 millions pour l'industrie, 0,3 million pour le patrimoine, 0,9 million pour le tourisme.

Pour en savoir plus : *CEDRA 52, BP17, 52101 Saint-Dizier cédex, tél : 03 25 04 91 41.*



CHAUFFE-EAU SOLAIRES

Avec fin 1997, 2,1 millions de m² de capteurs solaires installés, la Grèce vient en tête pour l'Europe. Normal, c'est un pays ensoleillé... sauf que le deuxième pays est l'Allemagne (1,7 millions de m²), devant l'Autriche (1,45) et la France (0,6)... Si l'on rapporte la surface au nombre d'habitants, la Grèce est toujours en tête (205 m² pour 1000 habitants) devant l'Autriche (190), le Danemark (48), la Suisse (47), l'Allemagne (20), le Portugal (20), la Suède (15), la Finlande (12)... et la France (10). Par contre, la France a la palme pour le chauffage électrique.

(source : Usine Nouvelle, 23 avril 1998)

EFFICACITE ENERGETIQUE

Alors que l'on nous parle du nucléaire pour aider les pays de l'Est ou pour lutter contre l'effet de serre, une étude sur l'efficacité énergétique des pays en fonction de leur niveau de vie montre les énormes économies d'énergie que l'on peut faire. C'est

la Suisse qui a le meilleur ratio des pays étudiés avec seulement 0,11 tonne équivalent pétrole pour 1000 dollars de revenus. L'Italie (0,14) et le Japon (0,16) font presque aussi bien, la France (0,19) et l'Allemagne (0,19) gaspillent déjà presque deux fois plus, la Suède (0,22) deux fois plus, les Etats-Unis (0,34) gaspillent trois fois plus, l'Inde (0,65) six fois plus, la Chine (1,34) treize fois plus, la Russie (1,68) seize fois plus ! S'il est difficile d'appliquer les méthodes suisses directement à la Russie ou à la Chine du fait de l'importante différence de niveau de vie, on peut par contre comparer la Suisse et les Etats-Unis. Sachant que ce pays est le principal producteur de gaz à effet de serre, améliorer son efficacité énergétique d'un facteur 3 suffirait pour atteindre les objectifs fixés au niveau mondial pour Kyoto.

(source : Alternatives Economiques, avril 1998)

VOITURES ELECTRIQUES : L'ECHEC

Il ne s'est vendu en 1997 que 660 voitures électriques dans toute la France contre 1300 l'année précédente. Alors qu'EDF annonçait en 1995 une flotte de 100 000 voitures électriques en l'an 2000, on n'en ait aujourd'hui qu'à 3200 véhicules... dont 1000 appartiennent à EDF ! Quelques centaines seulement ont été achetées par des particuliers... qui n'en sont pas satisfaits. Malgré la propagande éhontée des constructeurs et d'EDF ("la voiture propre"), cela ne marche pas : difficulté de recharges des batteries, difficultés d'entretien, faible autonomie, coût de fonctionnement plus élevé qu'annoncé. Rappelons que cette voiture ne résout pas les problèmes de pollution : elle les déplace ! Au lieu de polluer en ville directement, on pollue à la campagne (déchets nucléaires ou pollution par le thermique) et avec un bilan énergétique lamentable.

POITIERS : LA BATAILLE DU CHAUFFAGE ELECTRIQUE

EDF reconnaît — dans les publications professionnelles — qu'elle perd 120 000 clients par an pour le chauffage électrique (1). Une enquête réalisée en 1993 montre que le coût du chauffage électrique est si élevé qu'un ménage sur cinq qui en est équipé réduit son chauffage au point de ne plus avoir un confort thermique suffisant (2).

A Poitiers, le coût excessif du chauffage électrique a poussé les associations de consommateurs à lutter pour une rénovation d'immeuble intégrant un changement du mode de chauffage. La ZAC de Beaulieu a été construite au début des années 70 et pour limiter les importations de pétrole, EDF emporte facilement le marché du chauffage. Dans cette cité qui comporte près de 3000 logements, c'est le début de factures disproportionnées pour des habitants peu fortunés. Certains en arrivent même à retirer les convecteurs pour ne plus être tenté de se chauffer électriquement. Certains s'intoxiquent en utilisant des poêles à mazout sans cheminée. Un homme privé d'électricité pour factures impayées va même se suicider.

En 1993, quand l'Opac annonce la rénovation des immeubles, des habitants soutenus par les associations de consommateurs demandent le changement du chauffage. Commence alors une guerre commerciale : EDF multiplie les démonstrations foireuses pour essayer de montrer qu'avec une bonne isolation, on peut avoir un chauffage électrique pas trop cher... mais les associations répondent qu'avec la même isolation et le chauffage au gaz, on divise la note par deux. EDF essaie de montrer que les travaux nécessaires (conduites d'eau chaude, radiateurs, chaudière...) seront trop onéreux. Les associations montrent que les calculs sont faussés. En 1994, l'office d'HLM organise un référendum et 68 % des locataires se prononcent pour le chauffage au gaz. EDF s'incline.

Début 1998, les travaux sont terminés dans les 500 premiers appartements concernés et les habitants sont heureux : ils ont divisé leur facture de chauffage par deux.

Si vous êtes confrontés à ce problème chez vous, vous pouvez connaître l'ensemble du dossier auprès de : UFC Que Choisir, 80, rue de Slovénie, 86000 Poitiers, tél : 05 49 01 61 61.

(1) Source : Energie Panorama, n°262 cité dans Tam-Tam, avril 1998.

(2) Source : Rapport du CEREN, cité dans Alternatives Economiques, avril 1998.

RADIOS SOLAIRES

Il existe un distributeur de radios solaires dans le sud-ouest (même matériel que celui indiqué dans le numéro de mars) : Ado Guichard, Haourin, 31370 Poucharramet, tél : 05 61 91 89 44.

HLM : FIN DU CHAUFFAGE ELECTRIQUE ?

L'observatoire des charges des HLM a identifié 60 000 logements où les charges sont exorbitantes à cause du chauffage électrique. EDF se fait toujours payer, en cas d'endettement, avant le remboursement des autres dettes de l'occupant. C'est pourquoi l'union des HLM a décidé de geler tout nouveau programme d'équipement de logements en

chauffage électrique tant qu'EDF ne financera pas un programme d'isolation pour ses logements. Il serait encore mieux que les HLM obligent, comme cela se fait dans la région Rhône-Alpes, à faire un bilan énergétique sur 5 ans des différents modes de chauffage, à isolation équivalente, et choisisse le mode de chauffage qui revient le moins cher sur cette période (le gaz le plus souvent).

(source : Quatre Saisons du Jardinage, mars 1998)

PARIS : PETITE HYDROELECTRICITE

La société hydrotechnique de France organise les 3 et 4 juin à Paris une rencontre sur les petits aménagements hydroélectriques. Renseignement au 01 42 50 91 03.

Vous n'êtes pas reliés au réseau EDF

Un vrai réfrigérateur en 12 ou 24 volts

319 litres, consommation :
36 Ah/jour en 12 V
ou 18 Ah/jour en 24 V
Electrolux AR8218

Basse consommation remotorisé BT

8080 F TTC
livraison comprise

Remise 10 %
aux membres d'associations écologiques
et aux abonnés à Silence

D'autres modèles sont disponibles.

G. Nallet
réfrigérateurs basse tension
Le Bois, 86190 Béruges.
Tél/fax : 05 49 53 33 07



PETITES PHRASES

"Comment se fait-il qu'avec les quarks et les électrons des débuts du monde, on puisse obtenir Mozart ?"

Hubert Reeves

"Vivre est une chanson dont mourir est le refrain"

Victor Hugo.

"A la montagne de détritux qu'exhaussait sans relâche le gaspillage lucratif de biens originellement gâtés s'ajoute l'amoncellement de ce qui nous a gâté l'existence : l'Etat, la bureaucratie, l'armée, la police, la religion, le travail, la famille".

Raoul Vaneigem

"Nous qui désirons sans fin".

ESPERANTO OU ANGLAIS ?

Pas de faux amis en espéranto. Ce n'est pas le cas de l'anglais qui diffère beaucoup selon les pays comme s'amuse à le comparer les espérantistes. Ainsi, si un Anglais demande une chambre avec baignoire (bathroom) aux Etats-Unis, il se retrouvera avec une chambre avec WC, s'il veut annoncer un grand succès (bomb), l'américain lui offrira de lui remonter le moral (car chez lui "bomb" signifie un échec !). Si l'anglais veut un cidre (Cider), il se verra servir un jus de pommes sans alcool et s'il demande une gomme (rubber), il se verra remettre un préservatif ! Si un Américain demande à se laver les mains après le repas (wash up), il verra son hôte anglais très satisfait de le voir se porter volontaire pour faire la vaisselle... (Source : *Esperanto-Info*, mars 1998)

BRUXELLES : ESPERANTO

Depuis le 17 janvier est ouvert en plein centre de la capitale européenne un lieu espérantiste qui veut développer des activités culturelles et propose pour le moment des cours.

Contact : *Brusela Esperanto-Centro, Bd Léopold II, 176, B-1080 Bruxelles, tél : 32 2 411 71 75.*

RENCONTRE INTER-SEL

Les SEL, systèmes d'échanges locaux, organisent leur première "université d'été" du 27 au 30 août à Les Vans dans l'Ardèche. Ces journées ont pour but de débattre des multiples idées qui circulent dans les SEL du genre "les SEL peuvent-ils contribuer à bâtir une société plus écologique", "le SEL s'inscrit-il dans une alternative de vie basée sur le mieux vivre", "le SEL est-il un mouvement ou une mouvance", "comment le SEL se positionne-t-il par rapport au marché", "SEL'idaire", "Route des SEL", "Impact du fonctionnement des SEL sur les relations humaines", "quel espace juridique pour les SEL", "les SEL permettent-ils de consommer autrement", "monnaie fondante, puits sans fonds, corne d'abondance...".

Pour en savoir plus : *Marie-Agnès Tramard, 20, rue de Flesselles, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 27 84.*

PROCES DU SEL ARIEGEOIS

Le procès en appel de trois personnes du SEL ariégeois accusées de travail au noir se tiendra à Toulouse le 8 juillet prochain. Entre temps, l'histoire continue à faire des vagues au sein des ministères. Celui du travail a demandé à recevoir des membres du SEL d'Ariège et a posé de nombreuses questions. Manifestement, le gouvernement est partagé sur la question. Danielle Mitterrand a apporté un soutien de poids aux SEL dans son dernier livre en les présentant comme une nouvelle forme de solidarité face à la mondialisation et à l'exclusion. Pour en savoir plus : *SEL'idaire, Canterate, 09600 Montbel, tél : 05 61 68 26 10.*

SUISSE : BANQUE ALTERNATIVE

La Banque Alternative Suisse, BAS, a ouvert un nouveau bureau à Lausanne. La BAS vient également de mettre en circulation sa première carte de paiement qui permet de retirer de l'argent dans n'importe

quel guichet, ce qui devrait permettre d'amplifier les ouvertures de compte pour ceux qui se trouvent trop éloignés des agences actuelles. Contact : *BAS, rue du Petit Chêne 38, CP161, 1001 Lausanne, tél : 021 319 91 00.*

BARREZ LÀ DIFFERENCE

"Barrez la différence" est une association qui propose des formations à la carte dans le domaine de la voile, à bord d'un bateau spécialement adapté pour les handicapés. Elle assure également une formation pour des accompagnateurs de groupes dans ce domaine. Cette formation s'adresse plus particulièrement aux professionnels du secteur médico-social, aux animateurs, aux éducateurs, etc. Elle organise enfin des spectacles centrés sur ces différences.

Renseignements : *Barrez la différence, Saint-Laurent, 22290 Gouddelin, tél : 02 96 70 24 99.*

RENCONTRE DES ECOLES DEMOCRATIQUES

La quatrième rencontre des écoles démocratiques se tiendra à Kiev en Ukraine du 8 au 15 juillet, au sein de l'école Stork qui réunit 230 élèves. Un départ est organisé de France.

Pour en savoir plus : *Patrice Creve, 7, rue du Couvent, 31500 Toulouse, tél : 05 61 61 57 01.*

ALSACE : CANTINES BIOS

Depuis novembre 1997, les élèves du lycée de Koeberlé, à Sélestat, disposent de "menus bios" pour la demi-pension. Ceci a été rendu possible par la rencontre de l'intendant du collège, de la cuisinière et d'associations de protection de la nature et de promotion de l'agriculture biologique. Une subvention de la région a permis de résorber le surcoût relativement modeste : environ 0,80 F par repas. Le lycée Bartholdi de Colmar est actuellement en train de suivre la même démarche.

(source : *Alsace Nature, printemps 1998*)



NATURALIES D'AYTRE

24^{ème} FOIRE ECOLOGIQUE

20 et 21 juin

en Charente-Maritime

Parc Jean Macé, à AYTRE

120 exposants

Renseignements : Mairie, BP102,
17440 Aytré, tél : 05 46 30 19 22

VOSGES : ECOLONIE

Ecologie est un lieu de rencontre pour des gens qui cherchent le calme, la nature et l'échange entre personnes de tout horizon. Il est animé par une petite communauté (voir Silence de janvier 1998). Ecologie propose de multiples stages ou ateliers dans les domaines suivants : Tai-Chi, sculpture, poterie, danse, peinture, musique, massage, Qi gong... Une semaine de découverte est organisée du 7 au 12 juin pour ceux et celles qui veulent en savoir plus. Pour recevoir le programme complet : Ecologie, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 00 27.

LILLE : LE TIPI

Depuis un peu plus d'un an, le squatt "Le Tipi" organise un repas végétarien à prix libre, tous les mercredis à 20 h. Contact : le Tipi, 25, rue de Douai, 59000 Lille (M^oPorte de Douai).

AVIGNON : LA BIO DANS LA RUE

La deuxième édition de "La bio dans la rue" se tiendra à Avignon les 6 et 7 juin prochains. Particulièrement axée sur les jeunes, elle leur propose de multiples ateliers pratiques. De nombreuses conférences intéresseront aussi bien les jeunes que les adultes. Programme complet : Ecologistes indépendants du grand Avignon, 5, chemin Miel Joli, 84140 Montfavet, tél : 04 90 32 16 70.

ARIEGE : RESISTANCES

Le festival de film "Résistances" entend cette année faire la part belle au "souffle de mai 68". Il se tiendra du 6 au 12 juillet à Tarascon sur Ariège et présentera une soixantaine de films : Ariège, cinéma catalan, Amérique Latine, citoyennes du monde, 1968, devoir de mémoires. Courts ou longs métrages souvent présentés par les auteurs. Programme complet : Résistances, AFA, 15, avenue F. Laquerre, 09400 Tarascon.

LOT-ET-GARONNE : NATURE GOURMANDE

La 3^{ème} édition de Nature Gourmande, foire aux pro-

duits biologiques et artisanaux, se tiendra le dimanche 21 juin à Bazens (près de Port-Sainte-Marie) avec outre les stands, des baptêmes de l'air en montgolfière, des jeux pour les enfants, de la musique de rue, un bal folk en soirée. Entrée gratuite. Programme complet : CIVAM Agrobio 47, 271 rue Pêchabout, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52.

TARN-ET-GARONNE : TREFLE VERT

La 4^{ème} édition du Trèfle Vert se tiendra le dimanche 5 juillet sur la promenade du Moulin, près de l'uvarium, à Moissac. Les thèmes abordés sont la santé naturelle, l'agriculture bio et l'artisanat. Programme complet : Trèfle Vert, Delbrel, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 44 93.

NORMANDIE : CONSTRUCTION ALTERNATIVE

La Maison d'ici et d'ailleurs organise du 19 au 27 août un stage sur le thème "apprendre à construire sa maison en boîtes de paille et toit en terre" animé par Pascal Thépault. Renseignements : Maison d'ici et d'ailleurs, Coqueréaumont, 76560 Saint-Laurent-en-Caux, tél : 02 35 56 65 53.

CEVENNES : INITIATION A LA TERRE

L'association Carapa organise du 27 au 31 juillet et du 23 au 27 août des stages d'initiation à la terre avec au programme : présentation de la permaculture (culture

GRANDE-BRETAGNE : ENOUGH !

"Enough" veut dire "assez" en anglais. C'est le titre choisi par les animateurs d'une nouvelle campagne contre la consommation. Cette campagne fait suite à celle menée contre MacDo et espère arriver à développer l'idée qu'il est temps de cesser de consommer quand on voit les conséquences que cela a, tant au niveau de l'environnement qu'au niveau humain. La campagne "Enough" vient de publier un tract dans le même style que celui contre MacDo qui s'intitule "Qu'est-ce qui ne va pas avec Body Shop ?".

Body Shop et l'amour de la nature

Cette enseignante, aujourd'hui multinationale, a réussi à faire croire au monde entier qu'elle vendait des produits "naturels" en respectant nature et populations indigènes. Body Shop compte aujourd'hui 1500 magasins répartis dans 47 pays et le tract en question essaie de montrer que la belle image de marque n'est qu'auto-proclamation. On y retrouve les mêmes problèmes que dans toutes les multinationales. Comme toutes les grandes firmes, elle se caractérise par la recherche avide de profits et vendre des produits "naturels" ce n'est certainement pas "protéger la nature", même en prenant des précautions, c'est encore la détruire. Il n'y a pas de consommation neutre.

Body Shop n'évite ni les transports coûteux en énergie, ni l'appropriation des ressources. Body-Shop utilise des produits synthétiques issus de l'industrie pétrolière et donc non-renouvelables. Body-Shop garantit la stabilité de ses produits en les ionisant, c'est-à-dire en tuant les microbes par des radiations dont les effets sont inconnus et dont la source radioactive n'est pas renouvelable. Si Body Shop n'utilise pas de produits testés sur animaux, la firme oublie de dire qu'elle profite des expériences faites avant elle par d'autres laboratoires. Certains produits contiennent encore aujourd'hui de la gélatine animale.

On peut s'interroger sur l'utilité des produits cosmétiques en général : cette industrie arrive à nous faire croire — d'abord aux femmes puis aujourd'hui aux hommes — que notre corps est imparfait et que la recherche de la "beauté idéale" est indispensable. Peut-être serait-il plus raisonnable de considérer chacun comme porteur de sa propre beauté et de sa propre dignité. Au niveau social, Body Shop paie ses employées au salaire minimum ou à un niveau très proche de celui-ci. La marque s'oppose à la création de syndicats car elle estime que cela entraîne des coûts inutiles et que ses employé-e-s ne sont pas capables d'estimer ce qui est bon pour eux en matière de conditions de travail.

Body Shop revendique sa participation à des projets d'échanges équitables avec le Sud. Dans les faits, moins d'1 % du chiffre d'affaires des produits ainsi concernés retournent aux producteurs du Sud. Un exemple révélé au public est celui de l'huile d'une noix du Brésil exploitée par les Indiens du Kayapo et qui entre dans la composition d'un traitement des cheveux. Body Shop s'est vanté d'aider ces Indiens, alors que dans les faits, l'arrivée d'une telle exploitation dans ces tribus a provoqué un déchirement de la communauté, de nombreuses divisions et ressentiments internes. Comme Body Shop est le seul acheteur de cette huile, la firme peut la payer le prix qu'elle veut. Dans une campagne récente, Body Shop chantait les louanges simultanés des peuples indigènes et de la carte American Express. Au même moment, les Indiens Cree du Québec étaient en lutte contre un projet de barrage hydraulique sur leurs terres, financé par... American Express.

Le bonheur n'est pas dans la consommation

Il est temps de prendre le problème à l'envers et d'affirmer que le bonheur ne viendra pas de la consommation ; on peut consommer moins et vivre mieux !

Pour en savoir plus : Enough / London Greenpeace, 5 Caledonian Road, London N1 9DX, UK, tél : 0171 713 1269.

sans labours, écoforesterie), études de synergies, le sol comme organisme vivant, les techniques de jardinage forestier, la participation du monde végétal à nos besoins.

Renseignements : Carapa, Châteaudevaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42.

SEINE-SAINT-DENIS : LYCEE CITOYEN

Depuis un an, des enseignants de Seine-Saint-Denis ont lancé un projet de collège-lycée public à petits effectifs, avec une pédagogie active et coopérative. Des réunions mensuelles se sont tenues toute l'année (la prochaine le 4 juin) afin d'affiner le projet pédagogique. Des entretiens réguliers ont eu lieu avec le Ministère de l'éducation nationale. Les récentes grèves dans le département pourraient être un facteur déclenchant pour qu'une telle initiative se concrétise dès la rentrée 1998.

Le projet détaillé est disponible contre 30 F franco auprès de DE-CLIC, 152, bd Auriol, 75013 Paris, tél : 01 45 85 02 91 (source : Possible, avril 1998)

PARIS : LES ATELIERS DE LA NEF

La NEF, nouvelle économie fraternelle, association liée à la banque alternative du même nom, organise à Paris des ateliers une fois par mois. Le prochain portera sur "l'individu en friche : expériences d'accompagnement" et se tiendra le jeudi 11 juin à 19 h. Il sera animé par Patrick Boulte, vice-président de Solidarités Nouvelles face au chômage. Entrée libre. cela se passe dans les locaux de la NEF, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 97 00 (métro Bastille ou gare de Lyon).

NICE : ECOLE STEINER

Un nouveau projet de jardin d'enfants "Waldorf Côte d'Azur" devrait se concrétiser pour la rentrée 98-99. Il devrait permettre l'accueil d'enfants de Nice et de Monaco. Une association l'anime qui organise déjà des conférences, des séminaires, des rencontres et des ateliers autour de la pédagogie de Rudolf Steiner.

Pour en savoir plus : Association Waldorf, 238 chemin de Font-Neuve, 06250 Mougins, tél : 04 92 92 29 88.

POUR EN FINIR AVEC MAC BEURK !

SITE INTERNET CONTRE MACDONALD'S

La firme aux hamburgers fous ne pouvait évidemment pas se passer d'un site Internet, moyen de contaminer quelques enfants de plus. Des opposants ont créé un contre-serveur dénommé MacDollar's qui ressemble étrangement au site officiel avec les mêmes propositions de rubriques... mais avec quelques modifications notables : ainsi le clown Ronald tient dans sa main une poignée de dollars, les propos sont émaillés de (mauvais) jeux de mots et tout est fait pour vous rappeler que le but des MacDo n'est pas de nous nourrir mais de nous pomper du pognon. Dès que MacDo s'est aperçu de la supercherie, il a réagi brillamment : le site MacDollar ne figure plus dans les annuaires des moteurs de recherche. Son code : members.tripod.com/~mcdollars/. Dans un domaine volsln, signalons aussi le site coca-cola-labo.html.

ILE-DE-FRANCE : EVASIONS CHEZ MAC DO !

A Boussy-Saint-Antoine (Essonne) et Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne), les célèbres effigies du fast-food placées devant les entrées, celles de John et Pamela Ronald, se sont échappées dans la nuit du 22 au 23 mars, aidées en cela par les Eco-Guerriers. Dans une vidéo transmise à la presse, les deux statues multicolores expriment leurs remerciements envers le groupe écolo qui leur a permis d'arrêter d'avoir ses habits ridicules et de ne plus rester les bras en l'air à faire de la retape pour de la nourriture infecte. (source : Politis, 2 avril 1998)

PARIS : UN PRESERVATIF POUR MAC'DO

Pour contester l'inauguration d'un Mac Do dans le 20ème arrondissement, les jeunes de Chiche 1 ont réalisé un préservatif géant qu'ils ont été placer, le 28 avril dernier, sur l'effigie de Ronald qui stationne devant le beurk-magasin. Chiche entend dénoncer la "bouffe unique" née de la pensée unique avec toutes les joyeusetés qui l'accompagnent : exploitation des fournisseurs, exploitation du personnel, exploitation du consommateur. D'autres actions sont prévues notamment les jours fériés pour dénoncer le non respect des lois sociales par ces établissements. Contact : Chiche 1, 40 rue de Malte, 75011 Paris.

VAR : FERME PEDAGOGIQUE

Michel et Suzanne Besson mettent à disposition de l'association "Ecoferme du Luc" un site de 5 hectares afin d'y permettre la réalisation d'une ferme pédagogique : élevage en plein air de races rustiques, culture d'arbres fruitiers provençaux (400 arbres existants), entretien de la forêt, compostage, jardinage et agriculture biologique dans un site de collines sèches. Le site sera complété par un circuit de visites, un lieu d'accueil, un gîte de groupe, une restauration. Elle travaille en relation avec d'autres groupes qui agissent dans les domaines de la protection des espèces domestiques (FERME par exemple), de l'énergie solaire, etc.

L'association organise des travaux pendant l'été pour la construction des abris pour les animaux (en bois cordé ou restauration en pierres sèches), débroussaillages et poses de clôtures. Elle cherche des volontaires pour ces chantiers prévus en juillet et en août.

Renseignements : Michel Besson, Mas des Pourraques, chemin de la Caronne, 83340 Le Luc en Provence, tél : 04 94 60 80 08.

CUN DU LARZAC : VIVEZ VOTRE VOIX

En plus du programme paru dans le numéro de mai, un nouveau stage a été mis en place du 2 au 8 août "Vivez votre voix et la parole poétique" animé par Marhèse Grangé : travail de l'énergie vocale, exploration des textes des poètes, marche dans le paysage, écriture et couleur, montage théâtral. Renseignements : Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.

FINISTERE : A QUOI REVONS-NOUS ?

Le Festival de cinéma des minorités de Douarnenez aura lieu du 7 au 14 juillet avec un coup de projecteur sur le pays de Galles.

Pendant le festival, un village associatif permet à une trentaine de groupes locaux de présenter leurs activités. Le thème du village associatif sera cette année : "à quel revons-nous ?".

Un débat sur ce sujet aura lieu le 13 juillet.

Pour en savoir plus : Yolande Boulin, Festival de Douarnenez, BP206, 29172 Douarnenez cedex, tél : 02 98 92 09 21.

RHONE : FESTIVAL DES DINDES FOLLES

La deuxième édition du Festival des Dindes Folles se tiendra du 5 au 7 juin à Rivolet, dans le Beaujolais. Ce festival est ouvert aux jeunes créateurs dans un souci de diversité : musique, théâtre, danse, expos...

Programme complet : Ass. Hippopotoufer, "Pierreflant", 69640 Rivolet, tél : 04 74 67 45 22.



**CADILLAC 33
11^e FOIRE BIO**
100 exposants
Marché bio
Artisans
Associations
Restau bio

Ouverture de 10h à 19h
Entrée Gratuite

Conférence
Atelier relaxation, Yoga
Animation pour enfants
Démonstration de Tai Chi
Animation musicale

rens. 05 56 67 33 98
Mme CAUHAPE
33 550 LE TOURNE



NON AUX SIMULATIONS DES ESSAIS

Jospin avait promis de ne pas mettre en place le programme de simulation des essais nucléaires prévu par le précédent gouvernement à Le Barp, dans les Landes... mais le budget nécessaire a été voté fin 1997 et figure toujours donc dans les crédits de l'armée pour 1998. Un appel de scientifiques et d'universitaires a donc été lancé pour demander le renoncement à ce programme. On peut en obtenir le texte auprès du CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.

POESIE ANTIMILITARISTE

Les revues RIRE et Gros Textes se sont associés pour réaliser un numéro spécial de poésies antimilitaristes et lance un appel à contribution. On peut envoyer ses œuvres à : RIRE, BP2402, 13215 Marseille cédex 2 ou Gros Textes c/o Y. Artu-fel, Font-Fourane, 05380 Châteauroux-les-Alpes.

DESARMEMENT NUCLEAIRE

La France s'engage enfin dans la voie du désarmement nucléaire. Suite aux décisions annoncées par Jacques Chirac le 22 février 1996, le démantèlement des missiles Hadès, des missiles du Plateau d'Albion, des usines de Pierrelatte et de Marcoule ont commencé. Les missiles Hadès, stockés à Sulpess, ont été emmenés à Valduc, au nord de Dijon, pour leur démontage qui s'est effectué pendant l'année 1997. Les matières fissiles sont récupérées pour être installées dans de nouvelles têtes nucléaires, tandis que les missiles eux-mêmes ont été détruits à Saint-Médard-en-Jalles, près de Bordeaux. Les camions-porteurs des Hadès sont en cours de reconversion pour devenir des porte-conteneurs. Tout sera achevé à la mi-1998 et cela aura coûté 98 millions de francs. Concernant les missiles du Plateau d'Albion, dans le Vaucluse, le démantèlement complet est prévu pour la fin 1998. Les 18 silos d'implantation des missiles seront classés comme installations classées pour la protection de l'environnement

de l'environnement du fait de leur contamination. Ce démantèlement s'accompagne de celui du centre de contrôle de ces missiles existant au Mont-Verdun près de Lyon ainsi que de certaines installations du centre d'essais des Landes. Le coût total de l'opération se monte à 268 millions de francs. L'arrêt de l'installation d'enrichissement d'uranium pour les besoins militaires, à Pierrelatte (Drôme) a été réalisé fin 1997. Le démantèlement de l'usine devrait commencer cette année pour se terminer en 2002. Le coût estimé est de 1,8 milliard de francs. Les installations de Marcoule (Gard) qui fabriquaient le plutonium militaire ont cessé de fonctionner pour la défense en 1992, mais jusqu'à fin 1997, elles ont continué à fonctionner pour le retraitement de combustibles provenant de réacteurs civils. Le démantèlement de cette usine est encore à l'étude : le CEA, commissariat à l'énergie atomique, annonce que cela prendra plusieurs dizaines d'années et que le coût dépassera les 30 milliards de francs. Les réductions du budget militaire devraient provoquer un étalement des travaux. Concernant la fermeture du Centre d'expérimentation du Pacifique (Moruroa), les équipements spécifiques aux essais nucléaires ont été rapatriés par le CEA tandis que le reste des bâtiments a été officiellement "démonté" et selon les travailleurs "océanisés" (c'est-à-dire jeté dans des fosses sous-marines). Il ne reste plus sur place que les pistes d'atterrissage, les installations portuaires, et les trois postes d'enregistrement avancés qui constituent de telles masses de béton qu'il semble trop coûteux de vouloir les détruire. Quelques installations hébergent une section de la Légion étrangère chargée de la surveillance des atolls. Quelques scientifiques et techniciens restent aussi sur place pour le maintien de la surveillance radiologique. 343 millions de francs ont été dépensés pour ces opérations et la surveillance coûtera 10 millions de francs par an pour la suite.

(source : Damoclès, 4ème trimestre 1997)

EMPLOIS-JEUNES ARMES

Le Mouvement pour une alternative non-violente de Lyon a lancé une pétition pour protester contre les emplois-jeunes affectés dans les

commissariats comme adjoints de sécurité avec port d'armes. Le MAN s'inquiète de ce port d'arme accordé après seulement quinze jours de formation alors que ces emplois-jeunes sont destinés à faire de l'accueil, des missions de proximité, de la médiation. Il demande une véritable formation qui prenne en compte la connaissance des quartiers et la gestion non-violente des conflits. Pour en savoir plus : MAN-Lyon, 39, rue Courtefline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 82 24.

commissariats comme adjoints de sécurité avec port d'armes. Le MAN s'inquiète de ce port d'arme accordé après seulement quinze jours de formation alors que ces emplois-jeunes sont destinés à faire de l'accueil, des missions de proximité, de la médiation. Il demande une véritable formation qui prenne en compte la connaissance des quartiers et la gestion non-violente des conflits. Pour en savoir plus : MAN-Lyon, 39, rue Courtefline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 82 24.

INSTITUT RUDOLF STEINER

formation pédagogique
ORIENTATION NOUVELLE

Session ouverte à toute personne s'intéressant au monde de l'enfant et à la pédagogie

Date : du jeudi 2 juillet à 14 h au dimanche 5 juillet à 12 h

Thème : l'éducation des sens, vers une diététique de l'âme

Intervenants : R. Burlotte, J. Micol, J. Auer, C. Gaillard, D. Biziau, C. Durteste, D. Nuez, O. Gelin, B. Journiac, J. Monteaux

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

5, rue Georges Clémenceau - 78400 CHATOU - Tél : 01 39 52 58 19 - Fax : 01 39 52 71 89

INSTITUT RUDOLF STEINER

formation pédagogique

ouvert à toute personne désireuse de devenir "enseignant" ou "jardinier (ère) d'enfants" dans une école Rudolf Steiner

NOUVELLE RENTREE : SEPTEMBRE 1998

Formation en deux ans :

épistémologie, phénoménologie des sciences de la nature, géométrie projective, histoire de l'art, bases de l'anthropologie, étude de la nature humaine, méthode de l'enseignement, stages pratiques, eurythmie, art de la parole, théâtre, musique, peinture, modelage, gymnastique Bothmer, ateliers.

Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

5, rue Georges Clémenceau - 78400 CHATOU - Tél : 01 39 52 58 19 - Fax : 01 39 52 71 89

HAUTE-NORMANDIE : FORMATION NON-VIOLENTE

L'IFMAN, institut de formation du Mouvement pour une Alternative Non-violente, propose du 13 au 16 juillet, une session sur le thème "animation de quartier et conflit", du 13 au 16 juillet, "vie associative et conflit", du 27 au 30 juillet "régulation des conflits à l'école", du 27 au 30 juillet "éduquer à la non-violence". Programme complet : IFMAN, Centre Jacques Monod, Voie de la Ferme, 27100 Val de Reuil, tél : 02 32 61 05 97.

NUITEES ET CONFITURES

Pour tisser des liens entre les SEL, la structure Sel'idaire a mis en place une "route des SEL". Pour y participer, il suffit de s'inscrire à Sel'idaire avec un justificatif d'adhésion à l'un des SEL de votre région. Vous pouvez choisir d'y être soit hôte, soit voyageur, soit les deux.

Une difficulté est apparue quand certains ont jugé nécessaire de comptabiliser les nuitées en monnaie virtuelle comme nous le

obliger à une bureaucratie extrêmement complexe. Bref, c'est à coup sûr nous faire retomber dans les travers de la société économique actuelle, ce que nous devons essayer d'éviter à tout prix.

C'est prendre le risque d'être pris par les services administratifs comme une seule entité.

C'est prendre le risque d'obliger les SEL à une certaine harmonisation dans leurs modes de gestion interne. Et donc, c'est à coup sûr nous priver d'une de nos

Pour faire de l'hébergement inter-SEL, il est nécessaire d'avoir une monnaie commune : pourquoi pas le pot de confiture ?

faisons pour les autres échanges au sein de chaque SEL. Créer une monnaie débitable sur le compte d'une personne adhérente à un SEL et créditable sur celui d'une autre personne, d'un autre SEL, pose le problème de l'équivalence des monnaies entre les SEL. De plus, comme certains SEL seront plus sollicités que d'autres, il faudrait trouver un moyen pour un SEL de rééquilibrer ses comptes avec les SEL qui lui ont envoyé des personnes à loger.

Des propositions inutilement complexes

A partir de cela, des propositions extrêmement complexes ont vu le jour qui toutes ont le même inconvénient : nous obliger à adopter une monnaie unique, et nous

principales originalités : notre diversité.

Cette diversité est fondamentale car il est à prévoir que certaines formes des SEL conduiront à des impasses. Si aux côtés de quelques échecs, d'autres expériences se développent, ces échecs n'auront guère d'importance (des SEL ont déjà mis la clé sous la porte, mais cela est passé inaperçu au vu de la dynamique actuelle). Si nous sommes trop uniformes, le risque d'un échec général est évident.

Pour toutes ces raisons, il faut chercher une alternative aux propositions actuelles.

Le pot de confiture

Et après avoir pensé à plusieurs solutions, je vous propose celle qui me paraît la plus simple et

surtout la meilleure — tant au niveau de son usage que de son goût : **le pot de confiture.**

Je propose simplement que le prix d'une nuitée soit, pour la personne invitée, d'amener avec elle un pot de confiture.

Le pot de confiture a la particularité de se trouver proposé aussi bien dans les SEL urbains que dans les SEL ruraux.

La valeur d'un pot de confiture est libre dans chaque SEL en fonction de son volume, de son contenu réel et de son contenu affectif.

Chacun peut être son propre banquier en réalisant ses propres confitures ou peut s'en procurer au sein de son SEL en échangeant avec qui il veut.

Le pot de confiture a la particularité de permettre les échanges inter-SEL : celui qui le reçoit peut le conserver, le consommer ou l'échanger au sein de son SEL... alors qu'il provient d'un autre SEL.

Il n'y a pas à réfléchir à un taux de change : chacun aura pour goût d'amener une spécialité de son coin (confiture de pissenlits pour les Jurassiens par exemple) et dans un pot de la taille de son choix : c'est le geste qui compte. L'important est dans le lien social qui se crée et non pas dans les statistiques financières.

Enfin, pour les économistes qui nous observent, qui aiment bien les choses compliquées, et qui risquent d'être désorientés par la simplicité du système et sa grande souplesse, signalons-leur que le pot de confiture est une **monnaie fondante** puisque rien n'empêche au petit matin de découvrir les vertus du partage : déguster la confiture entre l'hôte et l'invité et la laisser fondre dans sa bouche jusqu'à épuisement... de la monnaie.

Ainsi pourrait être résolue l'épineuse question des échanges inter-SEL car on peut bien sûr généraliser ce genre d'échanges à bien d'autres activités. Ainsi, ne tournons plus autour du pot : consommons-le !

Michel BERNARD



PETITES PHRASES

"Il n'y a pas de mystère à ce que les spectateurs retournent sans fin voir le Titanic : ils vont au spectacle de notre siècle, ils savent que nous y passerons tous et ils se regardent couler"

Jacques Bertin,
Politix, 26 mars 1998.

TURQUIE : VERDICT DE RELATIVE CLEMENCE

Le 19 mars, le tribunal d'Afyon en Anatolie condamna à sept ans et demi d'incarcération cinq des onze policiers qui durent répondre de la mort de Metin Göktepe, âgé de 27 ans. Le 8 janvier 1996, ces enrégés en uniforme avaient frappé avec une brutalité inouïe le reporter du quotidien de gauche *Evrensel*. Ayant voulu se joindre au cortège funèbre précédant l'enterrement de deux militants de l'organisation Devrimci Sol, décédés en prison au début de ce mois-là, il avait été parqué avec 1053 autres "suspects" dans un hall de sport du quartier d'Eyüp à Istanbul. Metin Göktepe, traîné au-dehors, succomba d'une hémorragie cérébrale provoquée par les coups de poings et de pieds. Toute la procédure judiciaire se déroula dans des conditions scandaleuses : changements fréquents de lieu, menaces contre des témoins oculaires, réintégration des accusés après une brève suspension... Sans la pression des médias et de l'opinion publique, l'affaire eût sans doute été expédiée rapidement sans prononciation de peine... Les avocats de la famille du défunt ont interjeté appel. Isik Yurtzu, lui-même longtemps sous les verrous, rappela que ces dernières années 25 hommes de presse trépassèrent violemment. Vingt-neuf journalistes se trouvent actuellement dans un cachot turc. (correspondance René Hamm)

AMI : REPORTE DE SIX MOIS

Les 29 pays de l'OCDE ont décidé, le 27 avril, de reporter de six mois l'adoption de l'AMI, accord multilatéral sur l'investissement, dénoncé par de nombreuses organisations non-gouvernementales (voir Silence n°229). La France a posé quatre conditions pour que cet accord soit accepté : le respect de l'exception culturelle, qu'une solution soit apportée aux lois extra-territoriales des lois américaines, le droit de favoriser les ressortissants de l'Union européenne, le refus du dumping social et environnemental. Ce recul est une victoire pour les associations, mais les différentes campagnes se poursuivent car nos investisseurs n'attendent qu'un moment de faiblesse pour faire passer leurs quatre volontés.

LES ALTERNATIFS

Des militants de l'AREV, alternative rouge et verte, de la CAP (ex-communistes proches de Fiterman), et des groupes d'écologie citoyenne se sont retrouvés les 28 et 29 mars derniers pour créer un nouveau mouvement politique : "Les Alternatifs" avec comme sous-titre "solidarités, écologie, autogestion". Environ 500 personnes ont participé au lancement de ce nouveau groupe qui réunit essentiellement des personnes qui ont refusé de fusionner avec les Verts, car ne désirant pas être un "parti de gouvernement". Renseignements : *Les Alternatifs*, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 57 44 80.

VERTS ET CUMUL DES MANDATS

Les Verts ont décidé de s'attaquer au cumul des mandats de leurs élus. Selon une grille très précise, il est interdit

de cumuler plus de 6 points de responsabilité hors les Verts. Par exemple, selon cette grille, Dominique Voynet totalise en tant que ministre 5 points, conseillère générale 3 points, conseillère municipale d'une ville de plus de 20 000 habitants 2 points soit un total de 10. Autre exemple, Gilles Buda, à Lyon, totalise comme conseiller municipal d'une ville de plus de 20 000 habitants, 2 points, maire d'arrondissement 3 points, conseiller général 3 points, membre d'une communauté urbaine 2 points soit 10 points également. Les Verts ont demandé à leurs élus de respecter le non-cumul prévu par leurs textes et se réuniront en juin pour décider des moyens de le faire respecter...

DEVOIR DE NON-OBEISSANCE

L'association "Prenons la parole" lance une pétition dont le texte est le suivant : "tirant la leçon du procès Papon, je demande que le devoir de non-obéissance quand la conscience le dicte, soit inscrit dans la constitution". Pour en savoir plus : *Prenons la parole*, Jacques Essel, 4, rue du Clos, 75020 Paris, tél : 01 43 48 71 84.

KANAKY : INDEPENDANCE ?

Le 20 avril dernier, à Nouméa, a été signé un accord entre le FLNKS, principale force politique kanak, et le RPCR, principale force politique caldoche (les européens). Ce texte prévoit un statut d'"indépendance-association" qui nécessitera une réforme de la constitution française par référendum (peut-être en décembre). L'indépendance totale ne devrait pas pouvoir être remise au goût du jour avant 15 ans selon cet accord... Le fléchissement du FLNKS est avant tout dû à l'entrée dans la compétition internationale d'un bon nombre de dirigeants qui se sont lancés dans la production du nickel, la richesse minérale de l'île. Cet accord prévoit que le kanak devient une langue d'enseignement aux côtés du français, que l'île pourra avoir ses propres hymne, drapeau, monnaie. De nombreuses compétences de l'Etat français seront transmises à l'autorité locale...

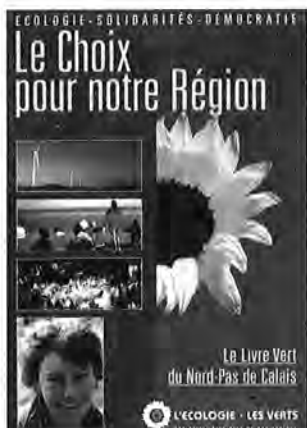
mais rien ne remet en cause la main-mise des Caldoches sur l'essentiel des richesses. On peut en savoir plus auprès de Kanaky AISDPK, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris ou Kanaky Solidarité, 8, passage Charolais, 75012 Paris.

VINGT ANS D'UTOPIE

Depuis 1978, l'Institut d'Etudes Mondialistes organise au moins une fois par an des sessions d'une semaine sur des thèmes comme "la souveraineté nationale", "les médias", "la défense de la biosphère", "le désarmement", "les droits de l'Homme", "le règlement pacifiste des conflits", "transports et ordre mondial", "le fédéralisme", "l'économie mondiale", "les minorités", "quelle agriculture et quel développement", "l'Europe des citoyens", "sociétés bloquées, sociétés éclatées, quel avenir ?", "l'environnement et le citoyen", "démocratiser les Nations-Unies", "le travail est mort, vive l'activité", "les populations d'ici et d'ailleurs", "la culture". Cet institut envisage pour ses vingt ans de publier un livre de 640 pages regroupant l'essentiel de ces conférences. Ce livre "Vingt ans d'utopie" devrait paraître en juillet 1998 et est déjà vendu par souscription au prix de 260 F (+ 20 F de port) que l'on peut commander à "Le monde en devenir", BP0631, 37206 Tours cédex 3.

NORD-PAS-DE-CALAIS : BILAN ET ENVIES

Les Verts de la région ont édité un "livre vert" qui montre le bilan de ce qui a été accompli sous la présidence verte de Marie-Christine Blandin. En 112 pages, le plein d'initiatives à poursuivre, pour 40 F à commander à : *Les Verts Nord-Pas-de-Calais*, 30, rue des Meuniers, 59000 Lille, tél : 03 20 78 25 72.



FEES SOUS SURVEILLANCE, REFUGIES EN FUITE, AMANTS EN DESARROI

Dans le magnifique *Pequeños milagros* de l'Argentin Eliseo Subiela, Rosalia Bermudez (Julieta Ortega), caissière dans un supermarché de Buenos Aires, affectionne particulièrement les contes de fées. Elle se croit une de ces créatures imaginaires ailées qui "ne veulent pas voir la mort des forêts, la cruauté et la méchanceté des hommes". Douée de pouvoirs extrasensoriels, elle accomplit de "petits miracles", notamment au bénéfice de sa meilleure amie Susana Fuentes (Monica Galan), aveugle comme Don Francisco (Paco

découvert 100 000 Hutus du Rwanda qui avaient erré durant 3 ans dans un immense territoire, survivant miraculeusement à la faim et à la terreur des soldats. Dans la nuit du 25 avril dernier, les troupes de Laurent-Désiré Kabila attaquèrent à la mitrailleuse les camps de Kasese et de Biaro ; 80 000 personnes succombèrent ou disparurent à nouveau dans les profondeurs de la jungle. Le 21 mars, en clôture du Festival *Cinéma du Réel* à Paris, Hubert Sauper a obtenu le prix du court-métrage, déclenchant une mini polémique sur "la complaisance" dont il aurait fait preuve.

tionction entre réalité et fantastique. Un homme, assis dans un train, regarde le paysage qui défile. A peine a-t-il fait marcher une pendule à son domicile qu'un énigmatique messenger lui remet un billet sur lequel figure la localité possédant une horloge à réparer ainsi qu'une clé donnant accès à la tour. Kerem (Mehmet Aslantug) parvient en gare de Gölkyoy. Il ne tarde pas à s'éprendre d'Esra (Sahika Dekand), l'épouse du puissant propriétaire terrien Agah Bey (Tunçel Kurtiz). Les rêts du danger s'accroissent autour de l'artisan désireux d'apprendre la vérité... Bien que l'énigmatique bourgeoise l'ait abattu au bord du lac, Kerem reprend ses pérégrinations ferroviaires. Ces 119 minutes denses et envoûtantes conviennent aussi à une réflexion sur le temps et la relativité des choses.

Le jury a décerné un prix spécial à *Motel Seoninjang (Motel Cactus)* de Park Ki-Yong (Corée du Sud) pour "la radicalité de sa démarche et son audace artistique". Les quatre épisodes du long-métrage, qui se déroulent dans la chambre 407 d'un hôtel de passe à Séoul, dégagent plus de superficialité que d'originalité. Miroirs, douche, jeux de mains, joutes érotiques, auto-filmage d'une scène de sexe... Les gadgets électroniques ont-ils une autre utilité que de tromper l'ennui ?... Min Hee-Soo (Lee Min-Yeon), une des protagonistes, se déclare "désolée de ne pas être heureuse". Elle vient de divorcer. Avant de s'envoler pour le Canada, la belle jeune femme baise une ultime fois avec Kim (Park Shin-Yang), son ex-ami dont elle fut enceinte. "Ce que je ne montre pas et ne dis pas est tout aussi important que ce que je filme et formule expressément", affirme le réalisateur. La plupart des personnages ne semblent pas intéressants au point que le spectateur ait envie d'extrapoler sur leur biographie...

Entre le 1er et le 8 mars, 19 500 spectateurs (soit 47,5 % de plus qu'en 1997) ont assisté aux projections. Beaucoup de séances affichèrent complet. Au moins une semaine par an, les productions "mainstream" n'ont pas la vedette dans la cité natale du sculpteur néo-dadaïste Jean Tinguely, décédé à Berne le 30 août 1991.

René HAMM

Le Festival international de films de Fribourg, anciennement "Festival des films du Sud", demeure toujours la seule manifestation de ce type au monde à présenter toutes catégories d'œuvres d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et centrale (1).

Rabal), à qui elle lit des textes. Santiago (Antonio Birabent), physicien au Département de recherche de l'intelligence extra-terrestre à l'Institut d'astronomie, capte chez lui sur Internet les vues enregistrées par une caméra fixée sur l'armature de la station d'autobus où Rosalia se poste quotidiennement. Le savant solitaire imprime les clichés, notant avec soin les changements de mine et de mise. Alors que l'intrigue se déroule en 2065, aujourd'hui déjà, grâce à la multiplication des livecameras (2), chaque individu branché sur le World Wide Web peut accéder à des images de télésurveillance en provenance de tous les coins de la planète. Là il ne s'agit ni d'onirisme, ni de fiction, mais d'une menace grandissante sur notre liberté.

Kisangani Diary (45 minutes) de l'Autrichien Hubert Sauper relate en 10 séquences l'histoire d'un peuple "sciemment oublié". Le réalisateur, accompagné de Zsuzsanna Varkonyi, traverse à bord du train affrété par le Programme alimentaire mondial une forêt vierge "aussi grande que l'Europe", au sud de Kisangani dans le Congo récemment "libéré". Le convoi met 24 heures pour 80 kilomètres. Une équipe onusienne a

Tu Zinda Hai ! (Vivre !), vidéo de 50 minutes réalisée par Shabnam Virmani et le collectif Drishti d'Ahmadabad, rend hommage à des femmes actives dans 35 districts du Madhya Pradesh, province indienne centrale dont la capitale Bhopal a connu une sinistre célébrité avec l'accident survenu le 3 décembre 1984 dans l'usine d'Union Carbide (2 800 morts, 50 000 blessés). Ces intrépides contestataires se mobilisent contre le gouvernement central, le landlord du village, les industriels aigrefins ou encore un mari abusif. Expriment leurs perceptions de cette société oppressive, elles acquièrent une identité nouvelle, grâce à la prise de parole, des succès contre des spoliateurs et la lutte contre les structures autoritaires. Kanta, la trésorière du mouvement Ekta Parishad, estime que "les femmes sous-estiment leur travail", mais apprécie les hommes sensibles à leur cause. Dans un chant, elles proclament "Nous chevauchons l'ouragan et la lumière".

Akrebin Yolculugu (La tour de l'horloge) du Turc Ömer Kavur apparaît comme une sorte de polar onirique qui, par l'option scénaristique et le style narratif adoptés, rend presque inepte la dis-

(1) Les personnes qui souhaitent en savoir davantage sur la philosophie du Festival et se documenter sur des films non mentionnés en ces lignes commanderont utilement la revue *Ciné-Feuilles* du 25 mars 1998. Adresse : Case postale 197 - 1701 Fribourg (Suisse). - Tél. : 00 41 26 426 34 30. (2) Cf. l'article de Paul Vinilio paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 1998.



ENVIRONNEMENT

USA : INDUSTRIELS MALINS

Comment se débarrasser des déchets liquides ? En les envoyant par le train dans une autre usine ! Mais ça ne change rien ! Il faut croire que si : selon une étude faite aux USA, il y a 20 % des déchets liquides qui se perdent en route. Comment ; avec des robinets qui fuient goutte à goutte le long des voies ferrées. Et en Europe, aucun industriel n'y a pensé ? Allons, allons, on n'est pas plus cons que les Américains. (source Tam-Tam, décembre 1997)

FEUX DE BROUSSAILLE ET POLLUTION DE L'AIR

Des études montrent que les feux de broussailles ou de matières végétales sont à l'origine d'importantes pollutions. Dans la banlieue de New-Jersey (USA), 98 % du benzo(a)pyrène présent dans l'air en hiver provient de la combustion de matières végétales. A Sydney (Australie), 91 % des particules carbonées présentes dans l'air en automne proviennent de la combustion des feuilles mortes et de l'élagage. A Elverum (Norvège), 65 % des particules carbonées détectées en automne sont d'origine végétale.

La solution à cette source de pollution ? le compostage des végétaux, tant au niveau individuel dans les jardins qu'au niveau des communes par des andains de matériaux broyés. Le compost ne change rien au dégagement des gaz à effet de serre mais stoppe au moins toutes les cendres volatiles à l'origine des pollutions signalées. De plus, il peut ensuite servir comme engrais naturel dans les jardins ou les espaces verts. (source : Isère-Nature, janvier 1988)

BOIS TROPICAL : L'ALTERNATIVE !

Depuis 1981, René Guyonnet de l'Ecole des Mines de

Saint-Etienne étudie des méthodes de chauffage des bois locaux comme méthode de stabilisation afin d'éviter leur détérioration dans le temps. Ceci débouche aujourd'hui sur un procédé industriel conçu par Fours et Brûleurs Rey dans les Landes. Cette usine qui fonctionnera à partir de juillet 1998 chauffera des bois de pins, de peupliers, d'hêtres... à des températures de 200 à 260°C sans combustion. Ce séchage à haute température détruit les hémicelluloses responsables de l'absorption de l'eau par le bois et donc évite le pourrissement. Cette méthode devrait mettre fin d'une part aux traitements extrêmement toxiques actuellement utilisés (bains de chrome, d'arsenic, de cuivre) mais aussi permettre d'offrir un bois dont les qualités sont proches de celle du

bois tropical en matière de putréfaction. Le bois tropical ne conserve plus comme avantage que sa dureté et des critères esthétiques. Les bois chauffés résistent aux attaques de champignons et d'insectes à l'exception des termites.

(source : La Recherche, mai 1998)

MONTCHANIN : AMENDES LEGERES

Luc Laferrère et sa femme, propriétaires de la décharge de Montchanin ont été condamnés le 27 avril à 150 000 F d'amendes chacun et 3 mois de prison avec sursis. Comme quoi polluer n'est pas encore un métier dangereux : il y avait plus de 2000 plaintes des habitants contre cette décharge dont on ne saura jamais ce qu'elle contient exactement.

LOIRE-ATLANTIQUE : DAUPHINS SAUVES !

Rappelant que la réglementation en vigueur précise que capture, transport et utilisation ou commercialisation de toutes espèces de cétacés sont prohibés, sauf autorisation à des fins scientifiques, Dominique Voynet, ministre de l'environnement, est intervenue le 23 avril dernier pour interdire la livraison de dauphins dans le parc de loisir de Port-Saint-Père. Succès donc pour la campagne d'Équalis présentée dans notre n° 229.

CANTAL : LE LOUP EST DE RETOUR

Un loup avait été vu depuis le début de 1997 dans le Cantal. Un accident de la circulation a permis de lever un doute, le 9 octobre dernier : un loup est mort dans l'accident. Les experts l'ont identifié comme provenant d'Italie. Il avait su être discret puisqu'aucun éleveur n'avait constaté d'attaque de troupeau. Le contenu de son estomac a montré qu'il avait mangé uniquement des bêtes sauvages... ce qui tendrait à confirmer que ce sont plutôt les chiens errants qui attaquent les troupeaux.

(source : Alter Eco, 15220 Saint-Mamet-la-Salvetat)

VALLEE D'ASPE : SOLUTION CONTRE L'EXPULSION

Le sursis accordé par les tribunaux à Eric Pétetin, menacé d'expulsion dans son gîte de la Goutte d'eau, en vallée d'Aspe, pourrait être levé avant l'été avec la fin des procédures juridiques. Cette expulsion a été voulue par les élus locaux pro-autoroute qui ne supportent pas la résistance acharnée des "indiens" qui développent en ce lieu un espace écolo-libertaire.

Eric Pétetin est locataire officiel de la SNCF depuis l'automne 1984 et c'est la vente du bâtiment à un syndicat de communes qui est à l'origine de cette procédure d'expulsion. Les avocats de Pétetin ont toutefois trouvé un moyen de bloquer le projet : officiellement la France doit toujours remettre en état la ligne de chemin de fer Pau-Confranc, interrompue après un accident dans les années 70. Elle est en effet sous contrat avec le gouvernement espagnol. Pour que la gare soit vendue, il faut que la ligne soit officiellement déclassée par le Ministre des Transports, ce qui n'est pas le cas actuellement... Alors que Gayssot (communiste) est en poste aux côtés de Dominique Voynet (verte), on peut encore espérer que le blocage de l'expulsion viendra de la volonté de ne pas hypothéquer l'avenir de la ligne SNCF que Verts et communistes soutiennent comme alternative à l'autoroute.

Pour en savoir plus : Eric Pétetin, La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 53 41.



occupation d'un pont en construction dans la vallée d'Aspe.

EDF, le nucléaire ou l'art de la désinformation

SOMMAIRE

- Dégonfler la baudruche
René Hamm
- Moins mais mieux :
les économies d'énergie
Denis Clerc
- Le nucléaire,
corne d'abondance ?
Antoine Bonduelle
- Sortir du nucléaire,
c'est possible !
Jean-Luc Thierry
- Les chauds et froids d'EDF
Rémy Gendre
- Du vent, du bois, du soleil
et des emplois
Henri Dupassieux
- Le nucléaire face à
l'opinion publique
Michel Bernard

Quand la publicité s'appelait encore la réclame, son but était simple : vendre. Aujourd'hui, c'est un peu plus sophistiqué. Elle se baptise « communication » et a pour fonction de créer une image autour d'un produit.

Qu'un service public — comme EDF — éprouve le besoin d'enchaîner les campagnes publicitaires devrait nous apparaître comme hautement suspect. Quand on a envie de se créer une image, c'est qu'on est mal dans sa peau. Ou que l'on a quelque chose à cacher.

EDF produit de l'électricité qui provient à près de 80 % du nucléaire. Or, depuis Tchernobyl, le nucléaire fait peur. Et pas seulement à quelques utopistes barbus. Tout à coup, l'humanité a pris conscience d'un danger incontrôlable. Le bon peuple s'est aperçu qu'il avait le cul posé sur l'apocalypse. Il devenait donc urgent de le rassurer.

C'est là qu'intervient la pub et sa chirurgie esthétique. À l'image de la centrale dévorée par les fissures, laissant s'échapper les becquerels comme un robinet ouvert, elle a substitué le fantasme du nucléaire propre et sûr. Aussi immaculé qu'une robe de premier communiant. Les mêmes spécialistes qui affirmaient que les nuages radioactifs ukrainiens s'arrêtaient à la frontière, sont venus nous soutenir que les centrales qualité France ne risquent pas de nous péter au nez. Pour finalement, en bout de course, en arriver à cette énorme mystification : le nucléaire n'attaque pas la couche d'ozone et protège l'environnement.

Utiliser l'argument écologiste pour défendre la plus sournoise et la plus irréversible des pollutions... Les publicitaires ne manquent pas de toupet. On leur pardonne, c'est leur métier. Par contre, ces salades sont inadmissibles quand elles proviennent d'un service public.

EDF prétend qu'elle nous doit « plus que la lumière ». Pourtant, c'est tout ce qu'on lui demande : de la lumière, produite par une énergie qui ne nous fera pas crever. Ses bobards gros comme Superphénix, elle peut se les garder. Il y a belle lurette qu'on sait que la Terre est ronde. On a beau jeter nos saloperies le plus loin possible, elles finissent toujours par faire le tour et nous revenir dans la tronche.

Gérard Biard, Charlie Hebdo

Puisqu'on
vous dit
que la terre
est plate !



Réseau

Sortir du
nucléaire

9, rue Dumenge F-69004 LYON

Tél : 04 78 28 29 22 • Fax : 04 72 07 70 04

Internet : www.sortirdunucleaire.org

DÉGONFLER LA BAUDRUCHE



L'Öko-Institut de Darmstadt (Allemagne) a publié en avril 1996 un dossier très documenté intitulé : *Fin de la fable : nucléaire et protection des climats** qui sabre la propagande aussi omnipotente que fallacieuse des nucléocrates.

Angela Merkel, la ministre allemande de l'environnement, considère que « sans l'énergie atomique nous n'atteindrons pas d'ici l'an 2005 l'objectif fixé », à savoir la réduction de 15 % par rapport au niveau de 1990, des rejets de substances nocives. L'attrait virtuel des centrales nucléaires reposerait sur l'absence d'émissions de gaz carbonique. Le CO₂, responsable pour moitié de l'effet de serre, contribue à ce dernier, indépendamment de son origine. Aussi faut-il prendre en compte l'ensemble des opérations depuis l'extraction de l'uranium jusqu'à l'utilisation de l'énergie, en passant par les stades de transformation (enrichissement...) ; de plus, l'édification des centrales, nécessitant divers matériaux comme l'acier ou le ciment, entraîne des quantités indirectes de dioxyde de carbone. L'électricité provenant des centrales thermiques au gaz génère moins de résidus toxiques qu'un réacteur atomique. Selon les estimations les plus basses de l'Öko-Institut, un kilowatt-heure nucléaire "libère" 28 grammes de CO₂. D'autres études font état d'une fourchette de 30 à 160 grammes.

La plupart des statistiques officielles concernant le coût du nucléaire

en Europe occidentale n'intègrent pas des paramètres externes quantifiables

économiquement, comme les subventions allouées par l'État, l'évaluation

Moins mais mieux : les économies

L'agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME, devenue ADEME) a été créée après le deuxième choc pétrolier. Elle a fait du bon travail. Durant six ans la consommation d'énergie n'a quasiment pas augmenté. Les courbes sont ensuite reparties à la hausse : à quoi bon économiser quand le pétrole redevient bon marché et l'énergie à nouveau abondante ? Kyoto et la réalité de la pollution urbaine lui redonnent un avenir : l'ensemble des pays du monde a pris l'engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Certes, l'échéance est lointaine (2012) et la réduction limitée (-5 % pour les pays industrialisés), mais pour la première fois, la communauté mondiale reconnaît que *moins, c'est mieux*.

C'est mieux écologiquement, évidemment : les seuls transports automobiles rejettent en France, chaque année, plus de 2,8 tonnes de CO₂ par habitant... dont une partie finit dans nos bronches et celles de nos enfants. Mais c'est mieux économiquement aussi. Le calcul montre que pour réduire d'une tonne les rejets de gaz à effet de serre, il en coûte en moyenne 500 F, alors que pour produire

l'énergie qui lui a donné naissance, il en coûte quatre fois plus (et l'on ne dit rien des coûts environnementaux, difficilement chiffrables). C'est pourquoi, à Kyoto, les pays qui consomment beaucoup d'énergie ont accepté de s'engager de façon ferme. EDF, qui n'en loupe pas une, en profite pour vanter son nucléaire, qui, effectivement est une énergie avec peu d'émission de gaz à effet de serre (mais avec émission de déchets) oubliant de dire que 11 600 kWh d'origine nucléaire (équivalent à une tonne de pétrole) coûtent 3 000 F à produire (sans compter le coût du traitement et de gestion des déchets) : six fois plus cher que de réduire d'une tonne l'émission de gaz à effet de serre.

La capitalisme sait compter, et est capable de devenir économe en énergie si une écotaxe ou un permis d'émission coûteux rendent la chose intéressante. Ce n'est pas un hasard si le programme électronucléaire est arrêté aux États-Unis (où les compagnies d'électricité sont privées) et poursuivi en France (où elles sont publiques). La main invisible du marché n'est pas meilleure que la décision publique, mais elle s'adapte et fait où on lui dit de faire.

des dégâts imputables aux irradiations, les incidences sur l'environnement, les risques de prolifération, la gestion des déchets. Outre-Rhin, la technologie atomique a englouti, depuis la mise en chantier en 1958 du premier réacteur expérimental à eau douce (15 mégawatts) de Kahl sur le Main (Bavière) jusqu'au printemps 1996, quelque 150 milliards de marks (502,5 milliards de francs).

Les mesures permettant d'éviter la formation de CO₂ s'avèrent trois à quatre fois plus onéreuses lors du cycle de la combustion nucléaire que si l'on investit dans les économies d'électricité, la cogénération, les sources renouvelables comme la bio-

masse et le vent. Par conséquent, écrit Uwe Fritsche et Gero Lücking, « *quiconque désire agir pour la conservation du climat se détermine en conscience contre l'option du nucléaire !* » De surcroît, le processus de fission dans une enceinte à eau pressurisée dégage davantage de radioactivité que celle mesurée lors de l'explosion dans la quatrième tranche de Tchernobyl, le 26 avril 1986. Même EDF a reconnu en 1990 que la probabilité d'un accident majeur dans l'hexagone avant l'an 2000 est de quelques pour-cent.

En conclusion, nous ne sommes pas confrontés au fatal dilemme : nucléaire ou collapsus météorolo-

gique, mais à un choix s'énonçant ainsi : « *Ou bien la protection climatique sans atome ou la serre radioactive.* »

René HAMM,
revue *Ionix* (Alsace)



*Le document en allemand *Vom Ende der Mär : Atomkraft und Klimaschutz* est disponible pour 10 DM, tout comme *Das Energiewende-Szenario 2020 (Le scénario du tournant énergétique 2020)* au prix de 35 DM, auprès de l'Öko-Institut, Postfach 6226, D-79038 Freiburg im Breisgau.

d'énergie

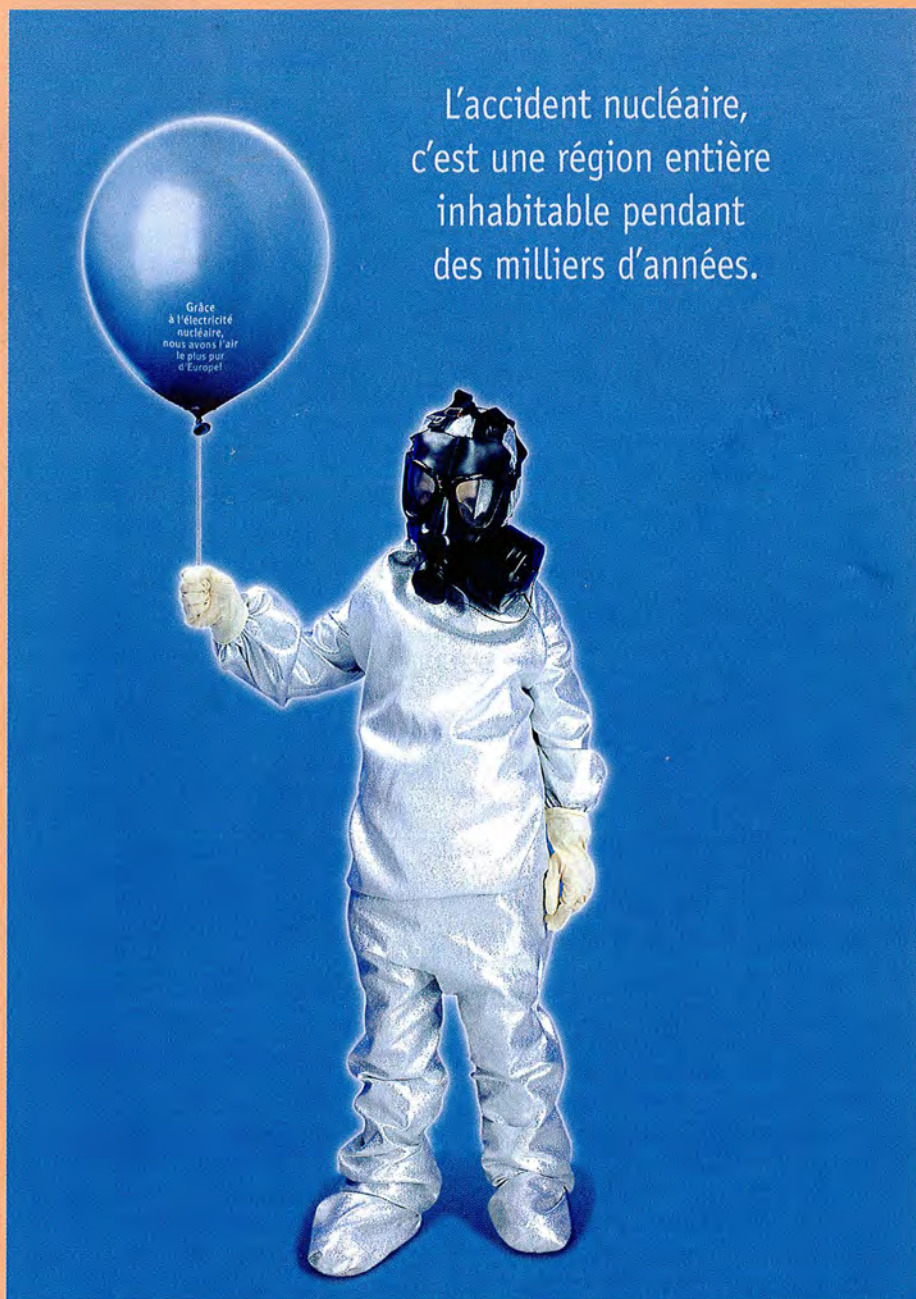
Le vrai problème est que, désormais, l'essentiel de la progression de consommation d'énergie est liée à l'usage de l'automobile, qui, au nom de la liberté, de l'autonomie et de la rapidité ("flux tendus") échappe à la rationalité économique.

Résultat : la consommation d'énergie des transports a plus que doublé depuis 1982, tandis que celle de chauffage n'augmentait que de 10 %. Le TGV Paris-Rennes peut faire économiser autant de rejets qu'en réduisant de 6 litres à 2,5 litres la consommation unitaire moyenne aux cent kilomètres des voitures roulant sur les autoroutes entre Paris et Rennes.

Réduire les consommations d'énergie est aussi une question politique, parce qu'il faut s'attaquer à de puissants *lobbies* (EDF, transporteurs automobiles) et à des comportements collectifs profondément ancrés. C'est pourquoi la réponse ne viendra pas — seulement — du haut, mais aussi des militants de terrain et des citoyens.

Denis CLERC

Alternatives économiques



NUCLÉAIRE, CORNE D'ABONDANCE ?

La publicité de l'EDF nous répète que le nucléaire économise à la Nation 45 milliards de francs. 30 milliards seraient économisés car il remplace du charbon, tandis que 15 milliards sont gagnés par l'exportation de courant électrique. Examinons ces affirmations.

Le chiffre du charbon, issu d'une ancienne étude des services économiques du CEA¹, considère que le nucléaire est remplacé à l'identique par du charbon. Un scénario correct aurait au moins tenu compte du potentiel de cogénération moins chère que le nucléaire (soit officiellement plus de 12000 MW² et 30 TWh d'électricité). De même, si 80 % de la production française venait du charbon, rien ne justifierait l'exportation d'une part importante de ce courant charbon. Enfin, le développement du chauffage électrique, qui représente actuellement 40 % de l'électricité des ménages (20 % du total vendu en France) n'aurait pas été encouragé. Ces trois postes représentent 170 TWh soit 45 % de la production nucléaire française, excusez du peu... C'est ainsi près de la moitié des centrales nucléaires actuelles que l'on peut estimer inutiles.

Mais combien coûterait le reste ? Si le nucléaire était remplacé par les centrales les plus modernes, celles au cycle combiné au gaz, leur coût serait inférieur à celui du nucléaire. Ce fait, admis officiellement par EDF, est désormais écrit dans le "marbre" des coûts de référence de la DIGEC³. Cet ouvrage fait le point des coûts des centrales électriques. S'il ne conclut pas réellement à la fin du nucléaire, on peut deviner que le nucléaire n'a ses chances qu'en cas de choc gazier (peu probable), de dollar à 6,5 FF (peu probable avec l'euro), de réussite totale du réacteur européen EPR, qui devra être moins cher et plus sûr que le nucléaire actuel (peu probable), et d'aucun progrès des technologies gaz, qui resteraient au même rendement qu'il y a dix ans, soit 52 %. Le dernier point est d'ores et déjà pulvérisé. Les nouvelles turbines issues de l'aéronautique — merci la guerre

froide — forment la base de centrales dépassant les 60 % de rendement.

Quinze milliards de gain à l'exportation ? Ce chiffre est le chiffre d'affaires et non la marge. Interrogés, les responsables d'EDF revendiquent un ou deux milliards de gain⁴. L'exportation se produit toute l'année et ne fait donc rien pour l'optimisation des productions entre la France et les pays voisins. Il s'agit d'une simple délocalisation, les pays voisins — qui possèdent parfois des parts dans les centrales — important du courant alors que la France garde les déchets et les risques⁵.

En moyenne, le prix de vente pratiqué ces dernières années est de 25 centimes par kilowattheure. Les prix pratiqués avec les plus gros clients, comme l'Italie (24 centimes en 1997) ou la Grande-Bretagne (21 centimes)⁶, sont, eux, inférieurs aux prix moyens d'approvisionnement de l'EDF (soit 22 centimes) augmentés du coût du transport (4 centimes).

Surtout, le coût du nucléaire n'est pas encore connu. Avant d'avoir démantelé une seule centrale classique, bien malin qui peut affirmer que le démantèlement prévu par l'état (soit 15 % du prix de la centrale) sera tenu. On peut observer qu'en Allemagne ou aux États-Unis, voire près de chez nous à Superphénix, on se rapproche plutôt du 100 % des coûts d'investissement. Le "vrai" coût du nucléaire, une fois connu, se situera plutôt entre 28 et 40 centimes⁷ (dans une hypothèse sans accident majeur).

L'exportation est donc un mauvais calcul pour les consommateurs français, destiné à masquer les erreurs de planification de l'État et d'EDF.

C'est un coût de plusieurs milliards par rapport à des centrales au gaz que devrait indiquer le document d'EDF et non le chiffre erroné de 30 milliards. De même, l'exportation coûte au pays entre plusieurs milliards, voire plusieurs dizaines de milliards, très loin du gain de 15 milliards annoncé. Ce dernier chiffre dépend de ce que nos concitoyens accepteront dans les prochaines



Publicité EDF, 1997-1998

années pour le démantèlement des centrales et le sort réservé aux déchets.

Cette publicité de l'EDF est clairement trompeuse. Cependant, la jurisprudence passée nous donne peu confiance en la justice sur ce point. C'est ainsi que la Cour de Cassation a confirmé un jugement favorable à l'EDF en affirmant que le nucléaire est une énergie 100 % française. L'UFC-Que Choisir contestait cette affirmation utilisée par convention en France, car l'uranium est entièrement importé (du Niger, d'Australie, etc.), tandis que certaines opérations de l'enrichissement avaient lieu encore récemment en Russie.

Antoine BONDUELLE,
INESTENE (Paris)



1) CEA = Commissariat à l'énergie atomique). Le même service économique du CEA prévoyait encore récemment une multiplication par trois à cinq de la mise en service de réacteurs nucléaires par an (in *La Revue de l'énergie*, n° 448).

2) Étude CEREN-ERDYN pour l'ADEME sur la grande cogénération dans l'industrie et le tertiaire, hypothèse de rentabilité de l'installation sur 12 ans.

3) Direction du gaz, de l'électricité, du charbon, *Les coûts de référence de la production électrique 1997*, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 120 F, 20, avenue de Ségur, 75353 Paris.

4) Par exemple, débat public en Maurienne organisé en janvier 1998 par la Coordination nationale sur les lignes à haute tension.

5) Voir *Échanges d'électricité en Europe, le cas de la France*, mai 1996, rapport réalisé par l'INESTENE pour Greenpeace International.

6) Chiffres déduits des statistiques des douanes françaises.

7) *The cost of electricity in Western Europe*, Florentin Krause, IPSEP 1994, Traduction disponible à l'INESTENE (Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement).

SORTIR DU NUCLÉAIRE, C'EST POSSIBLE !

En 1997, l'électronucléaire a représenté 82 % de la production d'Electricité de France. Difficile de faire plus. Le choix nucléaire est érigé en raison d'État et la sortie du nucléaire paraît totalement improbable. La France en resterait assommée, à la merci de trente-six chandelles... À en croire EDF, le ticket français pour le nucléaire est un aller simple. Pourtant la sortie est possible. Et rapidement.

Poser le problème dans le bon sens

■ Sortir du nucléaire, ce n'est pas seulement produire autrement l'électricité fournie actuellement par les centrales atomiques. Avant de parler de production, il faut parler besoins (éclairage, transports, chauffage...) et voir comment on peut les satisfaire sans gaspillage.

■ Électricité ne veut pas dire énergie : officiellement l'électricité représente environ 40 % de la consommation énergétique nationale, ce qui attribue donc une part de 30 % à l'énergie nucléaire. Mais c'est un calcul français. Avec les critères internationaux (qui prennent en charge le bois consommé gratuitement par exemple), le nucléaire se situe en dessous de la barre des 20 %.

■ Il ne faut pas confondre production et consommation. La France exporte environ 15 % de sa production électrique, soit la production d'une dizaine de réacteurs nucléaires. Par ailleurs les producteurs sont eux-mêmes de gros consommateurs : l'enrichissement du combustible et le retraitement sont très gourmands.

■ Il est illusoire de parler d'indépendance énergétique : sa consommation de pétrole a augmenté depuis le lancement du programme nucléaire... et l'uranium est importé.

Les options techniques possibles

■ Certaines applications sont spécifiques de l'électricité (la plupart des appareils électroménagers, la bureautique...), d'autres ne le sont pas (le chauffage par exemple). La France continue à consommer énormément de pétrole pour les transports, de charbon pour le chauffage... Pour construire un scénario de sor-

tie du nucléaire, il faut mettre l'ensemble de ces aspects en parallèle. Ainsi, pour ne pas aggraver l'effet de serre, il faut faire des efforts dans d'autres domaines, les transports par exemple.

■ Des économies de consommation d'électricité importantes peuvent être obtenues dans l'habitat (en remplaçant le chauffage électrique par des systèmes plus efficaces et en développant les réseaux de chaleur). On peut obtenir également de très fortes réductions par la diffusion d'équipements économes (ampoules, réfrigérateurs...).

■ Les données officielles (coûts de référence 1997) font ressortir que les centrales combinées au gaz sont moins chères que le nucléaire. A court et moyen terme, une partie importante du parc nucléaire peut être remplacée par des centrales de ce type.

■ Les énergies renouvelables montent progressivement en puissance. Les éoliennes permettent déjà de produire une électricité relativement bon marché. À moyen terme, l'électricité photovoltaïque

(à partir de la lumière du soleil) augmentera sa part relative. Certaines énergies non nouvelles comme le bois pour la production de chaleur et même dans certains cas d'électricité est une option économiquement viable actuellement.

En combien de temps ?

La France pourrait certainement arrêter très rapidement son parc nucléaire. C'est ce qui pourrait se passer en cas d'accident. Les questions sont plutôt : qui va payer la facture ? Comment l'économie va-t-elle le supporter ? Quelles sont les conséquences sur les gaz à effet de serre ?

Les vues divergent sur ces différents problèmes. Certains (rapport Belbeoch) pensent que l'on peut sortir très rapidement (moins de 5 ans), d'autres (la commission énergie des Verts) estiment qu'il faudra lisser la décision sur plus de temps (25 ans). En fait, la décision est entre les mains des citoyens. La sortie sera d'autant plus rapide que leur pression sera forte.

Jean-Luc THIERRY, Greenpeace



LES CHAUDS ET FROIDS D'EDF

La promotion du chauffage électrique, menée avec vigueur depuis 1974 par EDF aboutit naturellement à une forte augmentation des consommations pendant les mois d'hiver.

Alors que toutes les compagnies d'électricité étrangères font en sorte d'éviter les pointes de consommation, EDF a dû construire des centrales pour répondre à cette demande saisonnière d'énergie.

La promotion du chauffage électrique aboutit à ce qu'un certain nombre de centrales sont en sous-régime une grande partie de l'année. Cette surcapacité de production se fait cruellement sentir en dehors

Du vent, du bois, du soleil...

"Comme c'est beau, l'avenir sans nucléaire..."

L'énergie bois

L'éolien

Le micro-hydraulique

Le solaire

ERF
Energies
Renouvelables
de France

Nous devons préserver la terre.

Le contenu en emploi dans les énergies renouvelables (investissements et fonctionnement induit) est de 3 à 10 fois plus important que les investissements réalisés dans les énergies fossiles ou le nucléaire.

Certaines filières comme le bois ou le solaire, ont des impacts économiques très décentralisés et au plus près des utilisateurs et du monde rural. C'est donc un atout majeur pour une politique équilibrée de l'aménagement du territoire.

Peu de travaux de recherche existent sur la pertinence économique des filières énergies renouvelables en France. De ce fait, ce sont d'autres pays de la Communauté Européenne que nous devons prendre comme référence.

Quelques exemples édifiants par filière :

Eolien : l'Allemagne a atteint une puissance installée de 2000 MW en 1997, le Danemark 1000 MW, l'Espagne 500 MW, la France... 18 MW seulement et prévoit au mieux 250 MW en 2005. À cette date, l'Allemagne vise entre 5 à 10 000 MW !

L'industrie éolienne emploie déjà 10 000 personnes en Allemagne et 10 000 au Danemark. Ce petit pays a fabriqué en 1996, 1360 éoliennes d'une puissance moyenne de 550 kW dont 80 % pour l'exportation et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

Bois énergie : en Autriche, pays 7 fois plus petit que la France, plus de

de la période de chauffage. Plutôt que de laisser les centrales à l'arrêt et de faire apparaître l'incohérence d'une politique de promotion du chauffage électrique, EDF cherche par tous les moyens à encourager les consommations en dehors des périodes de pointe. Différentes politiques ont été essayées comme la politique d'exportation des surplus de courant qui se négocient en dessous du prix de revient.

Dernière trouvaille : la climatisation

En été, il n'y a plus guère que la production d'eau chaude et l'industrie qui peuvent solliciter nos centrales. EDF cherche alors à nous faire croire que nous ne pouvons pas nous passer de climatiseur !

« Nous visons une croissance rapide. C'est l'axe numéro un de notre politique de vente » affirmait en juillet 1995, dans *Les Échos*, Bernard Monge, directeur du développement et de la stratégie commerciale d'EDF. La première priorité a été le tertiaire : la climatisation y représente plus de 20 % des besoins d'électricité dans ce secteur. Et Bernard Monge : « Si le succès se confirme dans le tertiaire, nous ferons porter ensuite nos efforts sur le secteur résidentiel. Nous espérons que les usagers, une fois habitués à la climatisation dans leurs bureaux, leurs magasins et leur voiture, la réclameront pour leur domicile. »

Tout ce talent et ce dynamisme commercial utilisés pour une chose si bête, quel



Publicité EDF, 1997-1998

gâchis ! Combien d'appartements, de commerces, de bureaux, d'hôtels sont-ils ainsi climatisés avec la complicité de professionnels seulement soucieux de diversifier leurs activités ?

et des emplois

25 000 chaudières bois ont été installées en 15 ans. En France, le plan bois énergie a permis en 3 ans, l'installation d'une cinquantaine de chaufferies !

Un développement à l'autrichienne pour notre pays entraînerait un investissement de plus de 3 milliards de francs par an et 10 000 emplois induits chaque année avec, à terme, dans 10 ans, plus de 10 000 emplois dans la filière approvisionnement. La filière bois énergie compte déjà aujourd'hui 25 000 emplois, soit presque autant que GDF : 35 000 emplois.

Solaire thermique : l'Autriche et l'Allemagne produisent chacun 150 à 200 000 m² de capteurs solaires par an contre moins de 5000 m² en France. Moins d'une maison neuve sur 1 000 est équipée de capteurs solaires en France, contre 25 pour 100 en Styrie (Autriche).

Un plan raisonnable pour le solaire thermique en France pourrait engendrer au bout de 5 ans, 2 milliards de francs d'investissements et 450 000 m² installés annuellement, soit 10 000 emplois pour la filière (fabrication et pose).

Solaire photovoltaïque : le livre blanc de la Communauté européenne recommande d'atteindre en 2010 l'objectif de 500 000 toits solaires en Europe.

L'Allemagne a réalisé un premier programme de 3000 toits en 1993. Le Japon a annoncé en 1994 un programme de 70 000 toits solaires pour l'an 2000, déjà réalisés à plus de 50 %.

Les États-Unis ont lancé un programme d'un million de toits solaires pour 2010.

En France, grâce à l'association *Phébus*, 60 installations étaient réalisées en 1996 et un programme de 150 nouvelles installations est en cours, cofinancées par l'Europe. *Photowatt*, fabricant de panneaux photovoltaïques et leader européen installé en Isère, est en pleine expansion : l'effectif de l'entreprise est passé de 100 personnes en 1995 à 400 pour fin 1998. Le chiffre d'affaire doublera entre 1997 et 1998.

Un plan de 10 000 toits solaires par an induirait 5 milliards de francs d'investissements, soit 2 000 à 3 000 emplois, et permettrait de faire baisser fortement les coûts de ces installations qui restent encore trop chères pour le particulier.

Micro-hydraulique : la filière représentait plus de 7000 emplois. Elle en a perdu 2500 durant les 5 dernières années, essentiellement du à l'absence de développement en France. La micro-hydraulique est depuis quelques années systématiquement écartée par l'administration avec la complicité d'EDF. Plusieurs milliers d'installations seraient envisageables dans des conditions de respect total des contraintes environnementales (débit réservé, passe à poissons, intégration au site...).

Henri DUPASSIEUX

Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables

Faire preuve de bon sens

Dans la grande majorité de cas, les problèmes de surchauffe estivale peuvent être traités simplement en agissant sur les causes que peuvent être la chaleur produite par l'éclairage, par certains appareils ou par le soleil. La mauvaise conception des bâtiments est souvent responsable des problèmes de surchauffe. Les toitures et les façades ouest vitrées, par exemple, qui n'apportent que peu d'énergie en hiver, mais beaucoup en été, sont courantes dans les bâtiments modernes.

L'absence de conscience énergétique des bâtisseurs fait que l'on construit d'abord et qu'ensuite on tente de régler les problèmes. EDF est là, avec la climatisation, pour apporter des solutions toutes faites. Des pays comme la Suisse imposent des ratios de consommation maximale d'électricité et incitent ainsi les maîtres d'œuvre à concevoir des bâtiments peu sensibles aux surchauffes ou faisant appel à des systèmes bien moins énergivores que la climatisation (protections solaires sur les façades, inertie du bâtiment, ventilation nocturne naturelle...).

On savait le nucléaire dangereux, le problème des déchets insurmontables. Maintenant, grâce à la climatisation, on découvre qu'il nous permet de construire en dépit du bon sens !

Rémy GENDRE
Alter Alsace Energies



1) Deux rapports dont celui de l'INESTENE, 1997 en font état.
2) Ces améliorations contre la surchauffe en été sont pour la plupart efficaces contre le froid en hiver.

LE NUCLÉAIRE FACE À L'OPINION PUBLIQUE

La baromètre annuel sur le nucléaire, géré par EDF, le CEA, la Cogéma et Framatome, indique que 67 % des 2250 personnes sondées entre le 20 et le 28 décembre 1997 estiment qu'« il ne faut pas construire de nouvelles centrales nucléaires mais continuer à faire fonctionner celles qui existent », 15 % estiment qu'« il faut arrêter les centrales » immédiatement et seulement 11 % qu'« il faut continuer à construire de nouvelles centrales ».

En mars 1994, un sondage EDF « quelle est selon vous l'énergie qu'il faudrait développer en priorité ? » donne 54 % pour le solaire, 14 % pour le gaz, 11 % pour la géothermie, 4 % pour le charbon, 4 % pour le nucléaire. Autant dire que, pour ces deux dernières énergies, seuls ceux qui y ont un intérêt financier en font la promotion.

À la suite de la manifestation tragique de Malville, en 1977, le président de la République Valéry Giscard d'Estaing affirmait : « Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés. » Il faut croire que les chiffres ci-dessus ne sont pas encore assez "profonds" car depuis vingt ans, jamais les choix énergétiques n'ont tenu compte de l'opinion publique : seul l'échec économique du nucléaire a provoqué l'arrêt actuel du programme (56 réacteurs construits contre 200 prévus initialement).

Les forces sont inégales : le budget communication d'EDF a atteint 2,5 milliards de francs pour la seule année 1997, pour un chiffre d'affaires global de près de 200 milliards de francs.

EDF reverse à son comité d'entreprise — géré par la CGT, ce qui explique son engouement pour le nucléaire — 2 milliards de francs par an... soit un budget proche de celui dévolu par le gouvernement à l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Ne parlons même pas des groupes antinucléaires : le budget annuel du Réseau "Sortir du nucléaire", la structure la plus importante, malgré le soutien de 200 associations, flirte seulement avec le million de francs !

Pourquoi ce qui se revendique comme un "service public" utilise-t-il la propagande contre la volonté d'une population ? Nos élus — que les taxes et subventions diverses aident à ranger dans le camps des pro-nucléaires — devraient essayer de répondre à cette question.

On ne peut finalement que s'étonner, dans ces circonstances, de voir que ce sont les antinucléaires qui arrivent le mieux à faire passer leur message. Pourquoi ? Peut-être simplement parce qu'ils disent la vérité ?

Michel BERNARD, *Silence*

Rejoignez le Réseau "Sortir du nucléaire"

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a pour vocation de réunir plusieurs milliers de personnes qui sont prêtes à exprimer d'une voix forte leur volonté d'une sortie du nucléaire. En nous rassemblant, nous pourrions peser afin de nous faire entendre des décideurs politiques, des responsables de l'industrie nucléaire et des médias. Notre objectif est clair : dynamiser par des campagnes concrètes, l'opposition au nucléaire en France afin que nos représentants politiques décident enfin de sortir notre pays du borbier nucléaire dans lequel il s'est empêtré depuis 25 ans.

Le Réseau "Sortir du nucléaire", association loi 1901 à but non lucratif, a été initié par un noyau d'une quinzaine d'associations qui se sont réunies régulièrement depuis 1996. En septembre 1997, ces associations ont élaboré une Charte d'objectifs communs pour "Sortir du nucléaire". Aujourd'hui, plus de 200 associations et plus de 2 000 individus à travers toute la France mais aussi dans plusieurs pays étrangers ont rejoint le Réseau.

Pour un avenir sans nucléaire, agissons ensemble !

Coupon réponse à retourner à : "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge F-69004 LYON

Nom/prénom :

Adresse complète :

- Je souhaite recevoir gratuitement le dépliant de présentation du Réseau (incluant la Charte)
- Je souhaite recevoir exemplaire(s) de ce 8 pages. Tarif (port compris) : 10 F l'unité, 50 F les 10 ex.
- Pour aider votre action, je fais un don de : 250 F 150 F 350 F Autre montant : F
- Je souhaite recevoir un reçu fiscal pour bénéficier d'une réduction d'impôt de 50 % du montant du don.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire" - CCP 11 170 66 A LYON

TRAINS ELECTRONIQUES

Actuellement, le système de freinage des trains se fait par pression dans une conduite d'air et il faut une vingtaine de secondes pour transmettre l'ordre de freinage

entre la locomotive et un wagon situé à 750 m. C'est donc la longueur maximale possible avec ce système car au-delà les wagons de queue pourraient provoquer un déraillement en poussant sur les wagons de tête. Un nouveau système de freinage électronique est

actuellement expérimenté par commande simultanée après un signal électronique : tous les wagons freinent alors en même temps et cela devrait permettre d'allonger considérablement les trains de marchandises et donc de diminuer le coût du transport par rail.

De tels trains circulent actuellement aux Etats-Unis et devraient arriver en Europe d'ici deux à trois ans... avec la nécessité de revoir le fonctionnement des gares de triage.

(source : *L'Usine nouvelle*, 12 mars 1998)

LE SCANDALE ENFLE...

Les résultats enfin communiqués par le ministère de l'Environnement le 3 avril dernier montre que sur 71 usines d'incinération d'une capacité de plus de 6 tonnes à l'heure, seules 6 répondent aux normes en vigueur. Les incinérateurs de Villejust (Essonne) et Maubeuge (Nord) rejettent des taux de dioxines mille fois supérieurs aux normes européennes ! Le ministère a demandé une étude sur les dioxines dans le lait dans un rayon de 3 km autour des quinze installations les plus polluantes. Le ministère n'exclut pas de devoir fermer ces installations, ce qui remettrait en cause la politique actuelle d'élimination des déchets ménagers. Le ministère estime que les incinérateurs sont responsables de 40 % des dioxines émises dans l'atmosphère, 40 % venant également de la sidérurgie et de la métallurgie et le reste de diverses industries. Il a donc annoncé une étude sur les autres sources d'émission.

Le CNIID, centre national d'information indépendante sur les déchets, a réagi en dénonçant la position attentiste du gouvernement. Alors que le CNIID demande instamment un moratoire sur le fonctionnement des incinérateurs et l'arrêt de la construction de nouvelles usines, France-Nature-Environnement, fédération des associations de protection de la nature, ne demande qu'une norme plus sévère. Dominique Voynet, lors de sa prise de fonction au ministère de l'environnement, avait annoncé son désir de réorienter la politique dans ce domaine en faisant la part belle à la réduction à la source des déchets, ce qui est évidemment la bonne solution. Denis Baupin, son directeur de cabinet, annonce, dans Verts-Contact du 11 avril, que "le ministère prépare pour l'automne une communication de Dominique Voynet qui permet-

INCINERATION - DIOXINES

tra de promouvoir la véritable solution : la diminution des déchets à la source". Six mois pour préparer du blabla sans aucune action concrète à la clé ! C'est là qu'on mesure le degré de liberté des Verts au sein du gouvernement.

Au niveau européen, d'ici la fin 1998, devraient entrer en vigueur de nouvelles normes plus strictes... et ce sont alors la totalité des incinérateurs actuels qui ne seront plus aux normes.

Pierre Emmanuel Neurhor pour le CNIID a rappelé utilement qu'"on assiste au même attentisme coupable que lors des débuts de l'affaire de l'amiante. Nous serons informés quand nous serons empoisonnés. Face au puissant lobby de la Lyonnaise et de la Générale des eaux, relayés par l'industrie, Voynet n'a aucune marge de manœuvre".

VACHES FOLLES

Après l'arrêt de trois incinérateurs dans le Nord et la découverte de taux de dioxine importants dans le lait des vaches, plusieurs éleveurs voisins de l'incinérateur d'Halluin, ont décidé l'abattage de leur troupeau. Pour maintenir l'élevage dans ces fermes, les vaches doivent rester à l'intérieur et manger du foin... cultivé à plus de dix kilomètres de l'incinérateur. La Communauté urbaine de Lille a débloqué sept millions de francs pour indemniser les agriculteurs, une première en France.

MAUBEUGE : ELEVES CONTAMINES

L'incinérateur de Maubeuge s'est avéré le deuxième plus polluant du pays... et il est construit à côté d'un ly-

cée et d'un collège. Les analyses ont montré des rejets mille fois supérieurs aux normes européennes. Les parents d'élèves et les associations locales demandent l'arrêt immédiat de cette usine. Une étude indépendante a été confiée à un bureau d'étude d'Orléans pour connaître la pollution au niveau des établissements scolaires. Si les résultats confirment les craintes, les responsables du collectif annoncent leur intention de porter plainte pour empoisonnement.

VINS CONTAMINES ?

L'incinérateur de Conques-sur-Orbiel, dans l'Aude pollue plus que les normes autorisées, mais le syndicat intercommunal ne peut faire les travaux de mise aux normes car la préfecture a décidé en 1994 de mettre en place une collecte sélective dans le département qui permettrait de diminuer le nombre d'incinérateurs... mais comme cela n'a pas été fait, l'incinérateur continue à brûler 950 kg d'ordures par heure rejetant dans son entourage cendres et suies toxiques. Le sujet est tabou : sous les vents dominants se trouvent des vignobles et les élus locaux n'ont qu'une peur : que l'on salsisse les vins en y découvrant de la dioxine.

AUCHAN CONTAMINE ?

L'incinérateur le plus polluant trouvé à ce jour est celui de Villejust, dans le Nord de l'Essonne, en pleine zone maraîchère. Celle-ci alimente entre autre un important magasin Auchan qui jusqu'alors annonçait vérifier la qualité des légumes... mais un responsable du magasin

a avoué que seuls les nitrates étaient vérifiés, pas les dioxines. L'absence de contrôle s'explique par son coût ; de 8000 à 10000 F par échantillon !

PREVENTION POSSIBLE

Le seul déchet qui ne pose pas de problème, c'est celui que l'on ne produit pas. Forte de cette sagesse, la commune de Dilbeek, en Belgique, a décidé en 1992 de favoriser la consigne des emballages pour diminuer la quantité de déchets. Avec succès : en cinq ans, elle est passée de 395 kg de déchets par an et par habitant à seulement 304 kg... alors que dans le même temps, les communes voisines passaient elles de 395 à 490 kg. C'est donc possible ! (source : *Tam-Tam*, mai 1998)

ASSIETTES ALTERNATIVES

Pour éviter les couverts jetables en plastique dans la restauration, une firme allemande vient de mettre sur le marché des assiettes réalisées à base de feuilles de palmier. Ces feuilles récoltées en Inde, sont pressées en forme d'assiette sous haute pression. Elles résistent ensuite à la chaleur et à l'eau pendant deux à trois heures. Elles sont ensuite compostables. Reste à trouver le même procédé avec des végétaux locaux. (source : *Natürlich*, mars 1998)

POTS BIODEGRADABLES

Selon une annonce faite en Allemagne, le groupe Danone envisage d'utiliser pour ses produits laitiers des emballages entièrement biodégradables. Ceux-ci seraient fait à partir d'acide lactique extrait de la betterave sucrière. Cela supprimerait une source de pollution importante : rien que pour l'Allemagne, cela représente 3,5 milliards de pots en plastique par an. (source *Ecologie XXI n°4*, novembre-décembre 1997)

Pour en savoir plus :
CNIID, 26, rue d'Annam, 75020 Paris,
tél : 01 43 58 68 65.

LAIT EN POUDRE ET EAUX MINÉRALES

Un million et demi d'enfants meurent chaque année parce qu'ils ne sont pas nourris adéquatement, faute d'allaitement maternel (1). Les multinationales produisant du lait en poudre "violent le code de manière systématique". Telles sont les conclusions d'une étude indépendante (2) menée l'an dernier sur l'application du "code international de commercialisation des substituts du lait maternel" signé en 1981 lors de l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

distribution gratuite de ces produits, même sous forme d'échantillon. Etats et firmes devaient désormais mentionner systématiquement la supériorité du lait maternel.

Mise en œuvre chancelante

Le lait en poudre a eu son heure de gloire : entre 1960 et 1980, les différentes multinationales assiégeaient hôpitaux et maternités ; leurs représentants de commerce vantaient en blouse blanche les bienfaits de

chargés de promouvoir la santé publique et ne commercialiser les substituts au lait maternel qu'en accord avec le code de l'OMS. L'IFM n'a pas organisé un système de contrôle permanent, car elle estime que cette tâche incombe aux gouvernements. Par contre, elle a établi une procédure de réclamation et d'investigation permettant à tout le monde de porter plainte devant elle pour violation du code de l'OMS. On l'aura compris, ce système reste à l'entière discrétion des firmes.

Les multinationales ont effectivement modifié leurs pratiques commerciales en abolissant dans certaines régions les publicités grand public pour le lait en poudre et en ciblant plus précautionneusement les centres de soins, mais elles n'ont jamais cessé totalement toute publicité favorisant le lait.

L'étude menée en 1996 par le groupe anglais IGBM, Interagency Group on Breastfeeding Monitoring (2), démontre que 32 sociétés commerciales dont Gerber, Milco, Nestlé, Nutrica et Wyeth en tête, violent le code de l'OMS. Menée en Afrique du Sud, au Bangladesh, en Pologne et en Thaïlande auprès de 800 futures ou jeunes mères et 120 agents de santé de chaque pays, l'étude prouve que l'industrie du lait en poudre continue de diffuser des tracts donnant une image négative de l'allaitement maternel. Elle n'a pas cessé de distribuer échantillons et boîtes de lait et envoi toujours ses représentants dans les maternités. Ainsi, en 1996, 18,6 % des mères (et futures mères) interrogées avaient reçu des informations donnant de l'allaitement maternel une image négative ; les données fluctuant entre 12,3 % pour la Thaïlande à 23,35 % pour la Pologne. De plus, les centres de soins sont toujours abreuvés d'informations violant le code de l'OMS.

Après avoir fait la promotion du lait en poudre, les multinationales continuent à contourner les lois en faisant la promotion des eaux minérales !

Issus des différentes campagnes menées dans les années 70 par plusieurs organisations non-gouvernementales européennes sur les méfaits du lait en poudre — on se souviendra, à cet égard du boycott de Nestlé, ainsi que de la publication par la Déclaration de Berne de l'étude anglaise "The Baby killer" qui lui valu un procès retentissant et une condamnation à 1 FS symbolique pour diffamation —, ce code (3) était destiné à promouvoir une nutrition saine et adéquate des nourrissons par la promotion et la protection de l'allaitement au sein. Par leur signature, Etats et industries s'engageaient à "moraliser" le comportement commercial des firmes productrices de lait en poudre. Ces dernières se voyaient notamment interdire toute publicité grand public en faveur des substituts au lait maternel et toute

leurs produits. La culture du biberon séduisait tant les mères que le personnel soignant. Pourtant, ce lait, conçu par Henri Nestlé, comme un aliment parfait pour le nourrisson, causait directement ou indirectement la mort de ceux qu'il était sensé protéger (voir encart). Pour stopper ces ravages naquit le projet d'un code pour contrôler la commercialisation du lait en poudre et pour promouvoir l'allaitement au sein.

L'adoption du code a fait peser une pression considérable sur les fabricants. Galectina, Gerber, Nestlé, Milupa, Wander et d'autres se sont rassemblés en groupe de pression, l'International association of Infant Food Manufacturers (IFM). Ses buts affichés : promouvoir l'allaitement maternel en collaboration avec les gouvernements, les agences intergouvernementales et d'autres organismes

(1) UNICEF et OMS, communiqué de presse de l'UNICEF, 14.1.96.

(2) "Cracking the code, monitoring the international Code of Marketing of Breast-milk Substitutes", Interagency Group on Breastfeeding Monitoring, London, January 1997.

(3) "Code international de commercialisation des substituts du lait maternel", conçu par l'OMS, l'UNICEF, un réseau d'ONG pour l'allaitement infantile et l'industrie, OMS/UNICEF 1991.

En réaction à cette étude, l'IFM a fait savoir qu'elle rejetait tout simplement les conclusions d'une recherche qu'elle juge "partiale tant dans sa conception que dans sa réalisation" (4). Selon elle, un bon contrôle doit être défini par toutes les parties et conduit sous l'égide des gouvernements. Dommage que l'IFM ait négligé de transmettre à l'IGBM ses commentaires sur le protocole de cette recherche, comme demandé.

Nestlé nie

Quant au groupe transnational Nestlé, il "n'est pas prêt à recevoir des reproches de groupes indépendants" et affirme respecter scrupuleusement le code de l'OMS. "Nous avons la conscience tranquille" dit son porte-parole Hans-Jörk Renk (5). Est-ce cette même conscience que l'entreprise a affichée en novembre 1997 dans une lettre adressée au ministre pakistanais de la santé pour protester contre l'introduction d'une loi portant sur l'allaitement infantile (qui reprenait le code de l'OMS) ? Ou celle qui guide sa nouvelles stratégie publicitaire ? En étant devenue leader mondial de l'eau en bouteille, elle peut désormais faire d'une pierre deux coups et afficher sur ses pubs des nourrissons, un biberon à la main, avec la mention : "faites attention à la qualité de son contenu (du biberon) nous recommandons une eau minérale pure. C'est bon pour les organes du bébé. C'est naturel" (6). Qui a parlé de lait en poudre ? Nestlé vend de l'eau en bouteille...

En Suisse, il suffit d'interroger quelques jeunes mères pour s'apercevoir que le code de 1981 est loin d'être respecté : elles continuent de recevoir gratuitement échantillons de



Allaitement maternel dans un hôpital de Bangkok (photo UNICEF/ Roger Lemoyne)

lait en poudre et autres substituts au lait maternel dès leur sortie de maternité ! Aucune loi fédérale ne régit l'allaitement maternel. Aujourd'hui, alors que l'OMS et l'UNICEF recommandent un allaitement des

nourrissons exclusivement au sein durant leurs 4 à 6 premiers mois, seul un tiers des nouveau-nés sont nourris selon ces prescriptions en Suisse (7). Au regard de la responsable UNICEF Suisse, chargée notamment de promouvoir les directives de l'UNICEF en la matière, "le code est relativement bien respecté. Les entreprises ont cessé depuis 1996 (sic) de distribuer gratuitement leur lait en poudre aux hôpitaux, et les tracts publicitaires et distributions gratuites d'échantillons ont pratiquement cessé". Il faut préciser que l'UNICEF Suisse travaille essentiellement sur le code suisse de 1994 (qui ne reprend que partiellement le code de l'OMS) et qu'elle privilégie beaucoup (trop ?) une approche pragmatique de dialogue avec les entreprises.

Le lait en poudre possède certaines qualités nutritives mais n'est utile que dans des cas (très rares) d'intolérance physiologique du nouveau-né, ainsi qu'en cas de décès de la mère. Dans tous les autres cas, le lait en poudre est déconseillé : il ne contient pas les anti-corps maternels protégeant l'enfant contre quantité d'infections ; une dilution excessive du lait dans l'eau (fréquente chez des familles pauvres) entraîne des problèmes de malnutrition ; des agressions microbiennes, virales et parasitaires peuvent être véhiculée par l'eau, mal purifiée faute de combustibles pour la faire bouillir suffisamment. Ces facteurs causent encore aujourd'hui la mort de près d'un million et demi d'enfants chaque année.

(4) IFM, communiqué de presse du 7.1.97 et IGBM, communiqué de presse du 8.1.97.

(5) ATIS, 9.1.97 et "How the baby food industry is orchestrating the attack on cracking the code", Baby Milk Action Briefing Paper, september 1997.

(6) In Campaign for ethical marketing, Baby Milk Action, october 1997.

(7) Le pourcentage des femmes allaitant exclusivement au sein durant au moins quatre mois n'a cessé de décliner depuis 30 ans pour atteindre aujourd'hui 35 % au niveau mondial et 44 % dans les pays en développement.

(8) UNICEF, informa-



Symbole interdisant le lait en poudre et la nourriture par biberon à l'entrée d'une maternité de Thaïlande (photo UNICEF/Roger Lemoyne)

Une politique globale s'impose...

Dix-sept ans après son adoption, l'expérience montre que ce code, dont le système de contrôle n'incombe qu'à l'industrie n'est en aucun cas suffisant pour promouvoir l'allaitement au sein. Il doit impérativement être complété par un système de contrôle indépendant. Mais gouvernements et organisations internationales doivent également assumer

leur responsabilité. Si le code signé en 1981 imposait un changement radical des pratiques commerciales des entreprises, il demandait aussi aux Etats d'assurer aux mères une information consistante et objective sur l'alimentation infantile.

En réponse au dossier d'IGBM, l'UNICEF (8) appelle les gouvernements et les entreprises à produire un rapport détaillé du respect du code de l'OMS et demande aux ONG de continuer à veiller à son respect. Si l'IGBM s'est empressé de remettre l'ouvrage sur le métier en étendant ses recherches à une nouvelle palette d'Etats, les entreprises qui, à travers l'IFM, ne cessent de clamer leur volonté de coopérer avec les instances internationales, n'ont pas réagi à cet appel. Seul Nestlé semble avoir pris contact avec l'UNICEF. Vu leurs conceptions divergentes quant à l'interprétation du code de l'OMS, les discussions entre l'entreprise veveysanne et l'UNICEF n'ont pour l'instant pas porté de fruits.

Et les Etats ?

Depuis de nombreuses années, l'OMS et l'UNICEF invitent également les Etats à réglementer les pratiques commerciales des industries alimentaires infantiles et à adopter une

politique globale en faveur de l'allaitement maternel, comprenant notamment soutiens et conseils aux mères. Si certains pays ont effectivement établi des lois ou des directives reprenant plus ou moins strictement les dispositions du code de l'OMS, une politique globale manque encore. L'exemple chilien démontre pourtant qu'en dix ans (1986-1996), une telle politique a fait passer de 4 % à 40 % le nombre de nourrissons allaités au sein durant leurs six premiers mois. Pour promouvoir cette politique, l'OMS et l'UNICEF ont créé en 1991 le label "hôpitaux amis des bébés" (9). Il est attribué à tout hôpital respectant une dizaine de conditions. En Suisse, 16 hôpitaux — surtout alémaniques — sont actuellement "amis des bébés".

Près de trente ans après les premières sonnettes d'alarmes tirées par les ONG, le nombre de femmes allaitant au sein ne cesse de diminuer (7). Même si les systèmes proposés peuvent encore être améliorés, seule une prise de conscience et une véritable volonté d'agir en faveur des nourrissons pourra inverser cette tendance.

Lara CATALDI

Article repris de "Solidaire", numéro de mars 1998. Revue de l'ONG "Déclaration de Berne" (Suisse).

tion, 14.1.97.
(9) Initiative Hôpital Ami des Bébé, IHAB, disponible sur le web : perso.wanadoo.fr/ipa/HAB.HTML ou voir "Ces biberons qui tuent", Claire Brisset, Le Monde Diplomatique, décembre 1997.

PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

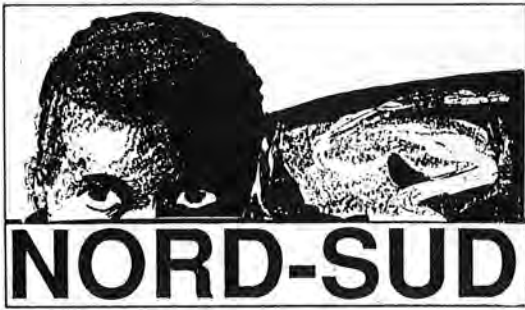
Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire : L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

Rédaction :
Michel Bernard
J.M. Fardeau
et B. Delpuech.

Bon de commande
page 39.





NORD-SUD

CONGO : NOUVELLE DICTATURE

Mobutu a peine enterré, Désiré Kabila assoit sa dictature et pour bien marquer son territoire, il a embauché Dominique Sakombi comme chargé de sa communication. Ce même personnage était auparavant le chargé de communication de... Mobutu. Ça c'est un vralé révolution : un cercle complet avec retour à la case départ ! (source : *Courrier International*, 19 mars 1998)

RWANDA : PEINES DE MORT

Le processus de réconciliation mis en place en Afrique du Sud n'a pas fait école au Rwanda. Qu'on en juge. Le 24 avril dernier, devant cent mille spectateurs, quatre des vingt-deux condamnés à mort jugés à Kigali, ont été passés par les armes. Selon le nouveau gouvernement, ces exécutions ont été voulues publiques pour leur "caractère pédagogique". Lamentable.

MAURITANIE : ESCLAVAGE

Onze militants des droits de la personne ont été arrêtés, début février en Mauritanie pour avoir dénoncé sur *France 3* la discrimination et l'esclavage des Noirs qui subsiste dans le pays. Quatre d'entre eux, dont Cheik Saïd Bouh Kamara, sociologue et président de l'association mauritanienne des droits de l'homme, ont été condamnés chacun à un an et un mois de prison ferme pour "appartenance à une organisation non autorisée" et pour "faux, usage de faux et escroquerie" pour Boubacar Oul Messaoud, président de SOS esclavages. Début avril, ils ont été graciés par le président mauritanien suite aux pressions de nombreuses as-

sociations de défense des droits de la personne. Contact : *Agir ensemble pour les droits de l'Homme*, 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 24 99.

BOTSWANA : TOURISME DE LUXE ET BUSHMEN

Les Bushmen, rendus célèbres par le film "les dieux sont tombés sur la tête" sont aujourd'hui menacés de déplacement forcé par le gouvernement du Botswana qui trouve qu'ils ne font pas bien au milieu des immenses territoires réservés à la protection de la nature et destinés en fait à une exploitation touristique de luxe. Survival international a lancé une campagne pour demander que l'on préserve la faune et les habitants de la région et que le gouvernement abandon-

ne l'idée des déplacements. On peut en savoir plus auprès de : *Survival*, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

ALGERIE : UN LIVRE, UNE VIE

"Un livre, une vie" est une association qui a pour projet de créer une bibliothèque dans la commune de Tizirif, en Algérie. Elle concernera les établissements scolaires et l'ensemble de la population. Toutes sortes de livres sont recherchés (scolaires, romans, essais...) ainsi que des abonnements à des revues. Des jumelages d'écoles sont prévus avec la France ainsi qu'une formation des animateurs du lieu. Ils cherchent des partenaires pour collecter des livres, mais également du matériel informatique, etc. Pour en savoir plus : *Un livre, une vie c/o Fédération des Œuvres laïques*, rue Claude Bernard, 21000 Dijon.

PARIS-DAKAR : NOUVELLE CONTESTATION

Le syndicat Sud-Education a lancé depuis décembre dernier une pétition pour la suppression de ce jouet de

riches qu'est le Paris-Dakar. La revue Alternatives Africaines vient de publier un dossier qui réactualise la question et qui lance un appel à créer des groupes aujourd'hui pour être capable de mener des actions avant le prochain raid (début janvier). Pour en savoir plus : • Pétition : *Sud-Education* 63, 2 bis, rue du Clos-Perret, 63100 Clermont. • Dossier Alternatives Africaines, n°23, 25 F port compris, à commander à : *Alternatives Africaines*, 180, avenue Henri-Ravera, boîte 8, 92220 Bagneux, tél : 01 40 84 92 31.

SEMAILLES

Semailles est une lettre d'information de la campagne animée par Oxfam Solidarité pour la souveraineté alimentaire. Cette campagne, centrée sur le libre accès aux semences pour les producteurs du Sud, est née en 1997. Elle est menée en collaboration avec Magasins du Monde, Artisans du Monde et de nombreuses autres organisations de solidarité internationale. Semailles est éditée en plusieurs langues et s'adresse à toutes les organisations et personnes impliquées ou intéressées par cette campagne. Elle dénonce le brevetage du vivant, les tentatives de contrôle des semences par le transgénique... On peut obtenir le premier numéro gratuitement en écrivant à *Oxfam Solidarité*, rue du Conseil 39, B 1050 Bruxelles, tél : 32 2 512 99 90.

RHONE : FESTIVAL DES PREMIERES NATIONS

Les associations ICRA (défense des droits des peuples indigènes), Tisser la Paix (échanges scolaires avec les peuples indigènes), AFAL (association France Amérique latine) organisent jusqu'au 16 juin le 2ème festival des premières nations avec la présence de 80 enfants et adultes nomades de Mongolie et amérindiens Mapuche du Chili. Ils seront le 5 juin à 20 h à la maison du peuple de Pierre-Bénite, le 10 juin à 20 h au gymnase M. Herzog d'Oullins, le 11 juin à 20 h à la Salle Rameau de Lyon, le 14 juin à 15 h au CCO de Villeurbanne.

Renseignements : ICRA, 04 78 28 97 71, AFAL 04 78 84 57 70.

RWANDA : ROLE DE LA FRANCE

Le tribunal international n'en finit plus de recueillir des témoignages qui mettent en cause le rôle de la France. Extrait du témoignage d'Yvonne Galinier-Mutimura, Rwandaise rescapée, mariée à un ancien coopérant français : "En février 1993 (un an avant le génocide)

sur les barrages près de Kigali, il y avait le drapeau français et le drapeau rwandais. Les militaires français contrôlaient les papiers, regardaient l'ethnie (...) Sur la barrière de Nyacyonga, à Kabuye, c'était scandaleux, parfois ils étaient plus d'une dizaine, en train de boire des bières. Ils étaient saouls tout le temps. Il y avait des filles qui étaient violées par des militaires français. (...) A côté de l'aéroport de Kigali, à Kanombe, un endroit qui s'appelle Nyarugunga, il y avait un camp d'entraînement des extrémistes hutus (...) C'était ouvert, comme un grand terrain de foot, on voyait que c'était des Français qui entraînaient les miliciens. Ils avaient des uniformes kaki avec des bérets rouges" (source : *Billets d'Afrique*, avril 1998)





BURKINA : PAG-LA-YIRI

Au début des années 70, les femmes de Zabré vivent sous la coupe des hommes et pour essayer d'avoir un peu d'argent à elles, font de longues marches de nuit pour aller acheter de la cola au Ghana qu'elles revendaient de manière illégale pour un maigre profit. En 1975, cinq femmes font le projet de créer une tontine pour essayer d'avoir quelques économies. Elles cotisent au début 10 F CFA par semaine (soit 10 centimes français). C'est peu, mais cela permet déjà quelques achats quand vient son tour de toucher la tontine. D'autres femmes les rejoignent jusqu'à être plus de quatre-vingt. Avec l'argent, chacune a commencé par s'acheter une robe, toutes semblables.

Puis elles ont décidé de créer une association et *Pag-la-yiri* est née après deux jours de fêtes. *Pag-la-yiri* signifie "la femme, c'est le foyer" et elles affirment alors que l'homme peut être riche à milliards, cela n'assure en rien la bonne tenue d'une maison, d'une famille, de l'autosuffisance alimentaire. L'association emprunte de quoi acheter des semences d'arachides et sème 1,25 hectare. De la récolte, deux sacs sont gardés pour la semence, une partie sert à rembourser le crédit, le reste est vendu et l'argent sert à créer une caisse. Progressivement, l'association aide d'autres groupes à faire de même. En 1989, l'association est officiellement reconnue par le gouvernement. Elle subit d'abord les réticences des hommes les obligeant à se réunir clandestinement la nuit, mais ceux-ci vont progressivement changer d'opinion en voyant les bons résultats de l'association. Vingt ans après, l'association compte onze mille membres dont un petit millier d'hommes, est présente dans deux cents villages dans trois provinces du Sud-Est et du Nord du Burkina Faso. Aucun poste clé n'est occupé par un homme.

Au départ, la plupart des femmes étaient analphabètes. La possibilité de parler entre elles leur a fait prendre conscience qu'elles représentaient la moitié de la population et donc aussi la moitié de l'économie. Elles ont mis en place des formations et plus de sept mille femmes ont appris à lire et à écrire. L'association a créé une coopérative d'épargne qui compte aujourd'hui plus de 1000 membres. Cette coopérative ne prête qu'aux femmes.

Au niveau agricole, elle gère des champs collectifs, procède à des reboisements, crée et entretient des diguettes de retenue d'eau, fait du maraîchage, transforme des produits (jus de fruits, confiture de mangue, farine de céréales...). Elle produit aussi des savons à l'huile de neem et au beurre de karité. Elle a ouvert des cellules de santé communautaire qui sensibilisent au planning familial, à la protection contre le Sida et luttent contre l'excision des femmes. Elle gère des pharmacies villageoises.

Au niveau éducation, elle a déjà ouvert une école pour filles et a défini un plan pour en ouvrir d'autres. Elle a créé des puits dans les villages pour éviter les longues marches des femmes.

Aujourd'hui, les hommes sont fiers de la réussite de leurs femmes. Ils participent de plus en plus nombreux aux travaux et encouragent même leurs fils à aider leurs mères. L'une des fondatrices, Monique Kaboré, estime que si l'association a si bien marché, c'est parce qu'au départ, elle n'avait absolument aucune aide, ce qui a obligé à développer d'abord l'entraide.

Contact : *Pag-la-yiri*, Zabré, province du Boulgou, Burkina Faso. (Source (excellente) : *Palabres* n°2, *Le Monde selon les Femmes*, *Quai du commerce* 9, B 1000 Bruxelles, tél : 32 2 250 12 62)

USA : HARCELEMENT SEXUEL

En 1997, 15 889 plaintes pour harcèlement sexuel ont été enregistrées aux USA, soit un doublement depuis 1991. A noter que 12 % des plaintes sont issues d'hommes. (AFP 14 mars 1998)

IRAN : FEMMES BAFOUÉES

Une femme iranienne ne peut épouser un non-musulman. Elle ne peut épouser un étranger qu'avec l'autorisation de l'Etat. Elle doit résider dans la maison de son mari. Elle ne peut voyager à l'intérieur du pays ou à l'extérieur du pays qu'avec l'autorisation de son mari. Deux femmes qui ne sont pas parentes ne peuvent coucher dans le même lit au risque d'être accusées d'homosexualité, ce qui est punissable de 100 coups de fouets. Dans l'enseignement, sur 431 disciplines universitaires, 308 sont exclusivement masculines. Les codes civils les considèrent comme des malades mentales ou des individus inférieurs. Ali Samad Pouri Javid vient d'écrire un livre sur la politique mi-

soyenne de l'Iran que l'on peut se procurer auprès de : *Centre culturel belgo-iranien de recherche et d'échange*, rue du *Conseil* 37, B 1050 Bruxelles.

COUPE DU MONDE DES FOOTBALLEURS

Peut-être ne l'avez-vous pas remarqué, mais il n'y a que des mecs qui jouent au foot pendant la coupe du monde. Et non seulement, il y aura peu de femmes pour les applaudir, mais le responsable de l'hôtel breton où doivent descendre les sportifs de l'Arabie Saoudite a pris la décision de d'offrir des congés à toutes ses salariées pour éviter de choquer ces remarquables amoureux de la condition féminine.

DIPLOMEES

Dans l'enseignement supérieur, on compte aujourd'hui, dans les pays européens, plus de femmes que d'hommes : en moyenne 110 femmes — pour 100 hommes. L'écart est important selon les pays, cela va de 170 femmes au Portugal à seulement 83 en Allemagne. (source : *Commission de Bruxelles*)

ANNONCES

EMPLOI-OFFRE

- Cherche homme, minimum 40 ans, ayant la compétence, l'enthousiasme d'accompagner des jeunes et de leur enseigner diverses activités : travaux de rénovations, jardinage, verger, prairie, bois de chauffage, suivi scolaire, dans une association qui gère un projet de lieu de vie, d'accueil de groupe, et de recherches alternatives. De préférence dégagé d'obligations familiales. Renseignements : 04 79 54 55 56 de 9 h à 12 h.

RECHERCHE

- Alain Arcillon, 62, rue du Génie, 13003 Marseille, cherche en prêt ou en achat le livre d'Unabomber.
- Cherche adresses de fabricants de vélos mus à l'énergie solaire (en France ou à l'étranger). Guy Barthélemy, Relais Dugour, 64270 Ramous, tél : 05 59 65 20 71.
- Cherchons contacts pour accueillir jeune fille (18 ans mini) irlandaise ou écossaise, au mois de juillet en échange de quelques heures de garde d'enfant par jour et dans le but d'échanges culturels. Th. Cloteau et M. Girard, L'Ermitage, 53600 Sainte-Gemmes-le-Robert, tél : 02 43 80 63 02.
- Ayant vu en Arizona un prototype de dôme construit avec des vieux journaux malaxés dans une bétonnière avec du mortier, je recherche quelque chose de similaire avec du carton, ressource gratuite et abondante. Qui a des idées ? Auréa Aharonian, Petit Mas d'Assas, Chemin des Canaux, 30900 Nîmes.
- Cherche personnes avec qui visiter les lieux sacrés de guérison que sont les sources d'eau chaude. Cherche également un éco-village où vivre avec mon fils de 3 ans autour des valeurs bio-végétarisme, partage, naturisme, permaculture, simplicité, abondance dans une région au climat doux, pas trop isolé, dans paysages inspirants. Auréa Aharonian, Petit Mas d'Assas, Chemin des Canaux, 30900 Nîmes.
- J'effectue des teintures végétales sur le mohair que je produis avec mon élevage de chèvres angora. Je cherche de la cochenille et de l'indigo. Qui peut m'en fournir ? Monique Simon, La Bertaudière, 79800 La Mothe Saint-Heray, tél : 05 49 32 84 00.
- Cherche des informations sur la fabrication de briques de chauffage à partir de sciure de bois. Claude Renders, Le petit Aslon, 36220 Lingé.
- Boulanger bio cherche emploi ou personnes intéressées pour association ou création d'une boulangerie bio en milieu rural dans les départements 01, 73, 74, 69 ou 31, 32, 65. Principes "silence". Etude toutes propositions. Appeler au 04 50 40 11 93 ou écrire à Bernard Bouchy, 46, avenue du Jura, 01210 Ferney-Voltaire.
- Notre petite communauté vit dans une ferme biologique (25 ha) au sud de l'Aveyron, du



QUEBEC : REVOLTE CONTRE LA FAIM

Le 3 décembre dernier, une bonne centaine de manifestants contre la pauvreté et la faim décident d'investir un grand restaurant pour en confisquer la nourriture et la redistribuer à l'extérieur. La police intervient rapidement et 108 personnes sont arrêtées et seront maintenues en détention entre 13 et 20 heures. C'est l'une des plus grosses interventions de la police de l'histoire du Québec. Une quarantaine de personnes, surtout des étudiants, sont accusées de vols, méfait, complot, incitation à commettre un acte criminel et voie de fait. Quatre sont remis en liberté

dans des conditions de contrôle extrêmement sévères. De nombreuses associations de tous bords ont apporté leur soutien à ces 108 personnes demandant au gouvernement l'abandon des poursuites, une politique sociale qui ne laisse personne souffrir de la faim, le respect du droit de protester et de s'organiser contre la misère. (source : Centre de Ressources non-violentes de Montréal, janvier 1998)

AGRICULTURE : SUBVENTIONS POUR LES RICHES

Quel est l'exploitant agricole qui a touché le plus de subventions de la part de l'Europe en 1997 ? C'est le Prince

Rainier de Monaco, propriétaire d'une exploitation agricole de 700 hectares à Marchais dans l'Alsace. Il a touché environ 1,5 million de francs ! Il en avait sûrement bien besoin, le pauvre ! Deux cent personnes se sont retrouvées le 28 mars devant les grilles de la propriété pour dénoncer ces primes aux riches. La manifestation était organisée par le collectif contre la PAC folle (PAC : politique agricole commune européenne), lequel est animé entre autre par la Confédération paysanne. Les manifestants — surveillés par un hélicoptère — ont dénoncé la politique agricole actuelle qui fait que les 4500 plus gros céréaliers touchent en moyenne 750 000 F d'aides chacun alors que 40 % des paysans vivent avec moins que le SMIC. Le collectif demande que les aides soient liées aux revenus et non à la production.

Pour en savoir plus : Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs, 62, rue Blanche, 75009 Paris, tél : 01 42 80 20 29.

SANS-PAPIERS : PARRAINAGES

Lors des opérations contre les immigrés à la fin des années 70, menées par le gou-

vernement Barre de l'époque, le MRAP mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, avait organisé des opérations de parrainage d'immigrés : un "bon français" se liant d'amitié avec un immigré pour l'accompagner dans ses démarches administratives. On aurait pu croire qu'aujourd'hui avec un gouvernement de "gauche plurielle", ce genre d'initiative n'ait plus lieu d'être. Mais avec le refus de régularisation de nombreux sans-papiers, maintenant fichés, la question revient d'actualité et plusieurs mouvements politiques (Les Verts, la FSU, le MRAP...) ont relancé une campagne de parrainages. Un dossier sur la méthode à suivre est disponible auprès de Christophe Porquier, les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.

VACANCES POUR LES CHOMEURS

Un groupe de chômeurs de Lyon s'est interrogé sur les possibles solidarités entre ceux qui ont la chance d'avoir un lieu de vacances et ceux qui n'en ont pas. Un groupe s'est constitué au sein d'AC ! pour recenser les propositions d'hébergement et les conditions de celui-ci. Si vous disposez d'un lieu où l'on peut camper, d'une résidence qui ne sert pas pendant de longs mois de l'année, vous pouvez prendre contact avec : Vacances pour les chômeurs, AC 1, BP8028, 69352 Lyon cédex 08.

METZ : QUELLE AGRICULTURE POUR DEMAIN ?

La révision de la politique agricole commune montre bien les impasses dans lesquelles s'est engouffrée l'agriculture actuelle. La solution, pour certains, passe par le recours immédiat aux biotechnologies et aux transgéniques. L'Institut Européen d'Ecologie, dirigé par Jean-Marie Pelt, et la revue Science Frontières organisent les 11 et 12 juin prochains à Metz, deux jours de débats sur le thème "quelle agriculture pour demain". Invités annoncés : Jean-Pierre Coffe (journaliste, écrivain), Philippe Desbrosses (agrobiologiste), Olivier Mugler (Biocoop), Claude Bourguignon (chercheur, écrivain), Lyllan Le Goff (Eaux et Rivières de Bretagne), André Pochon (agriculteur), etc.

Programme complet : Institut Européen d'Ecologie, 1, rue des Récollets, 57000 Metz, tél : 03 87 75 41 14.

marâchage et de l'élevage de 25 chèvres. On vient de créer une association RAPEL qui a pour but la promotion de l'écologie et du respect de l'environnement, de l'agriculture biologique, et de la convivialité libertaire. Elle propose des stages et l'accueil à la ferme et éventuellement des réunions, fêtes, conférences... On cherche un chevrier qui voudrait prendre la responsabilité du troupeau de chèvres. Ecoutez toute proposition : James Bouniols, 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 99 00 11.

- Amie de la Nature, dynamique et sérieuse, recherche partenariales pour produits bio et artisanat divers, pour échanger en direct des produits à des prix compétitifs et pour tenter de rétablir le principe "liberté, égalité, fraternité". Faire offres à Monique Ezat-Chotard, 8, chemin des Frenillures, tél : 01 34 84 55 50.
- Cherche un enregistrement vidéo du film "1984" tiré du roman d'Orwell. Eric, 01 48 40 67 03.

VENDE / LOUER

- L'association Artis Facta vide son atelier situé à Bessèges dans le Gard (30 km d'Alès). Elle revend le matériel de sérigraphie suivant : un banc repro agfa type Repromaster 2001 manuel, une table de tirage avec aspiration format écran 140 x 150, une charnière Triplette et Renaud format 120, des écrans bois (2 x 48 x 48, 5 x 70 x 90, 2 x 70 x 100, 2 x 92 x 112, 4 92 x 132) des écrans alu (1 x 86 x 106, 2 x 70 x 100) + quelques racles de tirage et d'enduction.

Prix intéressant. Contacter le 04 66 26 31 56.

- A louer, dans village Haute-Loire, 300 habitants, à partir de l'automne, logementoyer conventionné (conditions de ressources) refait neuf dans ferme ancienne : salon + 3 chambres + cuisine, enfants souhaités pour garantir la survie de l'école. J. M. Vedrenne, le Bourg, 43580 Monistrol d'Allier, tél : 04 71 57 24 48.
- Cherchons locaux pour ancienne ferme à Marcenod (Monts du Lyonnais), de sept 1998 à avril 2000, cause départ à l'étranger. Tout confort, potager, pré. Meublée ou non. Loyer rhodéré à négocier. Tél : 04 77 20 72 67.

VACANCES

- Au sein du village d'Eourres (voir Silence n°229), l'association Apprécier propose un séjour pour des enfants de 5 à 12 ans, du 16 au 30 juillet 1998. Séjour à la semaine, 15 enfants maximum, bons CAF acceptés, 150 F par jour. Encadrement : une institutrice d'école Montessori, un père ayant une formation Montessori, une animatrice théâtre, une animatrice méthode Gordon. Activités : découverte nature, randonnées, jeux en forêt, peintures, collages, écoute, recherche de traces, expression de la créativité, chant, théâtre, danse, cabanes, gestion par les enfants de la vie quotidienne : élaboration des menus (en bio), de la sécurité, de la confiance, du rythme, de la propreté, ges-

tion des conflits et dialogue, ambiance familiale et conviviale. Renseignements et inscriptions : Ass. Apprécier, Iris Simonet, 26560 Eoures, tél : 04 92 65 14 13.

RENCONTRES

- Réf 232.01 Jeune homme, 28 ans, ayant comme pied à terre (avec deux copains) ancienne ferme sans électricité, voudrait faire revivre le lieu (jardin, chèvres...) avec compagne adepte du calme et de la vie simple. Toute personne de passage (dans la Drôme) étant la bienvenue. Ecrire au journal qui transmettra.

- Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.
- Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.
- Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

EST-CE AINSI QUE LES HOMMES VIVENT ?

Dans les années 1970, dans une institution très représentative de l'esprit français ouverte à un nombreux public, régnait une pollution d'amiante telle que les fibres libérées couvraient d'une neige épaisse les recoins négligés par les sacrifiés maniant aspirateurs et balais.

L'amiante en liberté dans l'entreprise, nos trublions ont ajouté la création du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (dont ils ont, aussitôt, été exclus par Le Syndicat) ; quelques actions de défense des personnels et, dans leur domaine d'activité, une défense ferme de l'intérêt de l'entreprise, de l'intérêt gé-

l'action contre la pollution d'amiante pour couvrir une punition professionnelle n'est qu'un aveu partiel avancé pour masquer une réalité moins ragoûtante encore.

Que croyez-vous qu'il arrivait aux créateurs de la pollution, à ceux qui ont fait durer l'exposition au danger en contestant les avertissements et en s'opposant aux travaux, à ceux qui ont réussi l'exploit de réactiver une pollution jugulée, à ceux aussi dont les erreurs et l'entêtement ont pesé lourd dans la conduite de l'entreprise et dans les finances publiques ? Eh bien, il ne leur manque rien ; pas une promotion, pas une prime, pas une félicitation du jury. Ils sont aux postes de commande.

Y a-t-il un handicap typiquement français ? D'une plus grande difficulté à vivre, peut-on faire la stimulation d'un sursaut salvateur ?

(1) Le salaire des "dépollueurs" est de plus de 35% inférieur à celui de leurs collègues de fonctions et ancienneté équivalentes. A cela, il faut ajouter de multiples pressions, manoeuvres d'isolement et tentatives d'intimidation, en particulier, une invraisemblable succession d'études d'emploi et d'interrogations saugrenues. L'ensemble constitue un "mobbing", un harcèlement psychologique. Heinz Leymann: "Mobbing, la persécution sur le lieu de travail", Ed. Seuil.
(2) Principe de Peter: "Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence". (Ed. Le Livre de Poche).
Principe de Dilbert: "Les employés les plus incompétents sont systématiquement promus aux postes où ils se révèlent les moins dangereux: l'encadrement". (Ed. First).

En dix-neuf années d'information, ponctuées de moult rebondissements, un employé a obtenu que soient réalisés tous les travaux nécessaires pour réduire la pollution. Des centaines de ses collègues et, déjà, sans compter l'environnement urbain, près de quatre millions de visiteurs ont bénéficié, depuis 1980, des résultats de cette action. Pour prix de leurs efforts, l'employé dépollueur et les quelques collègues qui eurent le front de soutenir son travail ont été mis au placard (1).

L'histoire semble simple : un personnel fait pression jusqu'à l'obtention de la réduction d'un risque majeur. Il est inquiet, persécuté et enfoncé au trente-sixième dessous par une hiérarchie qui a pu être influencée par le tristement célèbre Comité Permanent Amiante, le lobby des marchands de mort qui n'oublia pas de dépêcher quelques émissaires... Trop simple cependant. Car, au remue-ménage autour de

néral et des deniers publics quand ceux-ci se sont trouvés plusieurs fois menacés. Mais, pour comble, du fait de la malencontreuse conjonction des principes de Peter et de Dilbert (2), les actions professionnelles les plus logiques et les plus utiles ont été très mal perçues dans les étages supérieurs, aussi mal que le travail sur l'amiante. L'énergie déployée a-t-elle fait peur à l'encadrement qui l'aurait interprétée comme la manifestation d'une ambition concurrente? Des bruits insistants l'ont insinué. D'étranges relations avec des entreprises extérieures indécates ont-elles été contrariées ? Quelques paroles imprudentes semblent le trahir. La part de gâteau économisée sur les salaires des employés-citoyens a-t-elle été redistribuée entre les privilégiés du service qui, pour le devenir, ont tous soigneusement évité de se mêler de quoi que ce soit? On peut se croire autorisé à le penser. En tout cas, le prétexte déjà incroyable de

Des hiérarchies d'incompétence

Je connais très bien le principal acteur de cette histoire. Je connais tout aussi bien celui qui a été viré comme un malpropre d'un institut d'études sur le mouvement coopératif pour avoir proposé que les coopératives agricoles et les coopératives de consommation coopèrent pour produire et distribuer des produits bio. C'était en 1971. Vingt-cinq ans plus tard, des capitalistes très éloignés de l'idéal coopératif achètent des fermes converties à la bio pour garnir des consoles de supermarchés pas écologiques du tout !

Je connais tout autant le type assez tôt conscient de l'évolution catastrophique des problèmes sociaux et écologiques qui s'est démené comme un beau diable avec d'autres joyeux rebelles de plus en plus nombreux, donnant ensemble naissance au mouvement écologiste

en France. Tout aussi tôt, il a dénoncé les arrivistes et les manipulateurs en mission qui risquaient de tout faire capoter. Mais la plupart des militants s'étant amourachés des leurres de l'électoratisme et de la verroterie politicienne qui leur étaient si obligamment proposés, notre homme a été exclu et censuré totalement pendant plus de dix ans par ses propres "amis" de la veille en idées et en actions. L'ostracisme ne s'est relâché que quand quelques-uns ont commencé à se demander s'ils ne s'étaient pas fourvoyés et, surtout, que d'autres, plus frais, ont trouvé un peu bizarre ce mouvement écolo devenu si immobile et si conforme aux antiquités politiciennes.

Beaucoup plus que du fait de directions ignorantes, instables et lointaines, les employés-citoyens de la première aventure ont été victimes de leurs chers collègues. L'employé de l'institut coopératif a été jeté par des gens "pénétrés de culture sociale et progressiste". C'est un peu pareil avec le mouvement écologiste et toute la mouvance alternative. Aux Etats-Unis, c'est le syndicat des dominateurs-exploiteurs-destructeurs qui, par FBI interposé, a saboté la Nouvelle Gauche (3). Ici, c'est plus original, la réaction n'a pas eu besoin de se donner du mal. C'est surtout à gauche qu'il a été décidé d'occire la Nouvelle Gauche à la française à coups d'entrisme, de substitutions et de détournements. Sans doute, pour certains cercles élitistes fallait-il conjurer ce qu'ils interprétaient comme une menace d'autant plus intolérable que les nouveaux venus s'affirmaient comme libertaires et qu'ils s'attaquaient aux fondements de ce libéralisme que la Gauche n'allait pas tarder à embrasser publiquement. Nombreux ont été ceux qui, tout en se réclamant du mouvement social, se sont donc appliqués à faire de cette effervescence des idées et des pratiques une coquille vide de plus, un miroir aux alouettes pour réaffirmer leur domination là-même où s'amorçait le dangereux espoir d'une émancipation.

Inhibition de l'action

L'expérience de ces aventures sociales stimulantes et de bien d'autres également édifiantes révèle

que, même en dehors de toute censure déclarée et de toute animosité, il est exceptionnel que le courant passe. A l'heure où ceux qui ont quelque chose à vendre nous bassinent avec Internet, les portables et autres joujoux "communicants" qui ne changent rien au fond, l'administration qui vous administre, votre directeur, votre chef de service, votre syndic, votre syndicat, l'entreprise dont vous êtes client, les journalistes que vous informez, vos voisins... vous informent-ils ? Vous répondent-ils ? Et si oui, le font-ils de façon attentive ? C'est rare ? Bah oui, ça ne communique pas fort au quotidien dans nos contrées, surtout si le sujet est important. Et c'est si grave que, c'est drôle, même des gens qui y sont pour quelque chose s'en sont aperçus et s'en plaignent.

Mais que dire quand le climat n'est pas plus chaleureux entre les personnes allant sur des chemins proches et complémentaires, cela même quand on offre son information et son énergie des années durant ou, peut-être, à cause de ce bénévolat qui semble trop souvent passer pour n'être pas sérieux ? Participez-vous à une "association" ? Si les camarades vous donnent signe de vie, c'est jour de chance. Tentez-vous d'échanger avec telle ou tel pour voir si, par hasard, il ne pourrait pas se développer entre vous quelque chose de sympathique, d'intéressant et qui soit profitable à tous... Plus de 95% des personnes sélectionnées pour leurs professions de foi proches des vôtres poursuivent leur route sans même

vous accorder un regard. Naïf ! N'auriez-vous pas mésestimé l'amour des Français pour ces clans élitistes que la terre est indigne de porter (4) ?

Et combien de solliciteurs s'évanouissent dans le néant, sans même remercier, sitôt que vous leur avez donné satisfaction ? Combien ne prennent la main tendue que quand ils croient avoir affaire à quelqu'un de socialement reconnu dont la fréquentation flattera leur conformisme bourgeois, ou à quelque idéaliste prodigue de son argent bon à exploiter ? Trop ! Ils sont trop nombreux à se conduire bizarrement pour qu'on ne se dise pas qu'il y a, ici, un problème plus profond et beaucoup plus répandu que la seule volonté de dominer.

Pourquoi a-t-on tant de mal à échanger ? Pourquoi les sincères et les compétents sont-ils si souvent mis au ban quand les Tartuffe sont promenés sur le pavois ? Et pourquoi les dindons sont-ils si nombreux et si heureux, si empressés de se faire farcir : "Ils ont bien raison d'en profiter. On ferait pareil si on était à leur place, pas vrai ?". "Et puis, il faut bien mourir de quelque chose" disait l'adjointe du directeur à propos de l'amiante (elle est morte six ans après d'un cancer. Au fait, l'amiante n'était-il pas en cause ?).

Car, enfin, ce ne sont pas tant les Tartuffe qui posent problème que les dindons. Toujours le répugnant caractère nous encombrera et, en dépit du rêve de Molière, nul despote éclairé ou nulle magie sortie des

(3) Murray Bookchin en a témoigné. On peut aussi se rappeler comment "le pays le plus démocratique du monde" a procédé avec le mouvement amérindien. D'ailleurs, Léonard Peltier n'est-il pas toujours en prison ? (4) Au chômeur qui cherchait conseil, le camarade militant et néanmoins prof déclara : "Notre souci, c'est les élites pas les plumiers !" Dans l'institution qui aimait tant l'amiant, même le cadre nouvellement promu doit se comporter comme les anciens de sa caste : il ne déjeune ni ne boit plus le café avec ses collègues des rangs inférieurs, pensez-vous, ce serait déchoir.

LA LIBERTÉ DE CIRCULER


Pour en finir avec le mythe de l'automobile un livre de Colin Ward

préface de René Dumont, postface de Robert Joumart,
Co-édition Silence et Atelier de Création Libertaire,

Au XIXème siècle, le rail connaît un développement fulgurant. Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il développe ensuite les alternatives possibles.

144 pages format 14 x 21 cm.

Bon de commande page 39.





VACHE FOLLE ET ALIMENTATION

La crise de la vache folle a provoqué une sensibilisation accrue du public aux questions d'alimentation. Ainsi, en 1997, les ventes de hamburgers en France ont baissé de 10%... et la chaîne américaine Burger King a décidé de

se retirer. A l'inverse, le chiffre d'affaires de la bio a augmenté de plus de 15%.

VACCIN DE L'HEPATITE B

Alors qu'officiellement on ne comptait début janvier que 149 cas de conséquences néfastes provoquées par le

vaccin contre l'hépatite B, l'association de soutien aux victimes avait déjà 604 dossiers ! Il ne fait plus de doute aujourd'hui que ce vaccin a de nombreux inconvénients... mais malgré cela, il n'est toujours pas interdit. Contact : REVAHB, 9 rue Corentin Ollier, 93360 Neuilly-Plaisance, tél : 01 43 08 06 83. (source Alternative-Santé, février 1998)

ACCOUCHEMENT A DOMICILE

Le 3 décembre 1997, le Dr René Frydman, conseiller au Ministère de la Santé, a reçu les représentants de la fédération "Naissance et libertés" et l'ANSFL, deux associations qui militent contre la médicalisation de l'accouchement. Le Ministère s'est dit in-

teressé pour étudier la possibilité de créer en périphérie du système hospitalier, des espaces réservés à une prise en charge plus conviviale et familiale de l'accouchement.

Cette ouverture ne semble pas prévoir pour le moment la possibilité pour une femme de choisir d'accoucher à domicile et les associations demandent donc en préalable que soient supprimées des lois toutes les mesures tendant à dissuader les femmes d'accoucher à domicile (notamment les textes présents dans "le livre bleu" diffusé par les caisses d'assurance maladie).

Pour en savoir plus : Maison de naissance parentale Ste-Thérèse, Eric Degen, Laval, 46350 Reilhaguet, tél : 05 65 37 94 30.

NOUVELLES VARIETES AUTORISEES ?

Le 19 mars, la Commission européenne a autorisé par vote à la majorité qualifiée la commercialisation de 3 nouvelles variétés de maïs et une variété de colza : un colza et un maïs d'AgrEvo, deux maïs Monsanto.

Dominique Voynet, ministre de l'environnement avait proposé que la France vote contre ces quatre demandes d'autorisation, en raison des risques de dissémination du transgène à des espèces non cultivées proches du colza, de l'absence de mise en place d'un protocole de biovigilance, de la non-détermination des modalités d'étiquetage et de la présence dans le maïs AgrEvo d'un gène tronqué de résistance à un antibiotique. Cette position faisait suite à l'engagement du gouvernement datant du 27 novembre 1997 de ne pas autoriser de nouveaux organismes génétiquement modifiés.

La France qui dans un premier temps avait demandé un report du vote, s'est finalement abstenue. La Commission européenne va donc maintenant notifier cette autorisation de commercialisation aux pays qui en ont fait la demande : la Grande-Bretagne pour le Colza et la France pour les deux variétés de maïs (Monsanto cité ci-dessus et celui de Novartis accepté le 27 novembre dernier).

Les associations opposées aux OGM demandent à Dominique Voynet de respecter sa promesse d'un moratoire et d'appliquer la clause de

PLANTES FOLLES

sauvegarde déjà utilisé par l'Autriche sur ce dossier. Contact : Agir pour l'environnement, 105 rue des Moines, 75017 Paris, tél : 01 40 25 95 15.

MORT D'INSECTES

Monsanto avait promis : son maïs ne présente aucun danger. Dominique Voynet avait dit : le maïs transgénique est parfaitement sûr. Eh bien, on sait maintenant que c'est faux. Des expériences menées en Suisse par la station fédérale de l'office de la Santé de Reckenholz (canton de Zurich) ont montré que ce maïs provoquait une hécatombe chez les chrysopes, des insectes qui mangent les pucerons et les pyrales. Pyrales qu'est censé combattre le gène implanté dans le maïs. Testé en double-échantillonnage, l'expérience montre un taux de mortalité des chrysopes presque double chez ceux mangeant des pyrales ayant été au contact du maïs transgénique que chez les autres. Des essais avec d'autres papillons que la pyrale conduisent au même résultat. Il y a donc bien transmission d'un empoisonnement. Ces résultats ont été rendus publics en février 1998 en Suisse. Connaissant les suites des chaînes alimentaires, dans combien de temps, Dominique Voynet sera-t-elle contaminée ? (source : WWF Suisse)

DE NOMBREUSES ALTERNATIVES

Firouz Kabiri, responsable de l'établissement Biotop, à la

Valbonne, dans les Alpes Maritimes, dans une interview publiée dans La Recherche de mai 1998, indique que de nombreuses alternatives biologiques permettent de lutter contre les prédateurs des cultures sans organismes génétiquement modifiés ni pesticides. Ainsi, "le trichogramme est un prédateur naturel de la pyrale du maïs. Cette guêpe a la même efficacité qu'un pesticide pour un coût équivalent de 250 F par hectare. En 1998, 50 000 hectares de maïs devraient utiliser ce procédé contre 23 000 en 1996. En France, cela ne représente que 10 % des champs de maïs, mais la Suisse ou l'Allemagne en sont à 30 %".

On peut agir de même dans d'autres domaines : "on peut traiter tomates, poivrons et plantes ornementales cultivées sous serre avec des *metaphycus* ou des *coccinelles*, commercialisées depuis deux ans par la firme hollandaise Koppert ou la firme belge Blobest. Mais leurs contraintes d'utilisation et leur coût élevé limitent l'intérêt que leur portent pour le moment les professionnels". Autre méthode, la confusion sexuelle : "2000 hectares de vignes alsaciennes ont été aspergées de phéromones, des molécules produites par l'Allemand BASF qui empêchent les papillons ravageurs de retrouver leurs partenaires sexuels, ce qui bloque leur reproduction". Des virus ou des bactéries peuvent aussi remplacer des pesticides. Firouz Kabiri estime que ces

méthodes de lutte biologique ont d'autant plus de chance de s'imposer que les OGM doivent faire face aux peurs provoquées par les affaires de la vache folle et du sang contaminé.

LES AGRICULTEURS BOUDENT

Novartis, malgré une forte communication n'a pas trouvé preneur pour ses semences transgéniques. Alors que la firme avait prévu de vendre des semences pour 15 000 hectares (sur 3 millions d'hectares de maïs)... elle n'en a vendu que pour seulement une centaine d'hectares. Cet échec provient pour une bonne part du refus des coopératives de proposer ce type de semences à leurs adhérents. Les coopératives ont eu peur pour leur image de marque, mais aussi ne sont pas satisfaites des propriétés du maïs transgénique qui ne protège que d'une sorte de pyrale alors qu'une nouvelle génération s'est développée dans tout le sud de la France : les insectes ont progressé plus vite que les traitements ! Greenpeace qui a fait des pointages dans différentes coopératives est satisfait de ce résultat d'autant plus qu'un sondage réalisé pour son compte fin mars indique que 76 % des consommateurs ne veulent pas manger de nourriture transgénique, que 63 % souhaitent que le gouvernement revienne sur son autorisation et que 54 % des agriculteurs sont également d'accord avec cela. (source : Greenpeace, 27 avril 1998)

urnes ne nous en délivrera; bien au contraire. Les Tartuffe ne peuvent coloniser les hiérarchies d'incompétence que parce que des foules de dindons aimeraient être à leur place et trouvent normal qu'il existe des hiérarchies d'incompétence. Sans rapport avec les questions habituellement débattues en politique, au cœur des difficultés individuelles comme des drames planétaires, il y a le problème d'une mentalité et d'une culture très particulières.

Lumières obscurcies

On parle beaucoup, ici, de démocratie, de liberté dans la fraternité, de "droits de l'Homme"... La plupart des acteurs des farces évoquées prétendaient avoir ces notions très présentes à l'esprit, quand ils ne disaient pas défendre des choses aussi sympathiques que la coopération, l'auto-gestion, l'échange sans plus-value, l'idée écologiste et libertaire. Fantasmies! Quand il ne s'agissait pas des mensonges des pros de l'entourloupe, toutes ces belles idées étaient, pour eux, beaucoup plus de l'ordre de la fantaisie qui aide à supporter sa propre lâcheté et la médiocrité générale que du projet pour lequel on mouille sa chemise. Des fantasmies qui, en outre, s'accommodent fort bien de la fréquentation de toutes les petites saloperies qui finissent par accoucher des gros cauchemars. Des fantasmies à toute épreuve qui s'accommodent même du viol de l'espérance.

Sous le vernis des fantasmies de vie conviviale, les actes relèvent en général de la prédation. Passer devant, prendre le dessus, prendre la place, PRENDRE, dépouiller, humilier, contaminer à mort... le voisin, le collègue, l'amant, l'ami, les autres êtres qui n'en peuvent mais. Aussi, qu'est-ce que la sympathie et les sentiments dans cette société si désolidarisée par les jeux sado-maso de la domination que même les cercles de l'amitié se dépeuplent, sinon, trop souvent, des malentendus ?

Dominer ou se soumettre pour participer à une domination, telle est la règle admise et appliquée par la plupart. Caresser au-dessus de soi et piétiner au-dessous, pour une énigmatique gloriole éphémère et pour le fric, sans soucis, probablement sans conscience des conséquences catastrophiques pour l'ensemble et pour demain. Ça "c'est naturel" et cela soulève moins les questions et l'indignation que l'admiration et l'envie.

Déroger de ces comportements, ne pas rouler des mécaniques et refuser de s'abaisser, chercher à construire quelque chose qui profite à tous pour, bien sûr, pouvoir un jour en cueillir les jolis fruits conviviaux, c'est choisir la voie la plus difficile. On le devine dès le départ mais ce que l'on mesure mal, c'est combien le climat d'ici est impropre à la culture des fruits conviviaux, et à quel point on va se heurter à l'incompréhension, au rejet, aux perfidies — et pas du seul fait des crétins. On était venu pour un banquet, on se retrouve

dans une arène, nu quand ceux d'en face sont chargés d'armes et rompus aux coups les plus tordus.

Bienheureux ceux qui, en France, réussissent à construire quelque chose de sympathique. Combien d'idées et d'actions ne peuvent être menées à terme, ou simplement conçues, parce que l'échange ne fonctionne pas, par défaut d'attention, de sensibilité, de chaleur et de réciprocité ? Ah ! La réciprocité... Combien comprennent son importance ? Avez-vous déjà essayé de jouer au tennis seul ? Eh bien, mener une action citoyenne en France, c'est aussi sportif et exaltant. Et si l'on s'imagine avoir fait œuvre utile, tout peut être nié, souillé ou détruit à tout instant. Vraiment, il n'y a rien d'étonnant à ce que la société française secrète l'inégalité, l'exclusion, la démotivation et qu'elle soit championne du monde dans les arts de la constipation et de l'absorption de psychotropes et autres substances. Car, si aucune autre société ne s'est encore sortie de la spirale des déstructurations, les dynamiques de la dissociation sociale et de l'inhibition de l'action ont acquis ici une force telle qu'elles écrasent celles de la résistance, de la reconstruction et de la création (5). Il y a neuf ans, j'écrivais : "La France" est devenue une société froide (6). Peut-on encore parler de société ?

Quand on ne souffre plus d'être pollué et contraint chaque jour à mener une vie en-dessous de ses capacités, comme en jachère ; quand on supporte l'incompétence et l'arbitraire ; quand on ne veut même plus comprendre la dénonciation de l'injustice : "Il te manquera toujours un circuit. Tu ne comprendras jamais" disait un ex-ouvrier devenu cadre à l'employé de tout à l'heure qui faisait appliquer le Code du Travail pour défendre un collègue (7) ; quand on ne se détourne pas des escrocs mais de leurs victimes ; quand on ajoute à la souillure sous prétexte que "D'autres le font bien. Alors, j'vois pas pourquoi j'm'en priverais" ; quand on supporte l'humiliation et la souffrance infligées à d'autres (8) ; quand le naufrage de la planète n'inquiète même plus ; c'est d'une corruption de l'intelligence, d'un avilissement de l'âme qu'il s'agit.

Alain-Claude GALTIE

(suite et fin au prochain numéro)

(5) Henri Laborit: "L'inhibition de l'action. Biologie comportementale et psychopathologie", Ed. Masson.
 (6) "On n'ose plus. On s'touche plus. On s'aime pas. On s'fait peur. Rien ne bouge", Ecologie Infos n° 392, février 1989.
 (7) Le défaut de cette "case" de la magouille et de la corruption est regardé comme une tare des plus bas étages de la hiérarchie.
 (8) Par exemple: les cris du Rwanda aux oreilles de ces Mes-sieurs Dames de la "Francophonie" depuis, au moins, octobre 1990; ou les cris de l'Algérie aux oreilles de ces élites de tous bords qui ont approuvé l'annulation du résultat des élections de 1991.

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Murray Bookchin et Dave Foreman

Préfaces de Jacques Grinevald et Alain-Claude Galtie

co-édition Atelier de Création Libertaire - Silence

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux Etats-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39.





LIVRES



TERRES DE FRATERNITE

de Martine Cornillat
Ed. L'Arpent Vert
1998 - 140 p. - 115 F

Ce livre, préfacé par Pierre Rabhi, essaie de faire un tour d'horizon des lieux de vie communautaires d'aujourd'hui et on y retrouve fort logiquement des lieux décrits dans Silence sous le thème "vivre autrement". Ici, une dizaine de lieux sont présentés, dans une belle maquette, pendant les 75 premières pages, puis la suite de l'ouvrage est une étude, intéressante, des points communs aux groupes, des différences et des perspectives.

La réalisation de cet ouvrage serait assez réussie si dès l'introduction Martine Cornillat n'écartait tout un pan des vies communautaires de manière erronée : "les communautés des années 70, éprises sentimentalement du retour aux sources, se souciaient peu, semble-t-il, d'offrir un témoignage crédible (...) qui, sous ce rapport, ne pouvaient durer et ne durèrent généralement pas" (p.14). S'il est vrai que l'après-68 vit apparaître de multiples communautés et si beaucoup disparurent, certaines ont non seulement survécu jusqu'à nos jours, mais, en plus, se portent parfois très bien.

En fait, l'auteure a pris pour sujet d'étude — sans vraiment le dire — que les groupes ayant une certaine démarche spirituelle, proches d'auteurs comme Pierre Rabhi, Lanza del Vasto et Rudolf Steiner... et son analyse dans la deuxième partie du livre concerne même plus précisé-

ment les seules communautés de l'Arche dont cinq sont présentées dans l'ouvrage. Ce parti-pris aurait pu être annoncé plus clairement. En effet, si les communautés de l'Arche, proches des communautés religieuses, ont du mal à maintenir leurs effectifs aujourd'hui, il continue par ailleurs à se créer de multiples expériences de vie collective... dans la mouvance spirituelle, mais également dans les mouvances écologistes, libertaires ou socialistes (voir la liste dans notre numéro de janvier), MB.

NEGOCIER, ÇA S'APPREND TOT !

d'Elisabeth Crary
Ed. Université de Paix
Bd du Nord, 4, B-5000 Namur
1997 - 180 p.

Vos enfants se disputent ? Ils refusent de vous aider ? Elisabeth Crary a développé des méthodes d'écoute et de résolutions positives des conflits au niveau de la famille. Comment arrêter une dispute, comment se mettre en position d'écoute, comment chercher une solution ensemble... En mélangeant des dialogues, des jeux, des exercices, des réflexions, des exemples, l'auteure nous montre de manière plaisante comment résoudre ces tracas quotidiens en fonction de l'âge des enfants. Fort agréable à lire et probablement à mettre en pratique. FV.



EDUQUER. POUR LA VIE !

de Charles E. Caouette
Ed. Écosociété
1997 - 171 p. - 65 F

L'auteur, fondateur d'une école alternative en 1974 au Québec, joue un grand rôle dans le milieu de l'éducation et participe activement depuis longtemps aux réflexions et aux actions pour une évolution plus humaine et de meilleure qualité dans ce domaine. Au début, il se montre persuasif en rappelant fort justement, que l'école doit "éduquer un être humain autonome et responsable individuellement et collectivement". Sa critique du système scolaire est clairvoyante et ses arguments à propos du décrochage des élèves et du milieu défavorisé sont très poussés et très convaincants. Il développe des pistes pour passer "d'une pédagogie de transmission et de mémorisation à une véritable pédagogie d'acquisition et d'intégration du savoir". Pour lui il s'agit "d'aller d'une pédagogie centrée sur l'enseignement (c'est à dire sur l'activité du maître) à une pédagogie centrée sur l'apprentissage (c'est à dire sur l'activité de l'étudiant)". Il donne, par ailleurs une définition rassurante de l'école alternative qui est "ce lieu communautaire où enfants, parents et éducateurs travaillent à bâtir une nouvelle société... prioritairement préoccupé de qualité de la vie, de coopération, de partage, de tendresse, d'auto-gestion, de convivialité". Sur-tout, il pense que l'éducation ne s'arrête pas à l'enceinte d'un établissement scolaire, elle n'est pas réservée non plus à une tranche d'âge, ou à une certaine catégorie de personnes. L'éducation se vit aussi à la maison, autour de soi, se construit à chaque instant, et dure toute la vie.

Seulement, à partir du milieu du livre, Caouette quitte brusquement ce domaine où il excelle, pour emmener le lecteur sur un terrain spirituel. Il commence à aborder ce thème dans un chapitre, un peu flou, intitulé "l'humanisme d'abord une manière de vivre".

Puis ces croyances personnelles prennent le dessus sur ses positions en matière d'éducation. Ces réflexions n'ont alors plus rien à voir, ni avec le début, ni avec le titre du livre. Il enfonce le clou en rédigeant des petits contes pour le moins ambigus, très mystiques.

Au bout du compte, on se demande ce qui est le plus important pour l'auteur ; l'éducation ou sa démarche spirituelle.

Finalement, la première partie, sur l'éducation est enrichissante et rassurante, on aimerait pouvoir lire des textes de ce genre en France. La fin du livre, par contre, ravira uniquement les personnes ayant une recherche spirituelle. MJ.

INDIENS JIVAROS, HISTOIRE D'UNE MORT PROGRAMMÉE,

Jean-Patrick Costa,
Edition du Rocher
1997 - 250 p. - 139 F

Les Jivaros sont des indiens très peu connus en Occident, si ce n'est leur réputation de "réducteur de tête". L'un des mérites de ce livre est de nous donner à voir leur réalité humaine et actuelle. L'auteur, qui a découvert ces indiens (plus précisément Shuar et Ashuar) dans le cadre d'un programme d'aide sanitaire, n'est pas un ethnologue. Il a toutefois une bonne connaissance des travaux des anthropologues de terrain des Jivaros, notamment Harner et surtout Philippe Descola. Ce qui intéresse visiblement J.P. Costa est le devenir des Jivaros, touchés relativement récemment par la "civilisation". L'essentiel de son livre tourne autour de cette question, posée en termes plutôt pertinents.

Les premiers chapitres, sous le titre générique "indiens d'hier", présentent succinctement mais clairement la société Shuar. Cette présentation est sérieuse, documentée, elle ne passe pas sous silence des traits culturels comme la guerre ou l'anthropophagie. Cela dit, certaines thèses de l'auteur me semblent discutables, par exemple sa conception de l'esclavage chez les sociétés amazoniennes.

La deuxième partie, la plus importante, aborde les problèmes des Jivaros contemporains. Elle est intéressante car elle parle de l'expérience "de terrain" de l'auteur. Sans vouloir la résumer, voici quelques éléments pour comprendre comment se posent les questions. Il faut savoir que la société traditionnelle Shuar était encore il y a peu l'une des plus "morcelées" du continent, l'habitat était familial et dispersé, la polygynie (un homme marié à plusieurs femmes) était généralisée et les vendettas très fréquentes. Depuis quelques dizaines

d'années l'Occident à changé tout cela, notamment à travers les missionnaires salésiens qui ont introduit le christianisme. Conséquence pour les indiens : plus de vendetta, monogamie généralisée et découverte de la ville et des avions. La question est la suivante : comment une société

peut-elle survivre à de tels changements en un temps (relativement) aussi court ? Costa aborde tour à tour le rôle des missionnaires, qu'il juge à juste titre sévèrement, celui des indiens établis en ville, enfin celui des fédérations indiennes, créées pour essayer de sauvegarder les

intérêts des indigènes. Ce livre, très informatif sur la réalité jivaro actuelle, pose aussi la question plus générale du devenir de tous les peuples autochtones survivants et de la responsabilité des occidentaux dans la mort des cultures et l'uniformisation du monde contemporain. J.-M. L.

Le livre du mois

LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE

de Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Québec)

diffusé par Silence à partir de juillet

1998 - 264 p. - 80 F

Serge Mongeau pense que c'est à chacun de tracer sa voie sur le chemin de la simplicité volontaire qui ne doit pas être vécue comme une contrainte, mais comme une ouverture vers plus de temps libre, plus de relations sociales, plus d'amour et donc être quelque chose de joyeux. Plutôt que de donner des recettes, il s'attache plus, dans une première partie, à montrer ce que sont les fausses libertés de la société de consommation et, dans une deuxième partie, les éléments à prendre en compte avant d'avancer dans cette voie. De fait, ce livre constitue une excellente approche de ce que peut être une pensée écologiste... et montre bien comment on en arrive tout naturellement à ce choix de simplicité volontaire.

En abordant les grands domaines où nos choix sont possibles (alimentation, transports, environnement, travail, liens communautaires, autonomie), Serge Mongeau explicite dans un style toujours très agréable et facile à appréhender, les voies de dégagement possibles pour prendre du recul sur la société actuelle. Cette "société de consommation nous enferme, individuellement et collectivement dans une cage qui nous laisse de moins en moins de choix véritable et de vraie liberté. Que les barreaux de la cage soient dorés ne changent rien à la réalité profonde de l'alléniation des prisonniers" (p.17). L'Etat nous entraîne dans une spirale infernale : "les interventions de l'Etat, à juste titre réclamées pour répondre aux besoins les plus criants, remplacent progressivement les solidarités naturelles et créent une dépen-

dance croissante ; mais ces interventions sont la plupart du temps insuffisantes, car elles ne combrent qu'une partie matérielle des besoins sans répondre à leur totalité, que seules les relations humaines désintéressées pourraient satisfaire. Ces besoins insatisfaits entraînent alors d'autres actions gouvernementales augmentant encore la dépendance des gens. A un moment donné, quand la capacité de dépenser de l'Etat s'amoindrit, comme c'est le cas actuellement, les services sont coupés, alors que les gens ont désappris à se prendre en charge" (p.25). Un des pièges importants de la société est l'accès au crédit car "le crédit lie à l'avance les gains futurs : on achète aujourd'hui ce que les revenus de demain permettront de payer. On aliène ainsi considérablement sa liber-

on a besoin. Cette liberté financière doit aussi s'accompagner d'une liberté intérieure. Il cite Hundertwasser, artiste autrichien sur l'importance de la créativité : "nous passons de la construction de voitures à la production de nouvelles génératrices, de bicyclettes, d'usines de traitement des eaux usées, de pots catalytiques et de piles solaires. Au lieu de produire des armes et des mitrailleuses, les mêmes usines, les mêmes personnes, la même mentalité, les mêmes salaires et les mêmes matériaux sont utilisés pour produire des radiateurs solaires. Nous utilisons le même savoir-faire technologique. Cela ne fonctionne tout simplement pas parce qu'on ne peut accéder à un âge nouveau en traînant avec soi sa vieille mentalité. Il faut tout reprendre à zéro et chacun doit assumer sa part de responsabilités. C'est très difficile, mais il n'y a pas d'autres façons d'y parvenir" (p.63-64). Une fois reconquise cette liberté de penser et d'agir, il faut alors faire le tour de ce qui fait notre vie et reconsidérer point par point ce que nous désirons, ce que nous utilisons. Serge Mongeau dénonce les méfaits de la télévision, de l'automobile, la première qui nous prive de liberté de pensée, la seconde qui, sous prétexte de liberté de déplacement, nous enfonce par ses contraintes financières lourdes. Il appelle aussi à s'intéresser à la santé (et non à la maladie), car la prévention est beaucoup plus simple que la guérison. Il rappelle la nécessité de "se fondre dans l'environnement" à partir des idées de Gandhi qui disait que la règle d'or consiste à refuser ce que des millions d'êtres humains ne peuvent obtenir. Si le sujet n'est pas nouveau, le style littéraire de Serge Mongeau et la clarté de sa pensée font de ce livre un excellent moyen de faire prendre conscience à son entourage que l'on peut vivre autrement. MB.

Serge Mongeau

La simplicité volontaire,
plus que jamais...



té, car le choix de cesser de consommer n'existe plus" (p.46). L'une des premières démarches pour aller vers la simplicité est d'arriver à solder ses crédits puis à apprendre à économiser pour acheter comptant ce dont

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LES LOIS DE L'INHOSPITALITÉ
Les politiques de l'immigration
à l'épreuve des sans-papiers
de Didier Fassin et coll.
Ed. La Découverte
1997 - 280 p. - 128 F

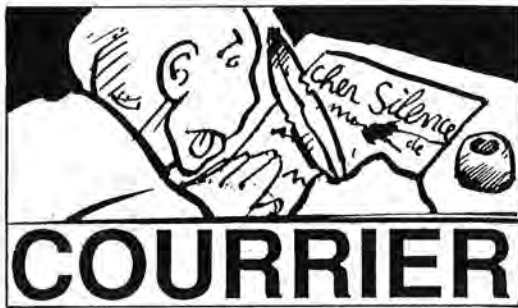
Depuis 1974, début des lois visant à limiter l'immigration, le discours sur l'immigration n'a été qu'un fatras d'éléments inefficaces, politiquement douteux, qui conduisent aujourd'hui à un ensemble législatif impraticable. La confusion et les gênes dans les discours des politiques, la tolérance vis-à-vis des actes racistes, la criminalisation des "clandestins" qui vivent au grand jour... tout cela a conduit à un affaiblissement de la société dans laquelle nous vivons. Peut-on essayer de raisonner pour que soit remise en avant des valeurs comme la justice, la citoyenneté, l'hospitalité ? De nombreux auteurs, sociologues, anthropologues, juristes, se penchent sur la question. On regrettera que le descriptif prenne autant d'importance par rapport aux perspectives.

QU'EST-CE QU'UN MÉDICAMENT ?
Un objet étrange,
entre science, marché et société
Philippe Pignarre
Ed. La Découverte
1997 - 232 p. - 85 F

Avant de s'interroger sur les effets d'un médicament, le plus important est peut-être de connaître l'origine de celui-ci : pourquoi a-t-il été conçu, par qui, comment ? En s'intéressant à la phase de gestation du médicament, Philippe Pignarre, qui enseigne dans ce domaine, nous montre tout le contenu "idéologique" qui peut passer à travers un simple comprimé. Premier constat : on trouve des molécules presque par hasard et ensuite on cherche quels en sont les effets. Ensuite, un médicament est lié à un marché : il a un prix et un réseau de distribution. Tout cela se passe en amont de ce qui est la base de la médecine : la rencontre entre le médecin et son patient, c'est-à-dire le rapport humain, sans doute le plus important dans la voie de la guérison : quel est alors le degré de liberté qui nous reste à ce niveau là ? L'auteur, dans un style abordable, nous entraîne dans la philosophie de la médecine, mais s'arrête juste avant de faire des propositions.

CONFLIT :
METTRE HORS-JEU LA VIOLENCE
de Bernardette Bayada et coll.
Ed. Chronique Sociale
1997 - 142 p. - 82 F

Depuis quelques années, la revue *Non-violence Actualité* creuse la réflexion sur la résolution des conflits inter-personnels. Ce livre est une sorte de condensé de multiples articles sur la question : comment gérer les conflits, éviter l'apparition de la violence, les multiples méthodes de médiation, et la résolution positive des conflits où chacun est finalement gagnant. Avantage du livre : très bien pour ceux qui veulent découvrir cet "arsenal" de techniques. Inconvénient : on reste sur sa faim pour celui qui veut entrer de plain pied dans ce sujet... Il vous faudra lire la revue pour en savoir plus.



DE LA DEMOCRATIE

Une confusion grave, entretenue sciemment par les politiciens : république et démocratie. Les deux termes n'ont aucun rapport. Une République peut être démocratique (hélas, il n'en existe pas !) ou totalitaire, ce qui est le cas en France où le Pouvoir est exercé par une caste autoproclamée "classe dirigeante" dès 1789. Louis XIV était un roi très libéral. Craignant alors de perdre leurs avantages les profiteurs ont manipulé le "bon peuple" et provoqué une révolution (à prendre dans son sens géométrique : un tour complet de 360°) à la suite de laquelle ce "bon peuple" s'est retrouvé dans la situation antérieure moins quelques privilèges mineurs tandis que les profiteurs provocateurs avaient augmenté les leurs. Rappelez-vous les Etats-Généraux : le clergé (fric et pouvoir), la noblesse (fric et pouvoir), le Tiers-Etat (non la plèbe mais les nantis possédant la fortune : avocats, notaires, médecins, gros propriétaires terriens et commerçants, industriels), assemblée phalocrate qui s'est approprié le pouvoir qu'elle garde jalousement depuis, même si la caste ainsi constituée est de plus en plus phagocytée par les technocrates de l'ENA. Cela explique pourquoi il est pratiquement impossible à une femme ou quelqu'un hors la caste de se présenter à des élections et surtout d'être élu ; les électeurs confortant la dictature : les vœux n'aimant pas changer de maquignons.

Trois preuves du totalitarisme en France :
 - la **justice** devrait être totalement indépendante et composée essentiellement de citoyens, sans juges ni avocats appartenant à la classe dirigeante. Ce n'est actuellement pas le cas et l'existence d'un ministère de la Justice est la preuve de la main mise du gouvernement sur ce domaine.
 - le **domaine réservé du Président de la République** est hors du regard des assemblées et des citoyens et l'usage du *secret défense* favorise toutes les magouilles. Cela a permis la soi-disant décolonisation de De Gaulle, c'est-à-dire le remplacement des administrateurs français par des trans locaux corrompus judicieusement choisis (...).
 - la **liberté d'expression** étranglée. Les grands médias sont tous inféodés aux pouvoirs du fric, donc des gouvernements quelle qu'en soit la couleur. Les opposants à la "pensée unique" sont baillonnés : scientifiques, anticléricaux, écologistes, jeunes agriculteurs biologiques (voyez le sort fait à la Confédération paysanne). Des revues comme la vôtre et les conférences dans les salons de Nature restent confidentielles tandis que les élucubrations des scientifiques "experts" (!) sont claboussées à longueur de journées.

Michel COTTENCEAU
Vendée

SECTES ET OUVERTURES

Le courrier de Christian David (n°230) m'inspire les réflexions suivantes : méfions-nous de la psychose des sectes. Mais aussi du fanatisme, des a priori, des enthousiasmes, de la facilité à cataloguer, classer, juger... Nous fonctionnons tous plus ou moins ainsi. Le rôle éducatif de de "conscientisation" du groupe "ouvert" de la revue Silence pourrait être précisément de faire évoluer les comportements (ethnocentriques). Or, dans le cas présent, vous en rajoutez pour vous "dédouaner" ; "les explications sont pour le moins floues et ésotériques. Dans le doute, on s'abstient d'en parler". Je ne m'étends pas, mais c'est très significatif. Il y aurait une réflexion à mener à ce sujet, avec un préalable : ouverture de l'esprit pour essayer de comprendre, pour sortir de ses bases "théoriques" (et "idéologiques"), de se laisser interpeller... c'est ainsi qu'on progresse à mon avis, et non en s'abstenant.

Vous avez raison d'être prudent et de ne pas donner des informations trop hâtives, mais cela ne doit pas conduire à refermer toute nouveauté. Ceci dit, il doit bien y avoir des moyens pour s'informer davantage sur le contenu de ce Parti qui a été le premier je crois à réagir contre le transgénique. Ça mérite d'y voir plus clair.

Paul BRETHOME
Loire-Atlantique

Silence : nous avons rencontré de nombreux groupes accusés — à tort — d'être des sectes et généralement il ne faut pas bien longtemps pour comprendre la démarche des groupes et se rendre compte que la rumeur n'est pas fondée. Ce n'est pas le cas du Parti de la Loi Naturelle qui s'entoure d'un tas de précautions étranges. Quant au transgénique, ce groupe s'est contenté de reprendre les arguments de Greenpeace.

JETER LA TELE AVEC L'AUDIO ?

Dès lors que l'on souhaite s'affirmer comme un esprit original ou contestataire, il faut obligatoirement s'adonner au rejet de la télé. Il faut cracher sur l'écran, parce que le regarder, pouah ! Ce serait nul, ringard, et personne ne se risque à lever timidement le petit doigt pour dire "moi, je regarde". Regarder la télé... oui, peut-être, mais en douce et avouer qu'on le fait, jamais ! Bon je me dévoue : je la regarde. Et pour en rajouter dans l'opprobre qui m'attend, je dirai même : j'aime ça. Ah ! ... bien vautré dans le deuxième degré et votre vieux fauteuil, quelle jouissance peut vous procurer un téléfilm stupide ! Point trop n'en faut, certes. Mais qui veut du culturel peut en trouver. Tard. On ajoute donc le courage de garder un œil ouvert passé minuit à l'effort pour comprendre. Là encore, quelle intime satisfaction ! Et puis le magnétoscope, ça existe et des copains qui vous enregistrent un bon film de chaîne câblée, ça existe aussi. En optant pour le programme du jour, il y aura dix millions de personnes qui regarderont la même chose que vous ? Et alors ? Faut-il avoir honte de les rejoindre ? Est-ce lâcheté grégaire que le faire ou besoin de partage même dans la médiocrité ? Un bouquin choisi par vous pour une bonne soirée, c'est un plaisir solitaire. Tandis que si l'on regarde l'émission littéraire donnant envie d'acheter le même livre à mille téléspectateurs, ça devient voyage convul-

vial sur une idée et prétexte pour en parler. Les enfants dont les parents refusent la télé sont, pour la plupart, malheureux parce que la télé c'est un sujet de conversation entre eux. En soi, le principe est merveilleux. Le monde entier en couleurs d'ailleurs, là, sur l'étagère, un rêve ! Le rêve a été dénaturé, je l'admets. Les infos sont tronquées et partiales, c'est vrai, les jeux navrants, la pub envahissante jusqu'à l'écoeurement. Mais il y a ce reportage qui rachète parfois le reste... Oui, l'image elle-même résulte du choix discutable du reporter mais elle peut signifier beaucoup pour qui apprend à voir comme on lit entre les lignes... Mépriser la télé en bloc est aussi peu raisonnable que rejeter tous les livres parce que certains sont inéptes ou toute la musique parce qu'on a entendu une cacophonie. Elle a un rôle social indispensable auprès de tous les alités et simplement bien appréciable pour qui habite à 50 km du moindre cinéma (et la pollution si l'on y va en voiture ?). Parfois, les jours maussades, elle n'est que familière présence habitant un excès de silence et sa musique bleutée devient ronron du chat... Et puis, d'un coup, elle est capable d'événement. Qui oubliera Armstrong et les premiers pas qu'on a faits avec lui sur la Lune ?

Madeleine NUTCHEY
Isère

FRANCOPHONES, PRENEZ GARDE !

La perte de la diversité linguistique est de plus en plus inquiétante. Les langues régionales disparaissent en France comme le français s'incline devant l'anglais dans le monde. "Saviez-vous qu'autrefois, jusqu'à la fin du XXe siècle, un peuple de l'Ouest de l'Europe parlait une langue totalement différente de la nôtre : le français. Très vite, nous nous sommes rendu compte que cette langue archaïque, fort agréable pour les poèmes et autres œuvres littéraires de la Pré-histoire, posait des problèmes dans notre modern society high tech. Pour dire vrai, cette langue était complètement out, pas facile à utiliser sur le web et un peu dépassée pour les businessmen dans le coup. Cette langue n'avait alors plus sa place dans un monde où le global trade and communication était la seule voie à suivre..." Et si ces quelques lignes étaient extraites d'un livre d'Histoire d'un écolier du XXIe siècle ? Impossible ? Vision catastrophiste ? Pas si sûr. Il n'y a pas si longtemps, les Bretons, les Basques, les Alsaciens, les Africains de l'Ouest, les Amérindiens de Guyane... (la liste est trop longue) ne parlaient pas français. De nos jours, la France confond unité républicaine et unité culturelle cachant ainsi une vérité pourtant évidente : le monde est une mosaïque de peuples et de cultures différents. Aujourd'hui, cette réalité est menacée. En 1992, la charte des langues régionales a été adoptée par le Conseil de l'Europe. Seule la France refuse de la signer. Pourtant, l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme met l'accent sur la liberté de la communication. Pourquoi alors la France décide-t-elle de faire taire les langues régionales ?

Dans un monde où les communications entre les peuples, pour des raisons économiques, sont beaucoup plus rapides qu'avant (et non plus intenses comme on voudrait nous le faire croire), la diversité linguistique est perçue comme un obstacle au bon fonctionnement de notre société. Ainsi, l'anglais, impérialisme américain oblige, est devenue la langue internationale. Mondialisation de l'économie doit-elle rimer avec la mondialisation culturelle. Pourquoi pas ? D'ailleurs si certains d'entre nous nous prennent pour des réactionnaires qui s'opposent au mélange culturel mondial, ils se trompent et n'ont rien compris. Nous ne souhaitons évidemment pas cloisonner les peuples entre eux. Les échanges culturels entre ces derniers ont toujours existé, et nous l'espérons, existeront toujours. Qui aux échanges, non à la dilution culturelle. La France ferait bien de s'inspirer, précisément, de l'exemple européen, où implicitement l'anglais est devenue la langue du continent. C'est le même état d'esprit dans lequel elle se débat pour être reconnue en Europe qui devrait l'animer à l'égard de ses langues régionales. Pour préserver une richesse incomparable, gardons nos différences et vivons avec. Les atténuer n'est pas l'antidote de l'intolérance. Mieux, en prendre conscience et lutter pour les préserver implique une ouverture d'esprit et, avant toute chose, le respect des autres.

Antoine BREGEON
Bretagne
Jérôme HIRIGOYEN
Pays Basque.

LA BANLIEUE C'EST MOROSE

La banlieue c'est morose : c'est ailleurs qu'il faut chercher l'alternative. Il faut partir. Partir. Bon. Les gens instruits, diplômés, expérimentés, avec un peu de fric achètent un truc et alternatifent. Tant mieux pour eux. Mais pour le prolo; disqualifié, chômeur de longue... j'abrège, que faire seul ? J'ai 42 ans, handicapé moyen de mon ex-main usuelle depuis deux ans, homologué COTOREP. Je ne veux pas rester assisté. Je ne veux pas de CES ou autres emplois même plus dé-corratifs, auxquels la société sénile nous condamne (à en mourir). Je ne veux pas cent balles (même si tu les as) Je pars aussi. J'ai renoncé à mon F2, en HLM (18 étages, 16 tours, des barres, tout confort et "réputation") au 3/4 payé par mon APL. J'ai rendu les clés avec une lettre d'excuses, sans préavis. Ça urge.

Me voilà hébergé par mes parents — chéris — aux environs de Dol en Bretagne, le temps de prendre mon envol vers n'importe quel travail, c'est-à-dire écolo-bio, dans l'esprit qui fonde Silence. Sinon c'est charclo. Comme ressources, j'ai encore l'AUD. SDF, je suis donc mobile. L'alternative, à force de lire Silence, je la crois prolifique (hommage aux squatters partis à la Valette). Ai-je une place ? Y suis-je apte ? Si la douleur à la main ne m'ôte que peu mon incurable ardeur au boulot (à en pleurer à la folle), en revanche, la quantité fait sourire. Si ça ne marche pas, puisque l'Etat me paie à ne rien foutre, je lui ferai des chantiers bénévolement avec les Monuments historiques ou merde à l'humanité. Mon téléphone : 02 99 80 10 59

Dominique GAMBIER
Ille-et-Vilaine.

QUESTIONS SUR LE QUESTIONNAIRE

En ce qui concerne le questionnaire, je n'y répondrai pas. Pourquoi ce questionnaire à la recherche des écologistes dans différentes catégories de la population ? Faut-il le qualificatif d'écologiste pour se retrouver, agir, s'entraider par des pratiques et des idées qui remettent en cause profondément, radicalement, cette civilisation de puissance ? Faut-il s'appeler écologiste pour faire preuve d'une humanité non-violente ? Etre humain, cela me suffit ! Est-ce une invention de sociologue, conseiller de revue, voulant classer les lecteurs... Nous avons quand même d'autres activités à effectuer comme lecteurs praticiens, dans les nombreuses régions où se diffuse, s'échange Silence : association locales, relais, bibliothèques, bulletins d'échanges, rencontres... et là, vous verrez qui compose le lectorat et ce qu'il expérimente. Si je pouvais raconter ma vie, mon vécu... et ce qui m'a amené à être proche de vous, je le ferai à chacun des participants de Silence de vive voix, mais ce questionnaire pour les colloques, c'est stop ! Il faut "creuser le sillon pour semer sur le terrain" et non dans les colloques ! Je ne crois pas que les nouveaux lecteurs qui ne sont pas "écologistes" apprécient cette catégorisation présente, pesante à toutes les questions. De plus, les écologistes liés au parlementarisme, les technocrates verts, ont tellement discrédité ce qu'ils veulent défendre, utilisés les

associations pour leur propre compte... qu'il est délicat de se reconnaître comme écologiste. Mettons en avant l'être humain et ses actes, ses pratiques non destructrices de l'humanité et des êtres vivants, avec aussi des limites à sa prérotation vis-à-vis de l'environnement... Qu'est-ce qui est essentiel en ce moment ? Savoir qui est écologiste ou quelles sont les expériences multiples individuelles et collectives qui recherchent, développent des savoirs, pratiques, relations pour une terre humaine, vivable, vivante, d'accueil, de fraternité, de sororité... Alors, encore un effort pour ne plus être écologiste, mais être...

Jean-Louis DOREL
Aveyron

Silence : c'est bien parce que les universitaires, s'appuyant sur les livres et les déclarations électorales ont construit un "écologiste" proche du technocrate vert dont vous parlez que nous leur avons proposé de faire un colloque qui confronte chercheurs et militants. Et pour les convaincre que les Verts ne sont qu'une partie de la mouvance — et dans quelle proportion ? — nous avons essayé de repérer qui se "sent" écologiste, notion abstraite où chacun peut mettre ce qu'il veut. D'où le questionnaire diffusé dans deux réseaux : Silence et la NEF (la banque alternative), les Verts ayant refusé de le diffuser. Et d'où l'alternance des questions sur le terme "écologiste" / "non-écologiste" qui oblige chacun à réfléchir à ce qu'il met, individuellement dans ce mot.

SILENCE N°232 - JUIN 1998

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 170 Racisme et environnement
- Péniche pour la paix. Bio-Lopit. Logiques sociales ... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir
- Feuille d'érable. Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F
- 173 Yougoslavie : ingérence méfiance
- Déchets toxiques. Développement et aide. Malville ... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- Arsene. Barages nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant
- Transports suisses ! Réduction et ouverture (3) ... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ?
- Déchets. AC ! Voile. Développement durable ... 20 F
- 178 Comment démilitariser ?
- Reconversion armement. Inestine. Malville. Mac-do. 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1)
- Malville. Pub dans boîtes aux lettres ... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2)
- Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. ... 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1).
- Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière ... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 Autonomie toujours
- Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- Bremelis. Malville. Retraite et chômage ... 23 F
- 191 Santé et autonomie (1)
- Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grinen ... 23 F
- 195 Stop Essais
- Campagne contre reprise. Israël : Vanunu. Sompport ... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône
- AS1 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1)
- La Hague. Grinen et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) ... 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'Homme
- Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables
- Maaforn. Primevère. L'Impatient. Cuisseur solaire ... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire
- Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord
- Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
- 205 Radios actives
- G7. Solaire au Népal. Boutelles. Médias et social ... 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7) ... 35 F
- 208 Pour des villes sans voitures
- Exportation d'EDF. Tchernobyl. Vallée d'Aspe. G7 ... 25 F
- 211 L'équivoque humanitaire
- Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle ... 25 F
- 212-213 Ecologisme et Etat
- SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine ... 38 F
- 216 Femmes et santé
- Malaisie. SEL et dons. Accueil des étrangers ... 25 F
- 217 L'impasse nucléaire
- Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône ... 25 F
- 218 Alternatives en Alsace
- Une trentaine d'articles sur la région ... 25 F
- 219 Retrouver les forêts sauvages
- Le Carnet. Femmes et santé. SEL et contrat civique 25 F
- 225 Gandhi aujourd'hui
- Développement. Femmes et santé. SEL ... 25 F
- 226-227 Vivre ensemble
- SEL, Santé et autonomie (11). Vêto. Moruroa ... 38 F
- 229 Finances solidaires
- AMI et mondialisation. Mais fou. Bourres. Kanski ... 25 F
- 230 Plantes folles en accusation
- Eco-Village Los Angeles. Femmes & Santé. Semences 25 F
- 231 La télé... visée
- Greenpeace. Développement. Sala gueleu du travail ... 25 F

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Les carnets d'un militant ... 80 F
 - Pierre Kropotkine, prince anarchiste ... 110 F
 - Les affranchis de l'an 2000 ... 110 F
 - L'exode urbain est-il pour demain ? ... 89 F
 - Les déchets dangereux ... 98 F
 - Le diable des bois ... 90 F
 - SEL : pour changer, échangeons ... 50 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord ... 25 F
 - La menace climatique ... 30 F
 - Radioactivité, les faibles doses ... 30 F
 - Energies renouvelables ... 30 F
 - Les métiers de l'écologie ... 70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale ... 30 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table ... 89 F
 - Séphastocle, mon premier cuisseur ... 36 F
 - Un cuisseur solaire facile à faire ... 20 F
 - Construisez votre cuisinière solaire ... 30 F
 - Cuisseurs solaires pliables ... 20 F
 - Nucléaire ? Non merci ... 75 F
 - Le nucléaire détréoné ... 30 F
 - La liberté de circuler ... 70 F
 - Quelle écologie radicale ? ... 70 F
 - Où va le climat ? ... 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Lucien Souny (Limoges)
 - La dignité antinucléaire ... 50 F
 - Ed. Ecosysté (Montréal)
 - La belle vie ... 65 F
 - Parce que la paix n'est pas une utopie ... 65 F
 - Pour un pays sans armée ... 65 F
 - Pour que demain soit ... 65 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature ... 65 F
 - Moi, ma santé ... 65 F
 - Deux ruses, un avenir ... 80 F
 - L'écologie politique ... 65 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés ... 95 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinancait ... 85 F
 - Des ruines du développement ... 65 F
 - Ed. Deleatur (Angers)
 - La dictature de la croissance ... 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ... 35 F
 - Société à refaire : une écologie de la liberté ... 88 F
 - Philo écologie et politique de l'anarchisme ... 38 F
 - Sociobiologie ou écologie sociale ... 20 F
 - Le rêve au quotidien ... 35 F
 - Un goût d'air libre ... 35 F
 - Pensée sociale d'Elisée Reclus ... 70 F
- Ed. Univie (Londres)**
- La désobéissance civile ... 36 F
 - Nous sommes peut-être frères ... 36 F
 - L'homme qui plantait des arbres ... 36 F
 - Le petit train merveilleux ... 36 F
 - N'hésite pas à le dire ... 36 F
 - La dernière chasse de Tim ... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources ... 180 F
 - Ed. Courrier du livre (Paris)
 - Le solaire pour tous ... 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)**
- Découvrez les vraies richesses ... 96 F
 - Dimension spirituelle de l'écologie politique 70 F
- Ed. ICE (Paris)**
- Maîtrise de l'énergie pour un monde viable 120 F
- Ed. WISE (Paris)**
- La France nucléaire : matières et sites ... 120 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaires ... 98 F
 - Gestion des déchets ... 98 F
 - Les sols ... 98 F
 - L'eau ... 98 F
 - La radioactivité ... 98 F
 - L'alimentation ... 98 F
 - La diversité biologique ... 98 F
 - L'air ... 98 F
 - Le bruit ... 98 F
- Ed. Ostal del libre (Cantal)**
- Jouets de toujours ... 120 F
 - Jouets d'autrefois ... 120 F
 - Jouets rustiques ... 120 F
 - Jouets sonores ... 120 F

Frais de port

- 1 ouvrage ... 15 F
- 2 ouvrages ... 28 F
- 3 ouvrages et plus ... 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE		BELGIQUE	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n° 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n° 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° 190 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
		<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n° 290 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rempont 33, B. 1380 Ohain

1968-1998 : les trente ans qui ont changé la société française

- Le déclin de la classe ouvrière
- Du plein-emploi à la précarité du travail
- Les femmes plus libres, mais toujours en attente d'égalité professionnelle
- Des logements sociaux aux cités-ghettos
- Du petit écran au multimédia
- De l'ère industrielle à l'émergence des services
- D'une finance administrée à une finance dérégulée
- Du petit commerce aux grandes surfaces
- « Liberté, Egalité, Fraternité » : une quête toujours d'actualité



hors-série n° 37
3^e trimestre 1998, 68 pages

**Alternatives
Economiques**

30 F, chez votre marchand de journaux ou sur commande à
Alternatives Economiques, 12, rue du Cap Vert 21805 Quétigny cedex

Vous ne connaissez pas Alternatives Economiques ?

Recevez un ancien numéro gratuitement en envoyant vos coordonnées à
l'adresse ci-dessus en mentionnant *offre spéciale Silence*